



# **JEUNESSE DU SENEGAL: ENJEUX ET PERSPECTIVES**

## **Rapport Final: Volume 1**

Juillet 2011



*Ce rapport a été rendu possible notamment grâce au généreux soutien du peuple américain à travers l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) selon l'Accord de Coopération N° EPP-A-00-08-00006-00. Les informations contenues dans ce manuel ne constituent en aucun cas des informations officielles du Gouvernement Américain et ne représentent pas l'avis ou la position de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International ou du Gouvernement Américain.*

## PREFACE

Il est essentiel que nous impliquions les jeunes dans la conception et la mise en œuvre de programmes durables et efficaces, pour une meilleure compréhension des conditions auxquelles ils font face et pour nous assurer que les programmes que nous élaborons répondent réellement à leurs besoins.

Au cours des vingt dernières années, l'International Youth Foundation (IYF) a joué un rôle d'avant-garde dans l'adoption d'une approche qui permet, non seulement, d'identifier les besoins des jeunes et les opportunités existant dans une communauté, un pays ou une région spécifique du monde, mais aussi, d'impliquer activement la jeunesse locale dans l'identification des défis et dans la définition de leur propre avenir.

*YouthMap* est une initiative quadriennale appuyée par l'USAID qui offre l'opportunité à IYF et à nos partenaires locaux de mettre en application cette approche globale en Afrique Sub-saharienne.

Avec 60 à 70% de la population Africaine ayant moins de 30 ans, il est primordial que nous apprenions à valoriser l'immense potentiel dont regorge cette jeunesse. La jeunesse africaine a l'aptitude et la capacité d'impulser un changement social et une croissance positive lorsqu'elle est dotée des ressources et des opportunités appropriées. L'immensité de cette jeune génération et les défis actuels de leurs pays exigent simplement que les jeunes eux-mêmes jouent un rôle de premier plan dans la définition de leur avenir.

A travers l'initiative *YouthMap*, IYF entre en contact direct avec la jeunesse africaine et les organisations qui les appuient pour acquérir des connaissances de première main sur la façon dont les jeunes vivent, travaillent et apprennent dans chacun des pays cibles. Nous demandons aux jeunes de décrire leur vie quotidienne, leurs défis, leurs aspirations et leurs rêves pour l'avenir. Nous inscrivons ensuite leurs réponses dans le contexte des données disponibles auprès de nos nombreux partenaires dans la région, tout en soulignant les écarts entre les besoins des jeunes et les ressources disponibles. En somme, nous aidons à identifier le terrain et à baliser la voie à suivre, tout en veillant particulièrement à l'implication des jeunes dans le processus. En effet, pour nous les jeunes représentent bien plus que des participants à un groupe de discussion. Mieux, nous les percevons plutôt comme des acteurs clés, non seulement, de leur propre développement, mais aussi du développement de leurs pays.

*YouthMap Sénégal, « Jeunesse du Sénégal: Enjeux et Perspectives »* dépeint les conditions et opportunités propres à la jeunesse à travers le pays. Il s'agit là du premier d'un ensemble de huit pays d'Afrique subsaharienne au plus qui feront l'objet d'étude dans le cadre de cette initiative. Nous avons foi que ce rapport, enrichi des importantes contributions de la jeunesse sénégalaise, pose les jalons réalistes pour la construction d'un avenir plus stable, plus prospère et plus prometteur pour le Sénégal et la jeunesse sénégalaise.

William S. Reese

*Président et Directeur Général  
International Youth Foundation*

## REMERCIEMENTS

Le présent rapport d'évaluation de *YouthMap* Sénégal adresse ses sincères remerciements aux jeunes à travers le Sénégal qui ont pris part aux discussions de groupe, donné de leur temps et partagé leurs perspectives avec l'équipe de l'évaluation. Nous sommes également très reconnaissants envers les nombreux représentants de départements ministériels et d'agences étatiques, de partenaires au développement, d'organisations de la société civile et des sociétés du secteur privé ayant participé aux entretiens effectués dans le cadre de l'étude, et aidé l'équipe d'évaluation à identifier et à mobiliser les jeunes participants en vue des discussions de groupe. Notre compréhension des circonstances, des atouts et des défis de la jeunesse sénégalaise a été énormément enrichie par leurs idées qui sont reflétées dans le rapport et occupent une place prééminente dans nos recommandations.

Les jeunes ayant travaillé comme « chercheurs » dans ce projet ont rehaussé l'évaluation. Stanislas Beuleu, Aissata Dieye, Wilfried Engone, et Louma Sarr ont fait partie de l'équipe d'évaluation de *YouthMap*, en aidant à la collecte de données et à la rédaction de rapports, et en permettant aux travaux de concorder avec les réalités des jeunes à travers le pays. Leurs perspectives et engagements au développement de la jeunesse ont revigoré et inspiré l'équipe et renforcé l'évaluation dans son ensemble.

L'International Youth Foundation (IYF) souhaite remercier l'USAID/Washington et l'USAID/Sénégal pour leur engagement auprès des jeunes du Sénégal, et leur croyance en la capacité des jeunes à faire des contributions positives pour leurs communautés et leur pays. Des remerciements spéciaux vont à AOTR Joe Kitts à Washington ainsi qu'à nos principaux collègues à l'USAID/Sénégal, Melissa Knight et Sacha Fraiture. Nous sommes reconnaissants à tous les collègues de l'USAID/Sénégal pour les précieuses informations et l'orientation fournies lors du processus d'évaluation, en particulier le Directeur de Mission Kevin Mullally, le Directeur Adjoint Alfreda Brewer, Amanda Day, Mouhamed Gueye, Selam Kebrom, Dr. El Hadji Amadou Mbow-Baye, Ousmane Sane, Izetta Simmons, Pape Sow, Christophe Tocco, Peter Trenchard, et Nicole Tresch.

Nous aimerions saluer le travail dévoué des membres de l'équipe d'évaluation ayant participé aux travaux sur le terrain, à l'analyse des données et à la préparation du rapport. Dalberg Global Development Advisors à Dakar — Madji Sock, Ata Cissé, et Massamba Diop — ont fourni une précieuse assistance technique grâce à leur expérience et leurs connaissances des différents défis auxquels sont confrontés les jeunes au Sénégal. Nos remerciements vont spécialement aux consultants Pierre de Galbert, Pascale Schnitzer, et Alice Morton pour leurs contributions à la qualité de l'information recueillie et à l'analyse des résultats qui ont suivi. Nous témoignons également notre gratitude à l'endroit d'Aidan Connolly pour sa contribution à la revue de la littérature et à Ntal Alimasi, Edwige Ndetome, Lem-Marie Chizungu, Gervais Djedje, et Sehou Pierre Hedji pour leur appui dans la codification et l'analyse des données de l'évaluation.

Enfin, nous exprimons nos sincères remerciements à l'équipe dévouée de l'IYF pour son appui à la conception de l'évaluation, la recherche, l'analyse et la préparation du rapport: Danielle Roziewski, Daniel Oliver, Bāi Kamara, et Lin Lin Aung. Nous remercions également Gillian McCallion et Kathryn Werthman pour leurs contributions à la conception visuelle du rapport.

Awais Sufi  
*Le Vice-président de Programmes*  
*International Youth Foundation*

Laura Bureš  
*Directrice de Programme*  
*International Youth Foundation*

## TABLE DES MATIERES

Acronymes.....	vi
Résumé Exécutif.....	vii
Section 1: Introduction et Aperçu.....	1
Section 2: Education et Apprentissage.....	6
Section 3: Travail et Emploi.....	16
Section 4: Modes de Vie Sains et Constitution de Familles.....	29
Section 5: Citoyenneté et Engagement.....	37
Section 6: Les Jeunes à Risque.....	46
Section 7: Recommandations.....	56

## ANNEXES

- 1: Cadre *YouthMap* Sénégal
- 2: Etendue des Travaux d’Evaluation de l’USAID/Sénégal
- 3: Méthodologie d’Evaluation et de Mise en Oeuvre
- 4: Informateurs clés Interrogés par Région
- 5: Discussions de Groupe par Région
- 6: Critères de Sélection des Participants aux Discussion de Groupe des Jeunes
- 7: Résumé et Analyse de Données sur la Jeunesse au Sénégal
- 8: Statistiques Descriptives sur les Jeunes Interrogés lors des Discussion de Groupes
- 9: Cartographies des Acteurs
- 10: Protocoles des Discussions de Groupe et des Entretiens
- 11: Bibliographie

## ACRONYMES

ACAPES	Association Culturelle d'Aide à la Promotion Educative Sociale
AEMO	Action Educationnelle en Milieu Ouvert
AFD	Agence Française de Développement
AGETIP	Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
ANEJ	Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes
ANRAC	Agence Nationale de Relance des Activités en Casamance
ASS	Afrique Subsaharienne
BFEM	Brevet de Fin d'Etudes Moyennes
CCA	Centre de Conseil Adolescent (Centre Ado)
CDEPS	Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive
CE	Croissance Economique
CFTP	Centre de Formation Technique et Professionnelle/Sénégal — Japon
CNEE	Convention Nationale Etat-Employeurs pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes Diplômés
CODESRIA	Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique
CRETEF	Centre Régional d'Enseignement Technique Féminin
DESPS	Département Education Surveillée et de Protection Sociale
DG	Démocratie et Gouvernance
DISEZ	Zone Economique Spéciale Intégrée de Dakar
DRSP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
EDB	Projet Education de Base
ENF	Education Non-formelle
EPQ	Education Priorité Qualité
EPT	Education Pour Tous
EQJA	Education Qualifiante des Jeunes et des Adultes
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FHI	Family Health International
FMI	Fonds Monétaire International
FNPJ	Fonds National de Promotion de la Jeunesse
FONDEF	Fonds de Développement de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
FTF/FtF	Feed the Future
GD	Groupe de Discussion
GEEP	Groupe pour l'Etude et l'Enseignement de la Population
GEU	Gouvernement des Etats-Unis

GHFSI	USG Global Hunger and Food Security Initiative [Initiative Mondiale contre la Faim et Pour la Sécurité Alimentaire du Gouvernement des Etats Unis]
GOANA	Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance
GS	Gouvernement du Sénégal
GTZ / GIZ	Coopération Technique Allemande
ICRW	Centre International de Recherche sur les Femmes
IYF	International Youth Foundation [Fondation Internationale de la Jeunesse]
ME	Ministère de l'Education
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MFDC	Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance
MGF	Mutilation Génitale Féminine
MJSL	Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs
MSP	Ministère de la Santé et de la Prévention
MST/IST	Maladie Sexuellement Transmissible/Infection Sexuellement Transmissible
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONEJBAN	Office National pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue
ONFP	Office National de la Formation Professionnelle
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OSC	Organisation de la Société Civile
PANEJ	Plan Action National pour l'Emploi des Jeunes
PARRER	Partenariat pour le Retrait et la Réinsertion des Enfants de la Rue
PDEF	Programme Décennal pour l'Enseignement et la Formation
PDIP	Personne Déplacée à l'intérieur de son Propre Pays
PF	Planning Familial
PGP	Programme Gouvernance et Paix
PNBG	Programme National de la Bonne Gouvernance
PNDS	Plan National pour le Développement de la Santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPJ	Projet de Promotion des Jeunes
PPP	Partenariat Public-Privé
PRAESC	Programme de Relance des Activités Economiques et Sociales
RTI	Research Triangle Institute
S&E	Suivi et Evaluation
SCA	Stratégie de Croissance Accélérée
SELS	Syndicat des Enseignants Libres du Sénégal
SRA	Santé Reproductive des Adolescents
SSR	Santé Sexuelle et Reproductive

TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UCW	Understanding Children's Work [Comprendre le Travail des Enfants]
USAID	Agence des Etats Unis pour le Développement International
VCT	Dépistage volontaire et accompagnement psychologique
YEN	Youth Employment Network



## RESUME EXECUTIF

*YouthMap* est une initiative de quatre ans destinée à évaluer la situation de la jeunesse et à appuyer les programmes et initiatives prometteurs en matière de développement positif de la jeunesse en Afrique Subsaharienne (ASS). A travers *YouthMap*, l'International Youth Foundation (IYF) est en train de mener des évaluations holistiques des conditions des jeunes et établir l'état des lieux des infrastructures dédiées aux jeunes dans huit pays qui devraient inclure l'Afrique du Sud, l'Angola, le Ghana, le Mozambique, l'Ouganda, le Sénégal, la Tanzanie, et la Zambie. Chaque évaluation va poser des questions de recherche adaptées à la situation, aux préoccupations et aux opportunités des jeunes dans un pays donné ; en outre, un ensemble de questions de recherche transversales faciliteront les comparaisons et échanges d'expériences à travers les pays. Les évaluations de *YouthMap* utilisent une approche basée sur les acquis, explorant les atouts, opportunités et aspirations de la jeunesse. Elles examinent le rôle des jeunes en tant que porteurs potentiels et réels de solutions, plutôt que de se pencher exclusivement sur les défis et de percevoir les jeunes comme étant des « problèmes à résoudre ». Par conséquent, IYF se veut faire l'écho des opinions des jeunes, en intégrant notamment leurs perspectives dans la formulation de recommandations.

Comme dans la majeure partie de l'ASS, le Sénégal connaît une croissance rapide de sa population et une explosion démographique de sa jeunesse. En 2010, le nombre des jeunes sénégalais âgés de 15 à 24 ans était estimé à 2.687.000, soit 21 pour cent de la population, et ce chiffre devrait s'accroître de près de 25 pour cent d'ici à 2020.<sup>1</sup> En outre, divers groupes de jeunes sont dits à risque — y compris les jeunes non scolarisés et au chômage, ceux affectés par le trafic humain et d'autres victimes ou affectés par la crise dans la région de la Casamance. Pour mieux éclairer et orienter l'élaboration par le Gouvernement des Etats-Unis (GEU) de programmes pour la jeunesse au Sénégal, USAID/Sénégal a lancé une évaluation intersectorielle de la jeunesse à travers *YouthMap* en Janvier 2011. Cette évaluation est fondée sur le cadre théorique présenté dans le Rapport mondial de développement 2007 de la Banque mondiale intitulé *Development and the Next Generation (Développement et Futures Générations)*. Ce rapport soutient que les jeunes font face à des transitions majeures dans la vie lors du passage de la dépendance de l'enfance à la prise de décision en toute autonomie pendant leur vie d'adulte dans les domaines de l'éducation et de l'apprentissage, de l'emploi, de la santé, de la fondation d'un foyer et de l'exercice de la citoyenneté.

La section 1 du rapport décrit la méthodologie de recherche. Des résultats détaillés de la recherche de *YouthMap* sur les phases transitoires dans la vie des jeunes — éducation et apprentissage; travail et emploi; modes de vie sains et fondation de foyer; et citoyenneté et engagement — sont présentés dans les Sections 2 à 5. Une analyse des jeunes à risque et de leurs besoins et aspirations est faite dans la section 6. La section 7 présente des recommandations formulées à l'endroit de l'USAID/Sénégal.

### Résumé des principaux résultats et conclusions

#### *Education et apprentissage*

- **L'accès et l'achèvement de l'éducation primaire** se sont considérablement accrus tant pour les garçons que pour les filles, mais des différences significatives demeurent entre les régions. Tout en reconnaissant de nettes améliorations en matière d'accès, les principaux acteurs et les jeunes interrogés lors des discussions de groupe ont exprimé de fortes préoccupations quant aux défis persistants en matière de qualité de l'éducation.
- Le Gouvernement du Sénégal (GS) s'est fixé des objectifs ambitieux pour **l'achèvement de l'éducation secondaire du premier et du second cycle**, mais l'accès et les inscriptions restent à la traîne par rapport à la demande, notamment au niveau du second cycle de l'enseignement secondaire. En outre, il existe des disparités fondées sur le genre, l'emplacement géographique (rural/urbain) et la classe socio-économique. Cependant, il y a des exemples remarquables de progrès. C'est le cas de la région de Kédougou qui a ouvert cinq collèges au cours de l'année scolaire en cours.

- Les jeunes interrogés ont identifié comme **principales barrières de l'accès à l'enseignement moyen et secondaire** les coûts afférents et le transport. Chez les filles, le mariage précoce et pour les garçons et les filles les plus pauvres, les obligations familiales (tâches dans ou hors de la maison) constituent également des barrières. Nombre de filles mariées et célibataires ont indiqué que se marier à un âge précoce les affecte, notamment en ce qui concerne leur éducation. Certains participants aux discussions de groupe ont indiqué que le mariage précoce retarde les jeunes femmes dans la réalisation de leurs projets et de leurs rêves.
- Les jeunes et acteurs majeurs ont cité comme défis le **manque général d'infrastructures** (salles de classes, latrines, bibliothèques et laboratoires de science), et la sous-qualification des enseignants. L'enseignement des mathématiques et des matières scientifiques en général connaît un manque criard de ressources, notamment dans les zones rurales.
- La demande en **formation professionnelle et technique** conférant des diplômes équivalents à ceux des lycées, dépasse de loin l'offre. Les décideurs reconnaissent la nécessité d'augmenter l'offre de formation professionnelle, mais il existe encore très peu d'options, notamment en dehors de Dakar. Il y a très peu de collèges agricoles en dépit de l'importance économique de l'agriculture et d'un grand intérêt pour cette formation chez les jeunes des zones rurales. La création d'un lycée technique à Ziguinchor a été amplement décrite pendant les entretiens comme un progrès remarquable.
- **Les universités publiques** sont généralement caractérisées par des effectifs pléthoriques, des taux élevés de redoublement et d'abandon, et les capacités limitées. Souvent, les jeunes pauvres des zones rurales qui sont acceptés dans les universités urbaines, grâce à leur réussite académique, font souvent face à des barrières, n'étant pas en mesure de faire face aux coûts d'installation en zone urbaine. L'ouverture de nouvelles universités hors de Dakar et les investissements effectués pour améliorer la capacité et la pertinence de l'éducation tertiaire par la Banque mondiale ont été salués.
- Les jeunes et d'autres acteurs pensent que les **programmes scolaires** à tous les niveaux doivent être plus pratiques et pertinents pour leurs besoins, par exemple en intégrant davantage d'enseignements sur les compétences fonctionnelles et dans le domaine agricole — même à l'école primaire, ainsi que des cours sur la paix et la résolution de conflits.
- Un grand nombre de jeunes, notamment à Dakar, sont formés par le secteur de **l'éducation non formelle**; cependant, nombreux sont les jeunes interrogés qui sont préoccupés par la reconnaissance formelle de leurs certificats ou diplômes. Le Ministère de l'éducation technique et de la formation professionnelle a fait un effort dans la reconnaissance des certificats au plan national et travaille à l'accréditation de programmes. Toutefois, les acteurs ont soutenu que la capacité du Ministère est limitée et ont plaidé pour une plus grande implication des employeurs de manière générale afin d'améliorer la pertinence des programmes et le placement des jeunes.
- La majorité des jeunes interrogés travaillant dans le secteur informel ont dit exercer leur métier grâce à **des apprentissages** ayant nécessité plusieurs années d'investissement avec un revenu faible.
- Les études sont largement perçues comme un important aspect de la vie tant par les jeunes que par les adultes. Les jeunes des quartiers urbains et périurbains continuent de percevoir l'utilité de l'éducation universitaire et de l'emploi dans le secteur formel. En revanche, les jeunes dans les zones rurales ont marqué davantage d'intérêt pour l'acquisition de compétences pratiques à travers la formation professionnelle.
- **L'orientation professionnelle et les conseils en matière de développement de carrière** sont des domaines dans lesquels les jeunes ont besoin de plus de soutien. Les programmes éducatifs devraient aider à les guider dans les choix de carrière, à trouver du travail correspondant à leurs compétences et/ou leur apporter un appui d'après-formation.

- La **qualité, la pertinence et l'aspect pratique** de l'éducation/la formation doivent être améliorés afin d'accroître les chances des jeunes de trouver du travail dans le secteur privé. Ils ont fait observer que le système éducatif « *[leur] enseigne le savoir et non le savoir-faire* ».

### **Travail et emploi**

- Dans le but de développer l'emploi des jeunes qui reste une priorité, le Gouvernement sénégalais, a **créé un certain nombre d'organisations et mis en place un certain nombre d'initiatives** pour régler cette question complexe, dont entre autres: le Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ) qui assure la promotion de l'accès des jeunes au crédit ; l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANEJ), qui facilite les liens entre les jeunes et les employeurs; et la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) pour accroître le nombre de jeunes dans l'agriculture et la production agricole.
- Le **profil des jeunes ayant participé aux discussions de groupe** montre que 56,5 pour cent ne travaillaient pas au moment de l'étude ; 23,5 pour cent étaient employés à plein temps; 12 pour cent travaillaient à mi-temps ; tandis que 8 s'étaient auto-employés. Parmi les 43,5 pour cent qui travaillaient, 42,4 pour cent évoluaient dans le secteur formel, 49,0 pour cent dans le secteur informel, et 13,8 pour cent étaient des employés saisonniers.
- Dans l'ensemble, **les taux de chômage et de sous-emploi restent élevés** et le chômage des jeunes demeure une préoccupation majeure. Le taux de chômage au Sénégal était estimé à 49 pour cent en 2008, dont 60 pour cent constituaient les jeunes de moins de 35 ans. Parmi ceux âgés de 15 à 24 ans, 10 pour cent ne sont pas en mesure de trouver un emploi en dépit du fait qu'ils cherchent du travail ; 32 pour cent sont considérés comme « inactifs » (c'est-à-dire ne travaillent pas, ne cherchent pas de travail, ni ne vont à l'école) ; et 5 pour cent sont sous-employés.
- Chaque année, près de 100.000 nouveaux diplômés sénégalais intègrent le marché du travail tandis que l'unité de statistiques du département du travail enregistre moins de 30.000 nouveaux contrats d'emploi dans le secteur privé. Le **pool d'emploi du secteur formel** a stagné au cours des 15 dernières années, avec une tendance à la baisse de l'emploi à plein temps et un accroissement de l'emploi à mi-temps ou contractuel. Cette situation reflèterait la stratégie du secteur privé consistant à rechercher des collaborations externes lorsqu'il est possible et à appliquer des politiques flexibles concernant les contrats d'emploi.
- Parmi les domaines identifiés par diverses études comme ayant un fort **potentiel de croissance et d'emploi** figurent : l'agriculture, l'agrobusiness, les industries agroalimentaires et de la pêche ; la construction et les infrastructures ; le transport ; l'import-export ; les services de sécurité ; l'éducation ; le tourisme ; l'artisanat ; le secteur des textiles et de l'habillement ; les technologies de l'information et de la communication ; et l'externalisation.
- Les jeunes interrogés ont indiqué que **les emplois dans le secteur formel sont très limités**, particulièrement en dehors de Dakar. Les structures éducatives et professionnelles disponibles pour dispenser aux jeunes les compétences nécessaires afin d'intégrer le marché du travail sont limitées, notamment à Tambacounda, Kédougou, et Ziguinchor. Les emplois du secteur formel accessibles aux jeunes sont essentiellement des emplois non qualifiés (par ex. agents de sécurité, chauffeurs, serveurs). Hors de Dakar, les perspectives d'emploi se réduisent aux types d'activités économiques spécifiques dominants dans les régions.
- Bien que les acteurs du secteur privé tiennent en grande estime la jeunesse sénégalaise, ils ont soutenu que la **principale contrainte à l'embauche des jeunes est leur manque de compétences nécessaires**. Ces acteurs ne blâment pas les jeunes, mais citent plutôt la qualité de l'éducation qu'ils reçoivent, notamment le manque de concordance entre la formation et les besoins du marché du travail, et l'accent mis sur la théorie plutôt que la pratique.

- Les jeunes ont indiqué que **les stages** sont disponibles dans le secteur formel bien que l'emploi à plein temps soit limité ; cependant, ils ont fait savoir que ces stages ne leur permettent pas toujours d'acquérir les compétences pratiques dont ils ont besoin pour saisir les opportunités, et aboutissent rarement à un emploi à plein temps.
- Au cours des dernières années, le secteur informel a fait preuve d'une plus grande capacité à absorber les travailleurs, englobant une proportion de la population active estimée à 80-90 pour cent. Dans l'ensemble, les opportunités d'emploi pour les jeunes sont beaucoup plus disponibles dans le **secteur informel** que dans le secteur formel. Les jeunes ont noté que ceux parmi eux qui sont employés dans le secteur informel évoluent essentiellement dans l'agriculture, la menuiserie, le jardinage, le travail domestique, la maçonnerie, la gestion et le petit commerce.
- **L'agriculture** a été identifiée tant par les jeunes que les acteurs interrogés comme étant un secteur important de l'économie qui nécessite davantage d'appui, de développement et de financement pour croître. Les jeunes ont exprimé un grand intérêt à travailler dans ce domaine s'ils recevaient un appui financier ou technique.
- De nombreux participants aux discussions de groupe ont affirmé vouloir un emploi décent afin de contribuer à améliorer les conditions de vie de leurs familles, et souhaiteraient des opportunités à même de leur apporter une formation, un encadrement et un appui pertinents. **Leur principale préoccupation est de trouver un emploi bon et décent.**
- Les jeunes ont fait savoir que leurs principaux besoins relatifs à l'emploi sont l'encadrement, l'appui financier et technique, la formation technique et professionnelle, ainsi que le suivi et l'évaluation de leurs projets et/ou affaires.
- Dans chacune des régions éloignées de Dakar, **de nombreux jeunes ont exprimé des sentiments de marginalisation**. Des jeunes de Saint-Louis, Thiès, Tambacounda, Kédougou, et Ziguinchor ont indiqué un sens de « non appartenance » au Sénégal, et ont exprimé des sentiments de marginalisation en matière d'opportunités d'emploi dans le secteur formel, qui pensent-ils, devrait être décentralisé. Ils avaient le sentiment d'être considérés comme incompetents et ayant des insuffisances en matière d'instruction et d'expérience professionnelle.

### *Santé et planification familiale*

- Le Gouvernement sénégalais et ses partenaires sont conscients de l'insuffisance de **structures de santé**, notamment dans les zones rurales, ainsi que du manque de services de qualité pour la jeunesse et la population. Si les politiques pour la mise en place de **services adaptés aux jeunes** existent, les entretiens avec les acteurs du secteur public et de la société civile et des groupes de jeunes ont corroboré les découvertes du Fonds Monétaire International (FMI) selon lesquelles des insuffisances en matière de service persistent en raison des contraintes budgétaires et du manque de personnel. Les jeunes ont confirmé ces résultats et fait observer que les structures de santé, les hôpitaux et les cliniques manquent de personnel qualifié, d'équipements et de médicaments.
- Les jeunes ont avancé que le principal obstacle à l'accès aux services de santé disponibles est le **coût**, notamment dans les régions éloignées telles que Kédougou et Tambacounda. Le coût élevé des médicaments rend plus difficile le traitement approprié des maladies et la prévention de leur réapparition. Les acteurs du secteur public en ont convenu, citant les restrictions budgétaires, l'insuffisance des effectifs et le manque de personnel qualifié comme principales contraintes.
- La plupart des jeunes ont applaudi le *Centre de Conseil Adolescent*, ou « **Centre Ado** ». Ils ont apprécié la capacité de rester sous anonymat, la disponibilité de l'information sur la santé sexuelle et de la reproduction (SSR) et les maladies sexuellement transmissibles (MST), et l'ouverture d'esprit du personnel. Selon les jeunes, cette structure leur a permis de mieux cerner les questions de santé telles que le VIH/SIDA, les conséquences des rapports sexuels et les méthodes de protection.

- Les jeunes à travers le pays se sont montrés impatients d'avoir des services adaptés et à même de satisfaire leurs besoins. Ceux-ci englobent l'information sur la prévention du VIH/SIDA, l'éducation sur la SSR, la contraception, et la prévention des problèmes récurrents de santé (par ex. le paludisme). Concernant les jeunes qui n'ont pas recours aux services de santé, ceci est particulièrement dû à la gêne — surtout lorsqu'il s'agit de contraception et autres questions liées à la SSR. Les jeunes ont souligné que les filles qui se retrouvent enceintes en dehors du mariage éprouvent également de l'embarras à recourir à ces services.
- L'une des principales contraintes pour les **jeunes handicapés** est l'accès physique à tous les services, et un accès très limité aux services spécialisés de santé pour handicapés.
- **Les jeunes vivant avec le VIH** ont expliqué qu'en dépit de leur accès aux services dans les grandes villes, l'accès au traitement du VIH constitue un sérieux problème. Les structures ne disposent parfois pas des médicaments en stock ; certains jeunes interrogés ont fait savoir qu'ils vivaient dans de petits villages et ne pouvaient recevoir de traitement localement, soit en raison du manque de services/médicaments ou par peur de la stigmatisation et de la discrimination. Les jeunes vivant avec le VIH ont indiqué qu'en dépit de leur maladie, ils ont foi en l'avenir : tant qu'ils ont un mode de vie sain, prennent leurs médicaments comme il se doit, et continuent de s'informer sur les questions de santé, ils pensent pouvoir continuer à vivre une vie active. Nombre d'entre eux ont souhaité monter une affaire, apprendre un nouveau métier et améliorer leur statut économique.
- Les jeunes ont fait des distinctions entre **mauvaises habitudes** pouvant être évitées (par ex. la cigarette et l'alcoolisme) et les modes de vie malsains qui échappent au contrôle de soi (malnutrition et conditions de vie non hygiéniques). Mais ils ont également perçu les mauvais comportements contrôlables comme un signe de la pauvreté. **Les comportements positifs** pour les jeunes comprenaient le sport, le maintien d'un régime alimentaire sain et la pratique de rapports sexuels protégés. En matière de lutte contre les mauvaises pratiques, les jeunes perçoivent le rôle de l'Etat comme vecteur de l'information, prestataire de soins de santé, et créateur d'opportunités d'emplois pour la jeunesse.

### *Citoyenneté en engagement civique*

- Parmi les **principales initiatives du Gouvernement sénégalais**, figurent Le Programme National de Service Civique, sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (MJSL), et *Vacances Citoyennes*, initiées par le Gouvernement actuel. Le Programme National de Service Civique déploie les jeunes volontaires à travers le pays dans les départements ministériels, les centres de santé, les écoles et les ONG nationales dans une variété d'initiatives. *Vacances Citoyennes* organise des activités dont l'éducation civique pendant les vacances scolaires. Le Gouvernement sénégalais est également en train d'intégrer un Parlement des Jeunes à l'Assemblée Nationale en vue de faire entendre la voix des jeunes dans la sphère de la prise de décision publique.
- Les jeunes ont rapporté des **taux élevés de participation et d'engagement civique** dans les associations d'élèves, les clubs sportifs, culturels, les groupes religieux, la Croix rouge et bien d'autres ONG locales. Ils ont exprimé des forts sentiments d'attachement à leurs communautés. L'amitié a été citée comme un important élément pour la jeunesse, à l'instar des rapports sociaux, religieux et personnels, et de la satisfaction personnelle. Dans les zones urbaines, les jeunes étaient souvent membres d'associations de leurs quartiers ou d'associations de ressortissants de leurs localités d'origine. La participation dans les associations et les confréries religieuses était également courante. Ceux qui ne prenaient pas part aux activités civiques ou communautaires ont invoqué le manque de temps.
- Les inspecteurs régionaux de la jeunesse et les centres culturels CDEPS au niveau départemental ont affiché un fort engagement à travailler avec les jeunes pour atteindre la population générale. Parallèlement, les jeunes ont souvent estimé que les autorités locales ont soutenu leurs organisations civiques. Toutefois, lorsqu'il s'agissait de programmes nationaux spécifiques, ou d'autres services de



santé et d'éducation, les jeunes ont souvent exprimé le sentiment de n'avoir pas eu une expérience de premier plan de tels programmes ni avoir eu d'opportunités pour en bénéficier.

- Le seul domaine de la société civile que les jeunes abhorraient souvent était la **politique**. Lorsqu'interrogés sur leur participation politique, bon nombre ont expliqué avoir le sentiment que la politique est « sale » et ne s'y intéressent pas, ou que le fait de s'engager en politique était un moyen d'améliorer ses conditions de vie, c'est-à-dire par le biais de la rémunération financière. Dans l'ensemble, les jeunes semblaient partager la conviction selon laquelle, seuls ceux ayant des connexions politiques progressent et trouvent du travail. L'écrasante majorité des jeunes étaient d'avis que les politiques ont fait trop de promesses et en ont respecté trop peu pour mériter leur confiance.
- En dépit de ce sentiment, près de 85 pour cent des jeunes interrogés ont signifié leur **intention de s'inscrire pour voter aux élections à venir**, bien qu'il n'était pas clair si la plupart comprenaient le processus d'inscription. Beaucoup ont exprimé de l'intérêt à voter et faire entendre leurs voix, et étaient bien conscients du pouvoir que la jeunesse sénégalaise pourrait avoir dans l'élection prochaine. Selon une importante découverte dans le récent audit du fichier électoral, il y a environ 1,1 million de nouveaux électeurs éligibles ayant au moins 18 ans ; cependant, **la plupart de ces nouveaux électeurs potentiels ne possèdent pas de carte nationale d'identité ni ne sont inscrits pour voter**. Ce groupe-clé représente près d'un quart des électeurs potentiels, pouvant avoir un impact significatif sur les résultats de l'élection.
- Les jeunes des régions les plus reculées — Kédougou, Tambacounda, Richard-Toll, et Ziguinchor — ont exprimé de différentes manières l'impression de ne pas faire partie du Sénégal. Il convient de noter la distinction claire faite par les jeunes entre *communauté* et *pays*. En dépit du sentiment des jeunes hors de Dakar de non appartenance au pays dans son ensemble, ils ont mis l'accent sur leur désir d'améliorer leurs communautés et régions d'origine.
- Le sentiment prévalant en Casamance, tant chez les jeunes que chez les acteurs, était que les pourparlers de paix n'enregistraient pas de progrès. Les jeunes ont indiqué que les hôtels et les usines ont fermé, réduisant ainsi les opportunités d'emplois. En dépit des défis en matière d'éducation et d'emploi dans la région, **les jeunes ont priorisé la nécessité de la paix par rapport à d'autres questions**.
- Généralement, la perception des jeunes était que le Gouvernement central et le processus politique n'ont pas encore atteint les objectifs déclarés de promotion de valeurs démocratiques chez tous les citoyens. Des événements tels que les protestations de Kédougou en décembre 2008 attestent du risque d'éclatements futurs de la violence. Plusieurs acteurs ont parlé de « bombe à retardement » concernant les questions liées à la jeunesse. Etant donné que les discussions de groupe ont eu lieu au Sénégal au moment des révoltes populaires en Tunisie et en Egypte, les jeunes interrogés ont occasionnellement fait allusion à de possibles révoltes.

### ***Jeunes à risque***

- Le profil des jeunes « à risque » établi par le Gouvernement sénégalais concerne les jeunes de moins de 18 ans en danger moral ou physique. Ceux-ci incluent les *talibés*, les enfants de la rue, les déscolarisés, les jeunes impliqués dans la criminalité, ceux appartenant à des familles en crise, et les victimes d'exploitation ou d'abus. Les groupes de jeunes couverts par l'enquête englobaient également des jeunes affectés par le conflit en Casamance, ceux vivant avec le VIH/SIDA, les mères adolescentes, les jeunes pratiquant la prostitution, et les jeunes handicapés.
- Dans le but de réduire le nombre de jeunes mendiant dans les rues, le Gouvernement sénégalais a établi le Partenariat pour le Retrait et la Réinsertion des Enfants de la Rue (PARRER), un organe de coordination des départements ministériels, de la société civile, des groupes religieux et des organismes donateurs pour régler le problème des enfants de la rue, dont les *talibés*.

- L'évaluation a défini deux grandes catégories de jeunes à risque : **les jeunes dans la rue et les jeunes à la maison**. Les jeunes dans la rue incluent les *talibés* et les enfants de la rue qui gagnent leur vie à travers la mendicité, le travail précaire, ou sont en conflit avec la loi. Quant aux jeunes à risque « à la maison », ils comprennent les jeunes employés domestiques (notamment les jeunes femmes), les déscolarisés, et les jeunes déplacés affectés par le conflit casamançais.
- Il existe un certain nombre d'organisations du secteur public et privé qui travaillent avec les jeunes à risque ; en dépit de ces initiatives — tant publiques que privées — l'offre se situe bien en deçà de la demande pour la prise en charge des jeunes à risque en termes de prévention et d'appui à la réintégration.
- Les jeunes à risque interrogés se sont estimés marginalisés. Ils ont soutenu que leur avenir et leurs besoins ne constituent pas une priorité pour le Gouvernement, et que l'argent des bailleurs destiné à les soutenir ne les atteint pas comme il se doit. Ces jeunes ont également avancé que les **jeunes à risque n'ont pas accès à l'information** et ne sont pas au fait des mesures mises en place pour les aider.
- Dans l'ensemble, les jeunes à risque interrogés ont affirmé que leurs principales priorités et leurs espoirs sont de trouver des emplois décents, d'accéder aux infrastructures et services (particulièrement pour les jeunes handicapés), de trouver la sécurité et de retourner dans leurs villages (pour les jeunes déplacés), et d'avoir accès à l'appui qui les ferait sortir de la pauvreté.

### Principales recommandations

Sur la base des résultats de l'évaluation de *YouthMap*, l'équipe de l'évaluation a compilé des recommandations détaillées contenues dans la Section 7 du présent rapport.

## SECTION 1: INTRODUCTION ET APERÇU

### A. Aperçu de *YouthMap* : Evaluation et Innovation en Afrique Subsaharienne

#### *Le défi*

Avec 28 pour cent de sa population âgée de 12 à 24 ans, l'Afrique subsaharienne (ASS) constitue la région la plus jeune dans le monde. Comme l'a souligné la Banque mondiale dans son Rapport Mondial de Développement 2007 intitulé *Développement et Génération Future*, les jeunes représentent l'atout le plus important de ce continent — incarnant aussi bien d'énormes opportunités que des défis. En dépit des taux d'inscription élevés dans l'éducation primaire et des risques réduits de santé dans certains pays, les taux d'achèvement des études restent comparativement faibles et le VIH/SIDA ainsi que d'autres risques de santé demeurent fortement préoccupants. Parmi les défis supplémentaires auxquels font face les jeunes lors de la transition vers la vie adulte, figurent la mauvaise qualité de l'éducation, le manque de filets de sécurité sociale dont les services adaptés aux jeunes, les taux élevés de chômage et de sous-emploi, ainsi que des questions telles que le travail des enfants, l'exode rural, la pauvreté généralisée et les situations de conflit. Les jeunes africains ne constituent pas un groupe homogène et les circonstances varient largement en fonction du sexe, de l'âge, du niveau d'instruction, de l'origine ethnique et de l'état de santé. Une meilleure compréhension des populations de jeunes, ainsi que des défis et opportunités spécifiques auxquels ils font face, permettra de faire des investissements ciblés pouvant préparer de manière efficace les jeunes d'Afrique à devenir des citoyens sains, productifs et engagés.

#### *L'Initiative YouthMap*

*YouthMap* est un programme de quatre ans conçu pour évaluer la situation des jeunes et soutenir les programmes prometteurs et les bonnes pratiques en matière de développement positif de la jeunesse en ASS. A travers *YouthMap*, l'International Youth Foundation (IYF) procède à des évaluations holistiques des conditions des jeunes et de l'état des infrastructures dédiées à la jeunesse dans huit pays, qui devraient inclure l'Angola, le Ghana, le Mozambique, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda, et la Zambie. Sur la base de cette information complète, le Fonds de l'Innovation de *YouthMap* octroiera des subventions pour la duplication des bonnes pratiques, la prise en charge des insuffisances dans les programmes existants, et l'élargissement des innovations à l'intention de la jeunesse dans les domaines de l'éducation et de l'employabilité. Le programme est soutenu par un accord de 10 millions de dollars US avec l'USAID/Washington et est mis en œuvre par IYF, les Missions USAID, et les partenaires locaux dans huit pays cibles. *YouthMap* est un projet relevant du programme Youth:Work d'IYF.<sup>2</sup>

#### *Evaluations de la jeunesse*

*YouthMap* cherche à dresser un tableau complet de la vie des jeunes dans chaque pays, y compris la manière dont ils passent leur temps, les interactions en leur sein et avec d'autres segments de la société, les services auxquels ils ont recours et les services qu'ils estiment inaccessibles. *YouthMap* cherche à capturer également les espoirs, aspirations et défis de la jeunesse. Les évaluations examinent les jeunes scolarisés et non scolarisés, les jeunes au chômage et les jeunes à risque, de même que les opportunités et défis liés au développement de la jeunesse dans tous les secteurs. Les sujets d'intérêt incluent l'éducation, les sources de revenus, la croissance économique, l'agriculture, la santé, la démocratie et la gouvernance, la technologie, et les capacités institutionnelles locales pour faire face aux besoins de la jeunesse.

#### *Fonds de l'Innovation*

Le Fonds de l'Innovation de *YouthMap* appuiera les activités émanant des résultats des évaluations. Les subventions du Fonds de l'Innovation vont explorer de nouvelles idées de programmes, tester les pratiques prometteuses, soutenir le transfert de connaissances d'un pays à l'autre et étendre les interventions en matière



d'éducation et d'employabilité. Les résultats attendus des subventions octroyées par le Fonds de l'Innovation pourraient comprendre la création d'emplois pour les jeunes, la réintégration des déscolarisés dans les systèmes éducatifs formels ou les programmes de seconde chance, le renforcement de l'employabilité et les compétences nécessaires de la vie quotidienne chez les jeunes, le développement des capacités des organisations de jeunes ou pour les jeunes, et l'accroissement des prestations de services adaptés aux jeunes par le secteur public et la société civile.

### ***Apprentissage et Dissémination***

*YouthMap* appuie également un programme d'apprentissage et d'échanges dans la région. Dans chaque pays, IYF va mettre en place un événement de dissémination en vue de partager les résultats des évaluations avec les principaux acteurs. IYF va également mettre en place des réunions régionales impliquant les jeunes comme participants actifs et présentant les enseignements tirés et les pratiques prometteuses notées dans les évaluations ou développées à travers le Fonds de l'Innovation. Les évaluations, études de cas et les publications d'apprentissage de *YouthMap* seront disséminés auprès des jeunes par le biais de la plateforme *Youth:Work* ainsi que du Réseau Mondial de Partenaires d'IYF et d'autres canaux.

## **B. YouthMap Sénégal**

### ***Objectifs et Approche***

Le Sénégal, comme dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, a connu une croissance rapide de sa population et une explosion démographique des jeunes. Il est reconnu que divers groupes de jeunes sont à risque dans le pays, dont les non scolarisés et les chômeurs/sous-employés, ceux affectés par les trafics, et d'autres victimes ou affectés par le conflit en cours dans la région de la Casamance. En vue de mieux éclairer et orienter l'élaboration par le Gouvernement américain de programmes pour les jeunes au Sénégal, USAID/Sénégal<sup>3</sup> a initié une évaluation intersectorielle de la jeunesse à travers *YouthMap* en janvier 2011. IYF a mis en œuvre l'évaluation de *YouthMap* en partenariat avec le Bureau Dalberg Global Development Advisors de Dakar et une équipe de chercheurs internationaux et locaux, y compris des jeunes. La recherche sur le terrain et la collecte de données ont été effectuées entre le 17 janvier et le 18 février 2011.

L'évaluation se fonde sur le cadre théorique présenté dans le Rapport Mondial de Développement (RMD) 2007 de la Banque mondiale, qui soutient que les jeunes connaissent des transitions majeures de la vie en passant de la dépendance de l'enfance et de l'adolescence à la prise de décision indépendante et adulte dans les domaines de l'apprentissage, en entrant dans la vie active, en adoptant des modes de vie sains, en formant des familles et en exerçant leur citoyenneté. *YouthMap Sénégal* a adapté ce cadre de phases transitoires de la vie conformément au cahier des charges (CC) reçu de l'USAID pour évaluer tant « l'offre » de services disponibles pour les jeunes que la « demande » relative aux perspectives, besoins, défis, opportunités et atouts de la jeunesse. *YouthMap* a également examiné des questions liées aux jeunes à risque. Voir le Cadre de *YouthMap Sénégal* dans l'***Annexe 1***.

La conception d'une approche holistique à un développement positif de la jeunesse sous-tend le cadre de *YouthMap*. Pour évoluer avec succès entre les phases de transition de l'adolescence à l'âge adulte, les jeunes ont besoin d'acquérir des compétences générales et des enseignements qui leur permettront de s'adapter et d'avoir une participation active dans des espaces nationaux et mondiaux de plus en plus complexes et interdépendants. Pour gagner leur vie et prospérer sur le lieu de travail, ou en tant qu'entrepreneurs, ils ont besoin de développer les aptitudes et compétences appropriées, y compris comment travailler en équipe, réfléchir de manière créative, devenir des citoyens actifs, et s'adapter à des circonstances changeantes. Ils doivent savoir comment agir de façon responsable sur le plan moral et éthique. La perspective intersectorielle de *YouthMap* sur les questions des jeunes vise à capturer cette nature holistique du développement de la jeunesse. L'évaluation a adopté une approche centrée sur les acquis, explorant les atouts, opportunités et aspirations des jeunes. Elle a examiné le rôle des jeunes comme porteurs potentiels et réels de solutions, plutôt que de se pencher exclusivement sur les défis et de voir les jeunes comme des problèmes à résoudre.

Sur la base du CC reçu d'USAID/Sénégal (voir l'*Annexe 2*), l'évaluation de *YouthMap* s'est articulée autour des questions de recherche suivantes:

- Quelles sont les opportunités, questions et défis des jeunes au Sénégal lors des transitions majeures de la vie dans les domaines de l'éducation et de l'apprentissage, de l'emploi, de la santé, de la formation de familles et d'exercice de la citoyenneté ?
- Qui sont les populations de jeunes les plus à risque au Sénégal et quels sont leurs besoins spécifiques?
- Avec quel degré d'efficacité le Gouvernement sénégalais a-t-il développé des politiques, structures, programmes et partenariats pour faire face aux besoins des jeunes, et tirer profit de leur énorme potentiel ?
- Quelles priorités, approches et quels types de programmes devraient être inclus dans une stratégie multisectorielle pour les jeunes en tenant compte de la Stratégie de l'USAID et des priorités actuelles du Gouvernement américain, et comment cela devrait-il sous-tendre le développement ou la révision des programmes USAID dédiés aux jeunes?

### *Méthodologie et mise en œuvre*

Pour examiner ces questions de recherche, l'évaluation de *YouthMap* a revu les données socio-économiques existantes et la documentation sur les jeunes au Sénégal, et fait un complément de collecte de nouvelles données issues des discussions de groupe (DG) et des entretiens avec les informateurs clés. L'exercice comportait un examen de la programmation actuelle et passée de l'USAID/Sénégal, et les entretiens avec le personnel de l'USAID et les partenaires de mise en œuvre. Les aspects majeurs de la méthodologie de l'évaluation sont résumés de manière succincte ici; voir l'*Annexe 3* pour un aperçu détaillé de la méthodologie de *YouthMap* et du processus de mise en œuvre.

Sur la base du Cahier des Charges d'USAID/Sénégal, le champ de recherche de *YouthMap* s'est axé sur les zones urbaines, rurales et périurbaines de **Dakar, Kédougou, Thiès, Saint-Louis, et Ziguinchor** constituant les six régions d'où ont été tirés les échantillons d'informateurs principaux et de jeunes, assurant une couverture géographique large pour l'étude. L'évaluation comprenait deux procédures d'échantillonnage — une pour les principaux informateurs et une autre pour les jeunes participants aux DG (voir l'*Annexe 3*). Le Tableau 1 donne une répartition de l'échantillon des principaux informateurs par région et secteur (voir l'*Annexe 4* pour une information complète sur les informateurs clés interrogés par région) :

**Tableau 1: Echantillon des informateurs clés par Secteur et par Région**

Lieu	Secteur Public	Secteur Privé	Société civile	Bailleurs
Dakar	12	7	17	7
St. Louis	7	7	5	0
Thiès	5	4	6	0
Tambacounda	2	2	2	0
Kédougou	5	4	3	0
Ziguinchor	6	4	5	0
<b>Totaux</b>	<b>37</b>	<b>28</b>	<b>38</b>	<b>7</b>

Le Tableau 2 montre une répartition des discussions de groupe tenues dans chaque segment de recherche dont les groupes de scolarisés, non scolarisés, employés/auto-employés, et jeunes à risque (voir l'*Annexe 3*). Un total de **568 jeunes âgés de 12 à 30 ans** ont participé aux discussions de groupe à travers le pays. Pour de plus amples informations, voir l'*Annexe 5*. Les critères de sélection des participants aux discussions sont contenus dans l'*Annexe 6*.

**Tableau 2: Résumé des discussions de groupe**

Lieu		Nombre de discussions de groupe	Total par emplacement
Dakar	<i>Urbain/Périurbain</i>	14	14
	<i>Rural</i>	0	
St. Louis	<i>Urbain/Périurbain</i>	6	6
	<i>Rural</i>	0	
Richard-Toll	<i>Urbain/Périurbain</i>	9	11
	<i>Rural</i>	2	
Thiès	<i>Urbain/Périurbain</i>	6	6
	<i>Rural</i>	0	
Mbour	<i>Urbain/Périurbain</i>	1	3
	<i>Rural</i>	2	
Tambacounda	<i>Urbain/Périurbain</i>	5	5
	<i>Rural</i>	0	
Kédougou	<i>Urbain/Périurbain</i>	5	6
	<i>Rural</i>	1	
Ziguinchor	<i>Urbain/Périurbain</i>	10	11
	<i>Rural</i>	1	
<b>NOMBRE TOTAL DE GROUPE</b>			<b>62</b>

### ***Engagement des jeunes***

En plus des membres locaux et internationaux de l'équipe de recherche d'IYF, la Fondation a recruté des jeunes pour apporter une contribution significative à l'évaluation, et continuera de les associer de plusieurs manières à mesure que le programme *YouthMap* sera déroulé au Sénégal — de la dissémination de l'évaluation au lancement et à la mise en œuvre du Fonds de l'Innovation de *YouthMap*. Les jeunes ont constitué des membres clés de l'équipe d'évaluation et ont participé à la collecte de données. Ils ont été mis en paires avec des collègues plus expérimentés, afin de développer leurs capacités en évaluation à travers l'expérience pratique.

Un groupe de jeunes ayant participé aux DG est également associé en tant que membres d'une équipe « d'évaluation par les pairs ». Les pairs évaluateurs serviront de première équipe d'évaluation en apportant leur perspective et connaissance des conditions locales pour éclairer les conclusions tirées de l'évaluation. Il sera demandé aux jeunes de valider ou de rejeter la pertinence des conclusions et des recommandations, d'amplifier celles qui sont particulièrement pertinentes pour leurs communautés, et de critiquer celles qui sont inadaptées. Les jeunes vont également jouer un rôle déterminant dans la vulgarisation des résultats. Le recrutement de jeunes dynamiques pour présenter les résultats dans leurs communautés permettra une dissémination plus large et approfondie. L'accroissement de l'accès au savoir développe la confiance et l'appropriation par les communautés, et sera important pour les projets subséquents qui seront mis en œuvre sur la base de ces résultats, y compris ceux qui seront exécutés à travers le Fonds de l'Innovation. Enfin, les jeunes seront des participants actifs dans le développement et le déroulement des projets du Fonds de l'Innovation.

Le reste du rapport est structuré autour des thèmes des phases transitoires chez les jeunes cités ci-dessous:

- Section 2: Education et Apprentissage
- Section 3: Travail et Emploi
- Section 4: Santé et Planification Familiale
- Section 5: Citoyenneté et Engagement
- Section 6: Jeunes à Risque

La Section 7 présente les recommandations du rapport à USAID/Sénégal.

Nous encourageons également les lecteurs à se référer à l'*Annexe 7*, qui contient d'importantes données et analyses de synthèse sur les jeunes au Sénégal.

## SECTION 2: EDUCATION ET APPRENTISSAGE

Cette section aborde : (1) Les acquis importants obtenus par le Gouvernement sénégalais en termes d'accès à l'éducation aux plus bas niveaux dans la majeure partie du pays ; (2) les différents facteurs affectant la qualité de l'éducation formelle ; (3) les secteurs de l'éducation et la formation technique et professionnelle (EFTP) et de l'éducation non-formelle (ENF) comme moyens pour les jeunes d'acquérir des compétences pratiques ; et (4) les défis que continuent de rencontrer les jeunes dans l'achèvement de l'éducation secondaire, l'accès à la formation professionnelle ou l'université, et l'acquisition des compétences nécessaires pour la transition vers la vie active.

Conformément au CC de YouthMap, la Section 2 est centrée sur les questions suivantes:

<u>QUESTIONS LIEES A L'OFFRE</u>	<u>QUESTIONS LIEES A LA DEMANDE</u>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Apport/qualité/contenu de compétences de la vie quotidienne à l'école et en dehors</li><li>• Disponibilité d'opportunités éducatives formelles et non-formelles et accès suffisant vis-à-vis de la demande</li><li>• Efficacité des structures et politiques existantes pour l'éducation formelle et non formelle</li><li>• Liens entre l'éducation et l'emploi</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Aspirations et attentes des jeunes concernant l'apprentissage</li><li>• Perception par les jeunes de l'utilité et de la valeur de l'éducation</li><li>• Raisons de la déscolarisation ou de la non-inscription (par ex. financières, familiales, logistiques)</li></ul>

### A. Education et apprentissage des jeunes au Sénégal: résumé de la littérature et des données récentes

#### 1. Aperçu de l'éducation formelle

Globalement, la gouvernance du système éducatif au Sénégal relève du Ministère de l'Education (ME). Cependant, au regard de la complexité du secteur de l'éducation<sup>4</sup>, la responsabilité pour l'éducation est répartie entre cinq différents ministères:

- Enseignement préscolaire, élémentaire et moyen (Ministère de l'Education);
- Ecoles secondaires et universités (Ministère de l'enseignement supérieur);
- Education/formation technique et professionnelle (Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation Professionnelle (METFP));
- Alphabétisation des adultes et éducation non-formelle (présentement sous la tutelle du Ministère de la Culture); et
- La construction des écoles (Ministère des Travaux Publics).

Le système éducatif formel comprend l'enseignement élémentaire — préscolaire, des études primaires sur six ans et un cycle de quatre ans d'enseignement moyen (*collège*) — suivi par trois ans d'études secondaires plus spécialisées (*lycée*). Les initiatives de formation professionnelle pour les jeunes, organisées à travers le Ministère de l'Education, se sont essentiellement axées sur l'accroissement de l'accès et de l'inscription à l'école ; l'amélioration de la qualité de l'éducation ; et la décentralisation en vue d'une meilleure administration du système éducatif. Les institutions publiques d'enseignement supérieur comprennent l'Université Cheikh Anta Diop (Dakar), l'Université Gaston Berger (Saint-Louis), et l'Université de Ziguinchor. Parmi les universités privées, figurent l'Université du Sahel et l'Université Dakar Bourguiba. Il y a également divers autres types d'institutions dont les écoles polytechniques, les écoles de commerce et les écoles de télécommunications.

En termes de politiques clés, le Programme de Développement de l'Education et de la Formation (PDEF) constitue le principal cadre de référence pour l'éducation et la formation pour la période 2000-2015, orientée vers l'atteinte des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT).<sup>5</sup> La politique actuelle de l'éducation au Sénégal

fait de l'achèvement universel de l'éducation primaire une principale priorité pour le secteur d'ici à 2015. D'autres projections du Gouvernement sénégalais pour cette période incluent : une augmentation de 83 pour cent du nombre d'étudiants dans les écoles publiques d'enseignement moyen ; le triplement de l'inscription dans les écoles techniques d'enseignement moyen ; l'augmentation de neuf fois l'inscription dans les écoles secondaires techniques ; et le quasi-doublement de l'inscription de l'enseignement secondaire général.<sup>6</sup>

La Banque mondiale (2007) décrit un « curriculum scolaire mal adapté » au Sénégal.<sup>7</sup> D'autres observateurs ont perçu des disparités entre ce que les élèves apprennent à l'école et les compétences requises pour réaliser le désir du pays d'avoir une côte compétitive dans les marchés émergents et de créer un monde de l'emploi du 21<sup>ème</sup> siècle.<sup>8</sup> Si les compétences générales ne forment pas une partie significative du curriculum scolaire sénégalais, davantage d'attention semble être accordée à ces compétences, que le secteur privé estime crucial pour l'employabilité.<sup>9</sup> Les programmes *Education de Base* (EDB) et *Education Priorité Qualité* (EPQ) de l'USAID comprennent tous les deux des volets axés sur le renforcement de l'enseignement des compétences générales chez les étudiants et les jeunes non scolarisés. Le Ministère de l'Education travaille à restructurer le programme scolaire national en vue de satisfaire les besoins du secteur privé et de s'assurer que le programme national destiné aux élèves du secondaire « se hausse de manière à faciliter une [meilleure] intégration dans le système universitaire et par la suite dans le monde du travail ».<sup>10</sup>

Le Sénégal a consenti des efforts considérables pour améliorer son système éducatif, et a fait de grandes avancées pour y arriver selon le Fonds monétaire international.<sup>11</sup> Cependant, pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), beaucoup reste à faire pour améliorer le taux d'achèvement de l'enseignement primaire, améliorer la qualité et la performance du système éducatif en général, et combler les insuffisances en matière de construction et d'équipement des salles de classe.<sup>12</sup> Les lecteurs sont encouragés à se référer à l'*Annexe 7, notamment la Section B*, qui contient d'importantes données et analyses de synthèse sur l'éducation au Sénégal.

## **2. Aperçu de l'éducation technique, professionnelle et non-formelle**

La formation professionnelle reste l'une des principales priorités en matière d'éducation pour le Gouvernement sénégalais, et la demande s'accroît au Sénégal pour la formation professionnelle et technique.<sup>13</sup> Le METFP partage un cadre politique commun (le Programme d'Education et de Formation /EFA) avec le Ministère de l'Education. Dans le cadre dudit plan, la Direction pour la Planification et la Reforme de l'Education a développé un plan d'action pour l'acquisition de compétences par les jeunes et les adultes conduisant à une qualification (*Education Qualifiante des Jeunes et des Adultes* — EQJA). Celle-ci vise à réduire l'analphabétisme chez les adultes tout en renforçant les compétences professionnelles.

Le Gouvernement sénégalais a cherché à formaliser la formation et l'apprentissage à travers trois initiatives:

- L'Office National pour la Formation Professionnelle (ONFP), qui dispense des formations de courte durée dans divers secteurs économiques mais cible principalement les artisans et les associations;
- Les programmes dédiés à la promotion de l'emploi rémunéré dans le cadre de la Convention Etat-Employeurs pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (CNEE), mis en œuvre à travers la formation dans les sociétés membres, l'apprentissage, la formation d'incubation, et la formation d'adaptation/de requalification;
- Le Fonds de Développement de l'Education et de la Formation Professionnelle (FONDEF), créé par le Gouvernement sénégalais en collaboration avec des partenaires sociaux et privés. Il vise à promouvoir la formation continue en fonction des besoins des entreprises.<sup>14</sup>

Près de 18000 professionnels ont fait de la formation continue en 2009 à travers le FONDEF et l'ONFP.<sup>15</sup> Le NFE comprend également les écoles communautaires élémentaires, fréquentées par les enfants (âgés de 9 à 14ans) qui ne vont pas à l'école ou sont vite sortis du circuit scolaire, ainsi que d'autres écoles « non-conventionnelles » (par ex. les écoles de la rue), gérées par des organisations non-formelles et supervisées

par le système éducatif.<sup>16</sup> Bon nombre d'enfants sénégalais fréquentent les écoles coraniques (*daaras*). Les conditions dans ces écoles varient énormément, et elles sont souvent associées au trafic et à l'abus des enfants. Cependant, un grand nombre d'enfants ont passé leur enfance dans les *daaras* où l'enseignement est centré sur le Coran. La transition vers l'éducation formelle est souvent difficile pour ces enfants. Plusieurs agences, dont l'UNICEF et l'USAID, soutiennent des programmes œuvrant pour les jeunes déscolarisés ayant fréquenté les *daaras* afin de les réintégrer dans le système éducatif formel ou de leur faire acquérir des compétences d'employabilité.

En 2009, *Youth Employment Network* (YEN) et IYF ont mené une étude avec l'appui de la Banque mondiale intitulée « La demande du Secteur Privé pour le Travail des Jeunes au Ghana et au Sénégal », selon laquelle les employeurs du secteur privé considéraient les compétences professionnelles plus importantes, après l'expérience.<sup>17</sup> Cependant, il est apparu que les jeunes sénégalais manquaient de compétences professionnelles, plusieurs sociétés indiquant que la formation dispensée aux jeunes dans toutes les disciplines était trop théorique, et nécessitait d'être plus pratique pour permettre à ces derniers de devenir productifs rapidement.<sup>18</sup> L'EQJA se dédie à la formation à l'intention du secteur informel en offrant davantage d'opportunités d'emplois pour les jeunes (ainsi que les adultes), tant dans les zones urbaines que rurales.<sup>19</sup> Une discussion sur les initiatives du Gouvernement sénégalais visant la promotion de l'emploi des jeunes est présentée à la section 3.

## B. Résultats de l'évaluation relative à l'éducation et l'apprentissage

Le reste de cette section résume les résultats de la recherche primaire de *YouthMap* sur le terrain, dont des entretiens avec les principaux informateurs et les DG de la jeunesse.

### Profil du niveau d'éducation des participants aux discussions de groupe

- 63% sont présentement inscrits à l'école, dont:
  - 7% dans l'enseignement primaire
  - 21% dans l'enseignement moyen
  - 23% dans les lycées
  - 38% en formation professionnelle
  - 11% à l'université
- Parmi ceux qui sont présentement hors du circuit scolaire:
  - 14% n'ont jamais été à l'école
  - 46% n'ont pas étudié au-delà de l'école primaire
  - 23% ont seulement fréquenté l'école secondaire
  - 10% ont pris part à ou achevé un programme de formation professionnelle
  - 8% se sont inscrits ou ont achevé un programme universitaire

### 1. Offre de l'Education Formelle

#### Accès à l'Education

En 2008, 1,6 million d'enfants étaient inscrits dans 7705 **écoles primaires**.<sup>20</sup> L'accès à l'enseignement primaire n'est plus un problème, selon la grande majorité de ceux ayant été interrogés. La politique du Gouvernement sénégalais consistant à élargir l'accès a considérablement réduit l'obstacle du parcours de longues distances pour aller à l'école. Les enseignants à Ziguinchor ont expliqué avec fierté comment la région a pu fournir une école primaire dans chaque village. En conséquence de cette expansion, l'équité de genre a été atteinte tant dans l'accès que l'achèvement de l'éducation primaire, avec une performance légèrement

*Nous éprouvons des difficultés pour nous rendre à l'école, car de nombreux élèves habitant loin et ont du mal à suivre les cours.*

— Jeune fille dans l'enseignement moyen à Richard-Toll



supérieure des filles par rapport aux garçons (61 contre 57 pour cent d'achèvement).<sup>21</sup> Cependant il existe des différences marquées entre régions, plusieurs régions atteignant pratiquement l'accès universel tandis que d'autres (Kaffrine et Diourbel) atteignent seulement 49 et 58 pour cent de taux brut d'inscription (TBI) respectivement.<sup>22</sup> Pour continuer à augmenter l'accès, le Gouvernement sénégalais a noué un partenariat avec d'autres bailleurs (par ex. la JICA et CIDA) pour construire des écoles primaires à travers le pays.

Des efforts similaires sont en cours pour construire et équiper les **collèges** dans les zones rurales et les villages, mais de tels efforts n'ont pas encore résolu le problème d'accès au collège. Ces écoles d'enseignement moyen, construites par les communautés locales ou l'Etat, éliminent petit à petit l'une des principales barrières de la transition de l'école primaire à l'école secondaire. Par exemple, la région de Kédougou a ouvert cinq nouveaux collèges au cours de la présente année scolaire, portant le nombre total de 20 à 25.<sup>23</sup> En 2008, 437.000 élèves étaient inscrits dans 1006 collèges à travers le pays.<sup>24</sup> Le TBI pour l'enseignement moyen est de 40 pour cent, avec une légère avancée des garçons sur les filles (44 contre 37 pour cent).<sup>25</sup> L'achèvement de l'enseignement moyen et le passage du brevet de fin d'études moyennes (BFEM) pour accéder au lycée restent inaccessibles pour la plupart des jeunes. Parmi ceux ayant achevé le cycle de quatre ans de l'enseignement moyen et passé le BFEM en 2010, seuls 51 pour cent des garçons et 44 pour cent des filles ont été admis au lycée.<sup>26</sup>

En 2008, il y avait 120.000 élèves inscrits dans 238 lycées.<sup>27</sup> Avec un TBI de seulement 16 pour cent (19 pour les garçons et 13 pour cent pour les filles),<sup>28</sup> l'offre de **lycées** reste bien en-dessous de la demande. En conséquence, les jeunes élèves brillants des zones rurales ou reculées rencontrent un défi supplémentaire s'ils n'ont pas de parents en ville. Certains jeunes ont expliqué avoir été acceptés par des lycées techniques ou l'université à Dakar mais ne pouvaient pas se le permettre faute de logements. Le Directeur du Lycée Technique Delafosse à Dakar a décrit des cas d'élèves des régions vivant dans les rues pendant des semaines ou des mois jusqu'à ce qu'ils trouvent un logement, souvent avec l'aide d'un enseignant ou d'un camarade.

*A la faculté de droit à l'université, nous avons 8000 étudiants, et seuls 300 réussissent à passer en deuxième année — plus de 7000 sont ainsi écartés.*

— Jeune chômeur à Dakar

L'offre en matière de **formation professionnelle et technique** octroyant des diplômes équivalents à ceux des lycées demeure faible. Si les décideurs ont reconnu la nécessité d'accroître l'enseignement de compétences, il existe encore peu d'options pour ceux qui quittent l'école primaire ou les diplômes des collèges pour intégrer les institutions formelles de formation professionnelle. L'ouverture d'un lycée technique à Ziguinchor a été largement citée par les acteurs à travers les régions et reconnue comme un développement positif, mais seul un nombre limité d'élèves en bénéficient.

Au **niveau tertiaire**, 90.000 étudiants étaient inscrits dans les institutions publiques et privées en 2008, dont 80.000 se trouvaient à Dakar. Trois-quarts des étudiants étaient inscrits dans les cinq institutions publiques existantes d'enseignement supérieur, le reste fréquentant les quatre universités privées.<sup>29</sup> Le problème de la surcharge des effectifs et des taux élevés de redoublement et d'abandon dans les institutions publiques sont révélateurs de la faiblesse du système éducatif. Cependant, de nouvelles institutions ont récemment ouvert leurs portes — y compris l'université de Ziguinchor — indiquant un effort du Gouvernement sénégalais d'accroître la capacité des universités publiques et soutenir la politique de décentralisation. Des efforts supplémentaires pour augmenter la capacité comprennent un futur projet de 90 millions USD de la Banque mondiale et de l'Etat du Sénégal visant à améliorer la gestion des universités, décongestionner les universités de Dakar, et moderniser les cours en vue de l'acquisition de compétences pour l'employabilité des jeunes.<sup>30</sup> Un manquement important demeure avec l'absence **d'universités agricoles et de l'enseignement des compétences y afférentes**, en dépit du fait que le secteur représente une partie importante de l'économie. Le renforcement d'une capacité tertiaire dans les disciplines agricoles fait partie de l'initiative Education et Recherche en Agriculture (ERA) de l'USAID dans le cadre de l'Initiative alimentaire pour l'avenir (Feed the Future — FtF).



## Qualité de l'Éducation

L'alphabétisation des jeunes s'est considérablement améliorée—de 38 pour cent (1985-94) à 51 pour cent (2005-08) parmi ceux âgés de 15 à 24 ans. Toutefois des disparités marquées persistent entre les sexes, avec des taux d'alphabétisation de 58 pour cent pour les jeunes hommes contre 45 pour cent pour les jeunes femmes.<sup>31</sup> En conséquence de l'expansion du système éducatif, notamment aux niveaux primaire et secondaire de premier cycle, la qualité de l'éducation n'est pas constante. Les deux principaux problèmes mentionnés par les jeunes et les acteurs interrogés étaient la qualité des enseignants et les infrastructures. En raison de la nécessité d'avoir davantage d'**enseignants** dans l'éducation primaire et le moyen secondaire, le Gouvernement sénégalais a commencé à recruter des étudiants contractuels avec des niveaux d'éducation plus bas qui ont été déployés dans les écoles sans aucune formation préalable à la prise de fonction. La qualité de l'instruction a incontestablement souffert. La perception des enseignants par les étudiants et les parents a également changé. Les jeunes plus âgés et les adultes ont décrit la génération actuelle d'enseignants comme non instruits et manquant d'autorité morale. Ce changement de statut chez les enseignants a été mentionné dans différentes régions du pays, mais n'était pas unanime. Un directeur à Richard Toll a déploré que le recrutement était souvent politisé, conduisant à la baisse de la qualité du personnel enseignant. Les étudiants ont décrié la qualité de l'enseignement notamment en raison de l'absentéisme des professeurs travaillant hors de l'université ainsi qu'un statut plus bas des enseignants.

*Quelques fois lorsque l'on nous donne un enseignant qui ne sait pas enseigner, nous sommes perdus. Nous devons faire ce qu'ils disent. Il n'est pas bon de manquer de respect à un enseignant.*

— Un collégien à Tambacounda

*Le problème est que les professeurs sont pris comme des dieux, et le respect vous empêche de dire ce que vous pensez exactement du cours.*

— Etudiant à St.-Louis

Dans certains cas, les étudiants ont montré un grand respect pour les sacrifices consentis par les professeurs pour eux, travaillant dur pour de bas salaires. Un groupe d'étudiants à Thiès a expliqué avoir protesté en soutien à leurs enseignants, qui n'ont pas été payés pendant plusieurs mois. Aux niveaux supérieurs d'instruction, il y a des insuffisances dans la disponibilité de professeurs de mathématiques et des autres matières scientifiques. Ceci était plus évident dans les régions reculées, où les autorités scolaires ont affirmé qu'il y avait plusieurs cas d'enseignants affectés à des écoles et qui ont refusé de prendre fonction, augmentant ainsi le sentiment et l'impact de la marginalisation chez les jeunes dans ces régions.

Si le nombre d'écoles secondaires de premier et de second cycle s'est accru de façon spectaculaire au cours de ces dernières années, la capacité **des infrastructures** reste limitée. Une école visitée à Tambacounda ouvert il y a cinq ans, n'avait toujours pas ses propres classes. Le directeur empruntait des salles de classe et des bureaux d'un collège et un entrepôt voisin. Un collège à Ziguinchor avait deux salles de classe construites lorsque l'établissement venait d'ouvrir, mais les autres salles et les bureaux étaient logés dans des structures temporaires dans une école primaire voisine. L'Inspecteur scolaire a expliqué que 25 pour cent des classes à Ziguinchor étaient des structures temporaires. Des défis similaires ont été retrouvés dans toutes les

*Ici au lycée, nous n'avons pas de salles d'ordinateurs. Nous avons des exercices nécessitant des ordinateurs, mais nous n'avons pas les connaissances élémentaires qu'il nous faut. J'ai pu me rendre au cyber café seulement deux ou trois fois cette année.*

régions en dehors de Dakar. En plus des salles de classe de fortune ou manquantes, les besoins sont nombreux. En effet, de nombreux lycées ne disposent pas de bibliothèques appropriées, de laboratoires de sciences, de logements pour enseignant ou d'installations élémentaires (par ex. les latrines). Cette situation affecte la qualité de l'environnement scolaire et la capacité à enseigner et apprendre.

Les adultes et plus jeunes ont expliqué que les **programmes d'études** à tous les niveaux étaient trop théoriques. Le manque de compétences pratiques a été la principale critique contre les programmes dans les plus bas niveaux d'enseignement. Les acteurs dans les zones rurales

ont plaidé pour l'enseignement de l'**agriculture** aux enfants du primaire. Ceci a été jugé d'autant plus pertinent au regard de l'important potentiel de croissance du secteur de l'agriculture. Vu que la majorité des jeunes n'achèvent pas l'école secondaire, les répondants ont fait l'apologie de l'inclusion des **compétences techniques et professionnelles** dans les programmes ou les options dans l'enseignement secondaire. A l'exception d'un nombre limité de projets pilotes, les compétences techniques et professionnelles ne sont généralement pas offertes dans le programme de l'enseignement moyen. Les jeunes ayant considéré l'université comme le seul ou le plus désirable des aboutissements de l'éducation secondaire, estimaient le programme scolaire est plus pertinent dans les cycles inférieurs. Cependant, les interrogés ont pensé que les compétences acquises dans les universités publiques n'étaient pas suffisamment pratiques, à l'exception d'un nombre limité de cours.

Les compétences de vie sont de plus en plus vues comme une part importante du processus d'éducation. Les employeurs du secteur formel à Dakar ont fait observer que les jeunes employés manquaient souvent de compétences clés telles que la communication. En Casamance, plusieurs efforts ont été faits pour introduire **des cours de paix et résolution de conflit** dans les collèges. Etant donné la durée du conflit dans la région, les jeunes n'ont jamais connu de période sans conflit. En conséquence, et en préparation d'un environnement post-conflit ou les disputes foncières devront être résolues et la réconciliation opérée, il pourrait être nécessaire d'adopter une approche intégrée des cours de culture de la paix et de résolution des conflits dans et en dehors des écoles. Comme de nombreux jeunes ont noté un problème avec la violence dans le pays, il pourrait également être judicieux d'inclure de telles disciplines dans les programmes au niveau national.

*La violence conduit à davantage de violence. Les policiers sont toujours prêts à battre les élèves faisant des revendications, et donc les jeunes se défendent.*

— Jeune femme dans le village de Thiès

## **2. Offre de l'éducation technique, professionnelle et non-formelle**

Les secteurs de l'EFTP et de l'ENF regorgent d'un vaste nombre de jeunes cherchant à acquérir des compétences pratiques. Bien que de nombreuses institutions enseignent les compétences professionnelles et techniques au niveau de Dakar et alentours de, les options sont très limitées dans d'autres régions. Les institutions publiques dans les autres régions comprennent généralement peu de collèges techniques ou de lycées, en plus du CRETEF<sup>32</sup> pour les jeunes femmes, et des centres culturels CDEPS au niveau départemental, qui habituellement proposent de la formation technique avec des ressources limitées. En dehors de Dakar, les localités urbaines abritent souvent un ou deux centres de formation à but non-lucratif avec une capacité limitée et souvent peu de centres privés. Depuis 2006 l'Agence Française de Développement (AFD) appuie le système de l'éducation professionnelle à travers des centres offrant la formation en transformation alimentaire, construction, travaux publics et portuaires. L'AFD fait également la promotion des **Partenariats Publics-Privés (PPP)** en travaillant avec des syndicats d'employeurs et encourageant la mise en œuvre d'apprentissages.<sup>33</sup>

*Dans le cadre de l'EDB, les collégiens se familiarisent à l'emploi à travers des visites aux entreprises locales et dans les milieux de travail. Dans les clubs scolaires du Monde de l'Emploi, ils partagent ce qu'ils ont appris de ces visites, discutent de leurs futurs objectifs de carrière, et font le lien entre ces visites et leurs cours. La première semaine nationale annuelle du monde de l'emploi est sponsorisée par l'EDB cette année afin d'amener les leaders et professionnels des écoles à parler de leur travail et expliquer comment ils ont choisi leurs professions.*

La question de l'aspect pratique est en train d'être prise en charge en partie par le projet EDB d'USAID, qui révisé une partie du programme des collèges.<sup>34</sup> Les interventions de l'EDB donnent aux jeunes non scolarisés (âgés de 13 à 18 ans) l'opportunité de poursuivre une formation préprofessionnelle pouvant ouvrir de nouvelles portes à l'emploi dans les marchés locaux. La formation est dispensée dans le cadre des corps de métiers (par ex. dans la sidérurgie, le bois, la tapisserie, la menuiserie, l'énergie solaire, la maçonnerie, la mécanique, la

toiture, la plomberie, l'électricité, l'agro-élevage et la transformation alimentaire, la couture, la coiffure, la restauration, l'horticulture, la comptabilité et le secrétariat, la réparation d'ordinateurs). Les programmes de formation sont offerts à travers les centres nationaux pour la formation professionnelle (CTEF et CRETEF) administrés sous la tutelle du METFP et à travers des associations marchandes locales. Le projet appuie également les étudiants de l'ACAPES, les écoles communautaires permettant aux déscolarisés de poursuivre leurs études dans divers domaines (soins de l'enfance, l'infirmerie) et sont aptes à passer les examens nationaux.

La majorité de jeunes participants aux DG travaillant dans le secteur informel ont indiqué avoir appris leurs métiers à travers des **apprentissages**. Ceci-ci implique généralement le fait de travailler pour le compte d'un garage, une entreprise de construction ou de menuiserie pendant plusieurs années, avec peu de revenus, en attendant une opportunité ou un fonds de roulement pour se mettre à son propre compte. Si les apprentissages ne sont pas tenus en haute estime par les employeurs, ils apportent souvent plus de formation pratique que les institutions de formation. Dans les lycées techniques visités à Dakar et Ziguinchor, les étudiants se sont plaints qu'il y avait souvent plus d'élèves que de machines disponibles, conduisant certains à observer pendant que les autres font de la pratique. En général, la plupart des institutions ont fait des efforts pour inclure des **stages** dans le cadre de leur formation pour apporter plus d'expérience pratique. Cependant, certains directeurs de centres et élèves ont admis qu'il n'était pas toujours possible de trouver des stages. Un directeur de formation hôtelière a expliqué qu'il a reçu plusieurs douzaines de requêtes chaque mois de la part d'étudiants et d'écoles à la recherche d'opportunités de stages.

*Il est nécessaire d'inciter davantage le secteur privé à investir dans les établissements de formation professionnelle...en raison du grand fossé existant entre l'offre et la demande actuelle, le taux élevé d'abandon scolaire avant la fin du second cycle, et de la capacité limitée des écoles et universités publiques.*

— Coordonateur de programme académique, institution privée basée à Dakar

Parmi les répondants qui fréquentaient ou ont fréquenté un centre de formation technique/professionnel, beaucoup étaient préoccupés par la **reconnaissance de leurs certificats ou diplômes**. Le METFP a récemment lancé une initiative consistant à évaluer les jeunes travaillant dans le secteur informel et leur octroyer des certificats reconnus sur le plan national. Cet effort, de même que l'accroissement du nombre d'institutions privées accréditées, vise à recenser les jeunes talents et mettre à leur disposition la documentation soutenant leurs efforts d'accès à l'emploi dans le secteur formel.

Les institutions du **secteur privé** ont commencé à jouer un rôle de plus en plus grand dans l'apport de compétences professionnelles. Cependant, les employeurs sont rarement en partenariat direct avec les institutions de formation. Deux questions majeures concernant les institutions privées de formation sont la qualité de la formation dispensée et la variété de cours offerts. Le problème de la **qualité** émane de la faible capacité du Gouvernement sénégalais à imposer ses directives pour l'accréditation. Cela a abouti à l'ouverture anarchique d'écoles privées à un rythme rapide et avec une qualité non consistante. Le manque de **variété** dans les disciplines est un résultat direct des ressources limitées disponibles. Les institutions privées offrent souvent des cours nécessitant un équipement limité (par ex. l'accueil, la gestion, les affaires, le marketing, la communication) tandis que la formation nécessitant plus de matériel est souvent laissée aux institutions publiques. Les employeurs, qui devraient jouer un rôle déterminant dans l'orientation de la formation, ne sont pas systématiquement impliqués. Comme l'a dit le directeur d'une institution professionnelle de formation à but non lucratif à Dakar: « *Certaines personnes disent qu'il n'y a pas d'emplois au Sénégal. Ce n'est pas vrai — C'est surtout que les jeunes ne sont pas orientés vers les bons programmes de formation. Le secteur privé doit nous guider sur leur besoin de tel nombre de personnes dans l'électricité, la plomberie, la métallurgie, de sorte que nous puissions guider les jeunes dans ces secteurs.* »

Le lien entre le secteur minier et l'ouverture du lycée technique de Kédougou pourrait servir d'exemple pour les PPP. Les compagnies minières ont contribué par des fonds pour améliorer la capacité du lycée et développer des cours en vue d'outiller les jeunes avec les compétences requises dans ce secteur. En conséquence, les fonds privés et publics sont investis pour développer des compétences pertinentes. Ce partenariat profite surtout aux jeunes de la région, étendant les opportunités disponibles localement. Dans un PPP avec l'organisation caritative *Lumière pour l'Enfance*, les adolescents d'un âge plus avancé seront formés en photographie, caméra, et ingénierie du son dans le cadre du projet EDB. D'autres opportunités sont en train d'être identifiées avec les organisations caritatives et les entreprises locales.

### 3. Demande en Education Formelle

*« La vie dans la communauté veut qu'un enfant aille à l'école. Les parents sont impliqués dans le processus d'éducation, peu importe le niveau de pauvreté. La communauté investit ses ressources humaines dans l'éducation. »*

~ Proviseur de lycée à Ziguinchor

Les études sont largement perçues comme un aspect important de la vie tant par les jeunes que les adultes, en dépit des taux faibles d'achèvement post-primaire. A quelques exceptions près, les jeunes à l'école ont exprimé le désir de continuer leurs études jusqu'à l'université, et ceux n'étant pas à l'école voulaient acquérir des compétences afin d'améliorer la qualité de leur travail. Cependant, les jeunes interrogés sont bien conscients des défis auxquels ils font face pour achever leurs études et reconnaissent que la plupart d'entre eux échouent. Les raisons les plus citées pour l'abandon scolaire, soit pour les répondants eux-mêmes ou leurs amis/proches étaient la **pauvreté**. Les coûts directs constituant une barrière comprennent les frais de scolarité, le transport et les fournitures. Les charges familiales — travaux domestiques (surtout les filles) ou génération de revenus (surtout les garçons) — ont également été identifiées comme une raison importante d'abandon scolaire, de nombreux jeunes décidant de travailler plutôt que d'étudier.

En plus des défis financiers, les filles ont indiqué mettre fin à leurs études en raison de la **pression sociale** exercée par les parents ou proches, **les grossesses**, ou **le mariage précoce**. Les jeunes hommes et femmes ont également reconnu le défi supplémentaire pour les filles à faire à la fois face à leurs études et les travaux domestiques. Ces commentaires des participants des DG illustrent certains problèmes rencontrés par les jeunes filles:

- *Les jeunes filles éprouvent plus de difficultés que les jeunes garçons. On ne laisse pas les filles étudier comme elles veulent. 90 pour cent abandonnent l'école à cause de leurs parents. Celles qui vont à l'école ont du mal à se concentrer car elles étaient occupées à la maison avant de venir, et donc elles viennent fatiguées avant même le début des cours.* (jeune femme à Tambacounda)
- *Du fait de la pauvreté, beaucoup de jeunes ne sont pas en mesure de bien étudier. Le manque de ressources financières est un obstacle pour l'avenir de bon nombre de jeunes.* (Jeune femme à Dakar)
- *Les jeunes de ce village ne vont pas à l'école en raison du manque de moyens. Ils travaillent dans les rizières pour subvenir aux besoins de leurs familles.* (jeune femme à Saint-Louis).

Une autre cause fréquente de redoublement et d'abandon a été **l'échec aux examens**, soit à la fin des cycles ou entre les classes. En Casamance, les jeunes ont souvent abandonné l'école à cause de **déplacements forcés** (par ex. en manquant une partie de l'année scolaire, changeant d'école au milieu de l'année, ou faisant des études dans des milieux difficiles). Malgré tous ces défis, les jeunes qui sont toujours à l'école ont exprimé le désir de continuer leurs études jusqu'à l'université. En revanche, les

*Le problème est l'absence de planification stratégique dans le partenariat entre le secteur privé et les universités. Le problème en réalité est que même avec des maîtrises nous ne pouvons pas décrocher un stage. Les étudiants déposent leurs demandes qui restent sans suite.*

— Etudiant, Université Gaston Berger (Saint-Louis)

jeunes hors du circuit scolaire ont dans l'ensemble estimé qu'il fallait trop d'années d'études pour atteindre l'université.

Plusieurs étudiants anciens et actuels ont exprimé leur frustration quant à la qualité de leur formation, l'environnement d'apprentissage la surcharge d'effectifs, et le manque d'opportunités d'emplois même pour les titulaires de diplômes universitaires. En conséquence, la **pertinence de l'école** en général a souvent été mise en cause. Les jeunes à travers le pays ont souvent fait observer que si l'éducation formelle constituait l'une des meilleures options, elle aboutissait rarement à un meilleur emploi pour leurs amis et parents. Si ce sentiment persiste et le lien entre éducation et emploi n'est pas renforcé, il y a un risque de baisse de l'intérêt et de la demande d'éducation par les jeunes de demain et leurs parents.

#### **4. Demande en éducation technique, professionnelle et non-formelle**

*« Avoir du travail signifie être dans un bureau. » (Jeune chômeur à Dakar)*

*« Il y a des personnes qui ont un diplôme mais vivent dans la rue. » (Jeune à Richard Toll)*

*« La formation professionnelle est très pratique, et nous pouvons commencer à gagner de l'argent immédiatement. » (Jeune femme apprenant la coiffure à Thiès)*

L'une des différences les plus notables entre les jeunes urbains/périurbains à Dakar et ceux issus d'autres régions résidait dans leur attitude envers l'éducation technique, professionnelle et non-formelle et leur définition et perceptions du « travail » — avec une différence nette dans la demande en éducation et formation pratiques. Les jeunes dans la zone de Dakar perçoivent généralement l'éducation comme l'accès à l'université et associent le fait d'être employés à l'intégration dans l'économie formelle — ou le fait de « s'asseoir dans un bureau. » Employeurs, directeurs d'école, et jeunes à Dakar ont expliqué que la formation professionnelle était destinée à ceux qui ne peuvent pas réussir dans le système éducatif formel. Comme l'a dit le représentant d'un bailleur, « la formation professionnelle est perçue comme un moyen de prendre en charge ceux qui ont échoué dans le système éducatif formel. »

En revanche, les jeunes dans d'autres régions ont questionné le bien-fondé de passer tant d'années à étudier, étant donné les niveaux élevés de chômage. Les jeunes ont exprimé un vif intérêt à acquérir des connaissances à travers la formation professionnelle lorsqu'ils quittent le système de l'éducation formelle. Ceci reflète en partie la réalisation du fait que l'éducation formelle ne conduit pas toujours à l'emploi, ainsi que la forte impression que le manque d'opportunités d'emplois est similaire pour les lycéens et les diplômés de l'université. Par ailleurs, les diplômés des lycées ne sont pas aussi facilement intégrés dans le secteur informel que ceux ayant des compétences techniques et professionnelles. Certains jeunes plus matures ayant brillé au collège sont frustrés d'avoir été orientés vers l'école secondaire formelle au lieu des centres techniques ou professionnels.

Parmi les jeunes couverts par l'enquête, près de 80 pour cent ont exprimé le désir d'acquérir une compétence ou d'apprendre un métier. Les types de compétences les plus citées étaient les TIC (14 pour cent), électricité et mécanique (12 pour cent), et agriculture (7 pour cent), reflétant un intérêt dans une variété de secteurs. Cependant, les types de formation ayant suscité l'intérêt des jeunes étaient généralement des cours déjà disponibles dans leur zone. En raison en partie du manque d'orientation dans les choix de carrière, les jeunes

*Lorsqu'ils atteignent un certain âge, les jeunes ne voient plus l'utilité de l'école formelle, et c'est dommage qu'ils réalisent si tard. Les jeunes ont un complexe contre l'acquisition d'une certaine compétence dans un métier donné. Ils préféreraient faire de l'éducation formelle pour trouver du travail dans les bureaux, mais tout le monde sait que ces créneaux sont en train de se saturer.*

ont cité ce que leurs pairs apprenaient déjà: couture, mécanique, ordinateurs, agriculture, coiffure, ou électricité.

En conséquence, l'une des situations déplorées par certains acteurs du secteur privé était qu'une large proportion des stagiaires possédait des compétences limitées. D'ailleurs la formation dispensée aux jeunes n'a pas toujours une composante d'appui post-formation. Pour



cette raison, les jeunes ont indiqué que leurs besoins en formation ne sont pas juste techniques mais concernent également le suivi incorporant un aspect d'appui à leurs projets, les guide vers l'étape suivante de leur quête d'emploi, et/ou leur donne un appui supplémentaire après la fin de leur formation. Enfin, un acteur du secteur privé interrogé a dit: « Les écoles doivent instituer des orientations-conseils pour les jeunes. Un grand phénomène dans l'éducation est la tendance à enseigner aux jeunes à devenir des généralistes; c'est la raison pour laquelle il y a peu d'emplois disponibles car tous les profils sont les mêmes. »

## Principales conclusions

**En somme, l'éducation est considérée comme un important atout pour les jeunes.** Les jeunes interrogés ont affirmé que les compétences en lecture et écrites ne peuvent être acquises qu'à travers l'éducation formelle et sont nécessaires pour le succès futur de la jeunesse. Les jeunes et les acteurs ont également fait observer que:

- Les besoins en matière d'éducation varient par région, et l'offre de l'éducation de qualité a été jugée limitée à travers le pays à tous les niveaux d'éducation. Bien que l'éducation primaire ait connu une progression dans le pays au cours des dernières années, les formations secondaire, tertiaire et professionnelle sont également déterminantes pour le développement à long terme de la jeunesse.
- L'accès à l'éducation constitue également une priorité pour les jeunes. Les coûts associés à l'accès aux écoles constituent une contrainte de premier ordre pour les jeunes et leurs familles.
- Il existe une dichotomie entre les types de formations dispensées aux jeunes au Sénégal et la formation requise. Jeunes et acteurs, notamment hors de Dakar, ont indiqué que l'accès à l'éducation est limité dans les régions, comme l'est l'accès à la formation professionnelle adaptée au contexte local.
- L'orientation et le conseil en matière de carrière sont des domaines dans lesquels les jeunes ont besoin de davantage de soutien. Les programmes de formation (formels, professionnels et non-formels) ne disposent toujours pas d'une composante complète qui guide les jeunes dans leurs choix de carrière, à trouver du travail correspondant à leurs compétences, et/ou leur apportant un appui post-formation.
- La qualité, pertinence et le caractère pratique de l'éducation/la formation devraient être améliorés pour augmenter les chances des jeunes de trouver un emploi dans le secteur privé. Ils ont fait observer que le système éducatif '*[leur] enseigne le savoir et non le savoir-faire*'.

## SECTION 3: TRAVAIL ET EMPLOI

Cette partie donne un résumé des initiatives d'emploi en cours mises en œuvre par le Gouvernement du Sénégal pour accroître l'emploi des jeunes au Sénégal, suivi d'un résumé des résultats de l'évaluation concernant l'emploi des jeunes. Elle inclut un exposé sur le profil d'emploi des jeunes qui ont été interrogés, ainsi que des informations sur la perception des jeunes des opportunités et les contraintes liées à l'accès à l'emploi dans les secteurs formel et informel. Selon le CC *YouthMap*, cette partie aborde:

<u>QUESTIONS RELATIVES A L'OFFRE</u>	<u>QUESTIONS RELATIVES A LA DEMANDE</u>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Existence d'emplois dans le secteur formel et informel pour jeunes</li><li>• Opportunités sectorielles, tendances du marché de l'emploi, possibilités pour plus d'emplois pour les jeunes</li><li>• Structure d'éducation technique et professionnelle et système de formation</li><li>• Existence de formation en employabilité, en savoir-faire fonctionnel et professionnelle, d'institutions sur les moyens de subsistance des jeunes, la micro finance pour les jeunes et de leur capacité de prestation de service</li><li>• Capacité du secteur privé à absorber les diplômés d'universités</li><li>• Adéquation/pertinence des programmes pour les besoins du marché</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les opportunités et les défis des jeunes dans la recherche d'emplois</li><li>• Niveau d'optimisme /frustration lié a l'emploi</li><li>• Préparation des jeunes à l'emploi, soit à travers l'éducation formelle ou non-formelle et la formation</li><li>• Raisons de formation/abandon du programme de seconde chance ou de non-inscription</li><li>• Quels sont les emplois qui intéressent les jeunes? Sont-ils qualifiés ou pas pour ces emplois?</li></ul>

### A. Emploi des jeunes au Sénégal: résumé de la Récente Littérature et données

#### *1. Aperçu des secteurs de l'emploi et des politiques de l'emploi au Sénégal*

Les Documents Stratégiques de Réduction de la pauvreté du Sénégal (DSRP I et II) identifient la « création de richesse pour la croissance pro-pauvres » à travers des activités prioritaires (ex: activités d'agriculture, d'élevage, de pêche et de sylviculture) dans le secteur primaire avec d'importantes retombées pour permettre la création d'emplois. Le Sénégal a aussi lancé une Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) dont le but est d'assurer une forte croissance dans les secteurs cibles qui pourront avoir des effets « d'entraînement sur toute l'économie<sup>35</sup>. » L'objectif global de la SCA est de parvenir à un taux de croissance de 7-8% à travers la promotion de l'investissement national et international dans le pays dans le domaine des affaires et un « programme ciblé pour la promotion de groupes ayant un potentiel élevé de croissance et un effet « générateur de croissance » avéré<sup>36</sup> ». A cet effet, la SCA a identifié cinq secteurs prometteurs: **industrie agricole et agroalimentaire ; industrie de pêche ; tourisme ; industrie d'Arts et de l'Artisanat ; le secteur du textile et de l'habillement ; des technologies de l'information et de la communication (TIC).**

L'étude YEN/IYT de 2009, « Demande du Secteur Privé en emplois pour les Jeunes au Ghana et au Sénégal » a aussi identifié des domaines clés ayant un potentiel de croissance dans l'économie Sénégalaise<sup>37</sup>. Les domaines du secteur formel ayant le potentiel d'emplois le plus élevé sont **l'agriculture, l'éducation, les services de sécurité, l'import-export, le processus d'externalisation en affaires.** La majorité des emplois dans les trois premiers domaines devraient être des emplois à temps partiel/saisonniers. Les emplois qualifiés dans le domaine agro-sylvo-pastoral ont été identifiés comme secteurs présentant les plus grandes opportunités jusqu'en fin 2013 (avec 19% au total), suivi des travailleurs dans les secteurs des services/de la vente (16%) et des professionnels (14%). L'étude a montré que **l'agro-business, l'industrie, le transport et l'agriculture** étaient les plus grands pourvoyeurs d'emplois dans le secteur informel.<sup>38</sup>

Le Rapport 2007 de la Banque mondiale sur le Chemin de la Prospérité met l'accent sur l'importance de la création d'emplois au Sénégal, notant qu'il est hautement improbable que l'économie sénégalaise puisse s'accroître d'une manière considérable et que sa population puisse survivre au-dessus du seuil de pauvreté sans la création d'emplois décents. Le rapport a montré que le marché de l'emploi est au centre de l'analyse de la situation économique du Sénégal, ainsi que bien d'autres facteurs économiques. Il note qu'une augmentation dans la productivité de l'emploi va entraîner l'expansion de certaines entreprises compétitives sénégalaises, et que la demande d'emplois va toujours dépendre de la croissance du secteur privé, être déterminé par un certain nombre de facteurs hors du marché de l'emploi (ex : l'accès au crédit et aux infrastructures, une meilleure gouvernance).<sup>39</sup>

Le Rapport 2011 de Oxford Business Group sur le Sénégal met l'accent sur plusieurs tendances clés et des domaines d'opportunités économiques à moyen et long terme que sont:<sup>40</sup>

- **La Zone économique Spéciale Intégrée de Dakar (DISEZ)** pourrait révolutionner le commerce dans le pays en créant un centre pour les grands volumes de commerce, notamment la capacité d'exporter de grandes quantités de marchandises et d'agir comme un hub régional ; la nouvelle zone **prévoit accueillir 1000 entreprises et créer 130 000 emplois locaux.**
- Le Sénégal est déjà l'une des premières destinations de l'Afrique de l'Ouest et le secteur du tourisme est le deuxième secteur pourvoyeur de devises ; parce qu'il crée des emplois et contribue au développement régional, le tourisme (éco-tourisme et tourisme culturel) est classé prioritaire sur la liste du Gouvernement pour un investissement accru dans le cadre de la SCA.
- Le Gouvernement veut **accélérer le développement à l'intérieur du pays** à travers un certain nombre de nouveaux projets d'infrastructures. L'objectif sur le long terme est que l'intérieur devienne un centre régional d'industrie et de logistiques Indépendant.
- Au regard de la production de deux ingrédients clés, notamment l'huile et le sucre, le Sénégal a **plusieurs options pour développer davantage les industries de transformation** des aliments; particulièrement en raison de la demande considérable en biens de consommation et en produits manufacturés. Pour développer ces marchés, le Gouvernement du Sénégal projette créer un partenariat avec le secteur privé.

D'autres « Moteurs de Croissance<sup>41</sup> » économiques identifiés par l'Ambassade Américaine au Sénégal incluent les projets d'infrastructures majeurs ci-dessous cités, qui représentent d'importantes potentielles sources d'opportunités d'emplois pour les jeunes et autres:

- US\$3 milliards dans des projets d'investissement étranger
- MCC Compact (US\$540 millions)
- Le projet or et fer d'Arcelor Mittal d'un montant de US\$2.2 milliards
- Construction d'un nouvel aéroport (US\$480 millions)
- Modernisation du Port (US\$650 millions d'investissement contracté pour 25 ans)
- La Zone économique Spéciale Intégrée de Dakar (DISEZ)
- Investissement Croissant du Moyen Orient, de la Chine,<sup>42</sup> de l'Inde et d'Iran
- La Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA).

Les bailleurs, y compris l'USAID ont fait des investissements considérables dans le **secteur de l'agriculture** considéré comme principal moteur de développement économique. Le programme Wula Naafa de l'USAID donne un exemple de travail fait dans le secteur. Le personnel du programme a mis l'accent sur les efforts pour la formation des agriculteurs en techniques agricoles pour augmenter leurs récoltes et méthodes de gestion de leurs champs et de leurs affaires. Ceux qui ont été interrogés ont noté que les bénéficiaires et les non-bénéficiaires ont reconnu l'importance du secteur agricole malgré le développement croissant du secteur minier. Le Programme<sup>43</sup> Feed the Future (FtF) de l'USAID a mis l'accent sur l'accroissement de la sécurité alimentaire et le renforcement du secteur agricole, pendant que son projet ERA (ci-dessus mentionné)



renforce les capacités des institutions de formation agricole en vue de renforcer les ressources humaines et améliorer les capacités de réaction aux besoins et aux opportunités dans le secteur. Le Projet Croissance Economique (PCE) s'emploie à stimuler l'investissement dans le secteur agricole en rehaussant la capacité dans les chaînes de valeur spécifiques, y compris à travers l'amélioration des techniques agricoles et post-récoltes, des chaînes d'approvisionnement et des systèmes logistiques modernes, les capacités de transformation, les innovations dans la mobilisation de crédits/ capitaux et la formation ainsi que de programmes plus élevés d'éducation.

### *Emploi des jeunes*

Pour l'emploi des jeunes, le Gouvernement du Sénégal a pris une série d'actions ces dix dernières années en vue de résoudre cette épineuse question. Les activités suivantes sont les plus remarquables:

- La mise en place d'un Fonds National pour la Promotion des Jeunes (**FNPJ**) en 2000 pour promouvoir l'accès des jeunes aux crédits et servir de garantie des prêts aux jeunes, aussi bien que l'Office National pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue (**ONEJBAN**) mis en place pour soutenir les jeunes de la banlieue dans la recherche d'emplois, pour renforcer leur capacité à travers des formations à court-terme; et la mise à disposition de fonds en vue de soutenir des projets de groupe ou individuel développés par les jeunes.<sup>44</sup>
- La création d'une Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (**ANEJ**) en 2001, chargée de faciliter les rapports entre les jeunes et les potentiels employeurs. La mise en œuvre du projet « construction de l'école de Saint Louis » fut l'une des réalisations, dont le but est de créer cinq nouvelles écoles-ateliers et permettre de former des jeunes à l'emploi ainsi que le placement de 500 jeunes de Saint Louis entre 2008 et 2011. D'autres projets incluent un partenariat avec la Coopération Espagnole d'un montant de 3 millions d'euros pour la création d'un programme de gestation d'affaires dont l'accent est mis sur la transformation de produits alimentaires et le commerce, et un projet avec la Fondation **FIAP** en Amérique Latine qui octroie des ressources aux jeunes qui ont créé leurs propres affaires et qui a un programme de suivi pour 1500 miniers.
- La mise en place du projet « retour vers l'agriculture » en 2008 en vue de contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'exode rural à travers le placement des jeunes dans le secteur de l'agriculture.<sup>45</sup> La **GOANA** était une initiative du Président Abdoulaye Wade dont le but est d'accroître la production de riz, du manioc, du maïs, du sorgho, et bien d'autres cultures pour la consommation locale et l'exportation.
- L'adoption d'un Plan d'Action National pour l'Emploi des Jeunes (**PANEJ**) en 2006. Le PANEJ a été créé pour mobiliser les bailleurs, les participants locaux et le Gouvernement en vue d'entreprendre une stratégie dans le but de permettre aux jeunes d'avoir accès à l'information économique, au conseil et aux services d'aide technique, juridique et financier.
- Le Ministère de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs fut chargé du renforcement des capacités nationales pour l'emploi des jeunes à travers la mise en place du *Projet de Renforcement des Capacités de Suivi et Evaluation des Programmes d'Emploi des Jeunes*. Le but de ce projet était de créer un système de gestion électronique de l'emploi des jeunes avec une base de données des demandeurs d'emplois et des offres d'emploi et établir des indicateurs pour suivre l'emploi des jeunes.<sup>46</sup>
- L'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public<sup>47</sup> (**AGETIP**) forme et emploie des jeunes temporairement pour travailler sur des projets d'infrastructures publiques.<sup>48</sup> Une évaluation des sept premières années du programme montre que les entreprises techniques/d'ingénierie ont plus que triplé, que le nombre des entreprises de construction a quintuplé et que 35000 emplois sont créés par an.<sup>49</sup>

Malgré ces efforts et l'accent du Gouvernement du Sénégal sur la création d'emplois, les taux de chômage et de sous-emploi demeurent plus élevés dans l'ensemble<sup>50</sup> et le chômage des jeunes continue d'être une grande préoccupation.<sup>51</sup> Le taux de chômage au Sénégal était estimé à 49% en 2008, dont 60% représente des jeunes de moins de 35 ans. En outre, 10% des jeunes de 15 à 24 ans ne sont pas à mesure de trouver un emploi malgré leurs efforts dans la recherche d'emploi; 32% des jeunes sont considérés comme « inactifs » (Ex: ne travaillant pas, ne cherchant pas d'emploi et n'allant pas à l'école); et 5% dans la même tranche d'âge sont au chômage.<sup>52</sup>

La stratégie globale du Gouvernement du Sénégal concernant les jeunes-y compris les efforts pour accroître l'emploi des jeunes et fournir une formation et un accès au financement et aux services- a essentiellement été canalisée sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse et ses Agences respectives que sont : l' ANEJ, le FNPJ, les *Centres Ado* qui fournissent des services de santé aux jeunes, le CDEPS, les Centres Culturels mis en place pour fournir des informations aux jeunes sur les questions de santé, sur la formation en artisanat et sur la formation des pairs formateurs. Les utilisateurs du présent rapport sont priés de consulter **l'annexe 7**, Section C (P.A40-A42), qui contient d'importantes données et d'analyses sommaires sur l'emploi des jeunes au Sénégal.

## 2. Aperçu sur l'Emploi des Jeunes dans les secteurs formel et informel

Les taux élevés de chômage et de sous-emploi au Sénégal **devraient empirer car de nouveaux sénégalais diplômés des universités estimés à 100.000 personnes pénètrent le marché de l'emploi chaque année<sup>53</sup> et moins de 30.000 contrats formels d'embauche sont enregistrés dans le secteur privé chaque année par le service des statistiques sur l'emploi.**<sup>54</sup>

L'Etude YEN/IYF de 2009 sur les jeunes demandeurs d'emploi a mené des enquêtes auprès de 378 sociétés du secteur privé dans 26 secteurs clés, et a montré que 10.264 nouveaux emplois (y compris 6.183 emplois temporaires) devraient être créés par ces entreprises dans les cinq prochaines années.<sup>55</sup> Ainsi pendant ce temps, tandis qu'un demi-million de nouveaux diplômés des universités aura pénétré le marché de l'emploi, seuls environ 4000 nouveaux emplois permanents du secteur formel auront été créés dans ces entreprises enquêtées. L'étude a montré une tendance nette de décroissance des emplois à plein-temps et une croissance dans le recours aux emplois à temps partiel ou contractuels jusqu'en 2013. Selon des employeurs, ceci reflète la stratégie du secteur privé consistant à l'externalisation des emplois dans la mesure du possible et en la mise en place de politiques flexibles au fur et à mesure en matière de contrats de travail. La conclusion de l'étude montre que le secteur privé formel n'offre pas d'opportunités d'emploi significatives, et que les projections ne montrent pas une grande croissance dans la demande d'emploi par les jeunes pour les années à venir.<sup>56</sup>

Le rapport 2007 de la Banque mondiale note:

- **L'exemple type du travailleur du secteur informel** au Sénégal n'a pas de contrat écrit, est âgé de 28 ans, a en moyenne moins de 6 années d'école (niveau de certificat d'école primaire) et est employé dans une micro-entreprise ou une entreprise de propriétaire unique.
- **L'exemple type du travailleur du secteur formel** a un contrat écrit, qui est âgé d'environ 39 ans, qui a fait 11 ans d'étude, qui est relativement qualifié, et travaille dans une grande société.

En effet, le rapport 2010 du FMI note que **le volume de l'emploi dans le secteur formel a stagné ces 15 dernières années comparativement au secteur informel qui a démontré une plus grande capacité à absorber des travailleurs.** La création d'emploi s'est accrue de façon spectaculaire dans le secteur informel, employant 3,4 millions de personnes comparé à 214700 personnes dans le secteur formel en 2006.<sup>57</sup> L'étude YEN/IYF a estimé que le secteur informel représentait 80 à 90% de la population active du Sénégal, et a prédit que le nombre de demandeurs d'emplois dans le secteur informel devrait s'accroître.<sup>58</sup> L'étude a cependant montré que pour la grande majorité des jeunes sénégalais, le secteur informel n'était pas une meilleure option, mais qu'il valait mieux avoir une occupation temporaire en attendant de trouver un emploi formel.<sup>59</sup> Selon le rapport du FMI, le commerce est le principal secteur d'activité du secteur informel au

Sénégal ainsi que la principale source d'emploi dans la banlieue, plus particulièrement pour les femmes et les jeunes. La Banque mondiale trouve que près de la moitié des travailleurs du secteur informel au Sénégal sont des marchands ambulants qui vendent au bord des routes publiques ou qui offrent leurs services dans les domiciles de leurs clients.<sup>60</sup>

L'étude montre aussi que les plus importantes qualifications pour les employés du secteur privé étaient l'expérience, les compétences professionnelles, le savoir-faire fonctionnel et les diplômes. Les barrières les plus communément citées concernant l'emploi des jeunes étaient la maturité, les aptitudes à la vie quotidienne et le manque d'initiatives de la part des jeunes demandeurs d'emploi et des travailleurs arrivant sur le marché du travail. **Les employeurs mettent un accent particulier sur les savoir-faire vitaux** comme exigence clé, notant l'importance des notions de discipline, de la confiance, de la motivation, de la volonté et de l'habileté à apprendre, de l'esprit d'équipe, du sens du travail bien fait, de l'hygiène de vie/la bonne image de soi, de compétences communicationnelles et managériales, d'aptitudes en relations humaines et d'intégrité. Les employeurs ont aussi cité le besoin de plus de compétences techniques, de capacités analytiques et des connaissances du Français/Anglais.

## B. Conclusions de l'Evaluation sur l'Emploi

Le reste de cette partie résume les conclusions de la recherche YouthMap dans le domaine, y compris les entretiens réalisés auprès des informateurs et lors des Discussions de groupe de jeunes.

### Profil de l'Emploi pour les jeunes participants aux discussions de groupe: Résumé

Des jeunes ayant participé aux discussions de groupe, 56,5% ne travaillaient pas au moment de l'étude, et 53,7 % de ceux qui ne travaillaient pas cherchaient de l'emploi.

#### Statut de ceux qui travaillent:

- 23,5% travaillaient à plein-temps.
- 12,0% travaillaient à temps partiel.
- 8% travaillaient pour leur propre compte.

#### Ancienneté au service pour ceux qui travaillent :

- 74,7% travaillaient depuis plus d'un an.
- 9,6% travaillaient depuis 6 à 12 mois.
- 6,1% travaillaient depuis 3 à 6 mois.
- 10,1% travaillent depuis moins de 3 ans.

#### Parmi les 43,5% de ceux qui travaillent:

- 42,4% affirment qu'ils travaillaient dans le secteur formel.
- 49% affirment qu'ils travaillaient dans le secteur informel.
- 13,8% se décrivent comme des travailleurs saisonniers.

## Profil de l'Emploi pour les jeunes participants aux discussions de groupe: Détails

Par sexe	En activité (%)	Sans activité (%)	
<b>Masculin</b>	48,1	51,9	
<b>Féminin</b>	32,4	67,60	
Tranche d'âge	%	%	
<b>&lt;15</b>	13,8 <sup>61</sup>	86,2	
<b>15-17</b>	22,9	77,1	
<b>18-20</b>	22,4	76,6	
<b>21-24</b>	35,5	64,4	
<b>25-30</b>	67,7	32,3	
Type d'emploi	Masculin (%)	Féminin (%)	Echantillon Total (%)
<b>Formel</b>	41,1	45,8	42,4
<b>Informel</b>	47,7	52,5	49,0
<b>Saisonnier</b>	15,2	10,2	13,8
Demandeur d'emploi	Oui (%)	Non (%)	
<b>Masculin</b>	55,8	44,2	
<b>Féminin</b>	51,5	48,5	
<b>Echantillon total</b>	53,7	46,3	
Demandeurs d'emploi (par tranche d'âge)	Oui (%)	Non (%)	
<b>&lt;15</b>	24	76	
<b>15-17</b>	20,6	79,4	
<b>18-20</b>	43,2	56,8	
<b>21-24</b>	68,1	31,9	
<b>25-30</b>	68,6	31,4	

### 1. Perspectives d'emploi du Secteur Formel

*Je ne dirais pas que les jeunes ne travaillent pas, seulement ils ne sont pas bien employés et ils n'ont que des stages et de petits contrats.*

Les jeunes participants aux discussions de groupe ont mentionné que les emplois sont très peu disponibles, en particulier dans les zones rurales. Ils ont noté que les quelques opportunités disponibles exigent une formation professionnelle et plusieurs années d'expérience de travail; cependant pour plusieurs personnes qui vivent hors de Dakar, peu d'infrastructures de formation existent pour leur procurer les qualifications exigées dans les secteurs

d'emplois formels. En conséquence, les jeunes se rabattent sur des emplois de bas niveau, sans compétences comme les postes d'agent de sécurité, chauffeurs et serveurs. Les annonces pour ces opportunités se font dans les journaux ou de bouche à oreille. Ceux qui ont eu une formation formelle ont typiquement eu des emplois, des stages et des postes d'apprentissage de base.

Les discussions de groupe et les entretiens au niveau du secteur privé formel ont révélé que beaucoup d'opportunités du secteur formel sont réservées pour les jeunes venus de Dakar. Ce sentiment a été exprimé dans les régions du Nord et du Sud. A l'extérieur de Dakar, les opportunités d'emploi sont limitées et spécifiques aux types d'activités économiques qui dominent dans les régions. Par exemple, il y a un certain nombre de sociétés minières opérant à Tambacounda et à Kédougou en raison des réserves d'or et autres ressources naturelles dans ces régions. Les jeunes dans ces deux régions ont fait remarquer que pendant qu'il existe des emplois dans les sociétés comme Sabodala (société minière), le nombre de postes est limité comparé au nombre de jeunes qui cherchent des emplois. Encore, il y avait le sentiment que ces types de

sociétés embauchaient plus les jeunes de Dakar et même des pays voisins plutôt que les jeunes de la région. Un cadre d'une société minière a déclaré, cependant, que la plupart des besoins d'emplois non-qualifiés sont remplis au plan local.

Il y a un autre exemple dans les régions du nord de Saint Louis et de Thiès ou des sociétés comme la *Compagnie Sucrière Sénégalaise* sont actives. Toutefois, de même qu'à Tambacounda et à Kédougou, le nombre d'emplois est limité. Les jeunes ont noté qu'il y avait des opportunités d'emplois avec des géants de la communication comme Tigo, mais ces emplois sont basés sur des systèmes de commissions et ne leur procurent pas suffisamment de revenus pour subvenir à leurs besoins.

Les jeunes hors de la région de Dakar ont déclaré qu'ils n'ont pas les mêmes opportunités que les jeunes de Dakar, notant que les centres de formation, les infrastructures scolaires et les instituts professionnels sont essentiellement basés à Dakar. Les jeunes de Saint Louis et Thiès ont mené des discussions sur le besoin de décentralisation des opportunités ; ils pensent que toutes les opportunités d'emplois, notamment au niveau des grandes compagnies, sont concentrées dans la capitale. Ceci est à l'origine de la migration de beaucoup de jeunes vers la capitale à la recherche d'emplois. En dépit de l'idée très répandue selon laquelle les emplois seraient réservés aux jeunes de Dakar, la perception des jeunes de Dakar des opportunités d'emplois est en fait tout à fait similaire aux opinions des jeunes des régions. De nombreux jeunes de Dakar pensent que les emplois du secteur formel sont réservés aux jeunes qui ont fait des études à l'étranger comme en Europe, en Amérique, si bien qu'il est devenu difficile pour les jeunes du pays de trouver un travail décent.

*[Les jeunes] n'ont pas de compétences techniques requises en agriculture et c'est pourquoi nous faisons venir quelqu'un de l'Espagne pour les former. Beaucoup d'entre eux ne comprennent pas le français, donc nous faisons recours à un traducteur. Pour les postes de responsabilités, nous avons des gens qui sont venus de l'Espagne étant donné que [les jeunes] ne sont pas assez qualifiés pour occuper de grands postes de gestion.*

— Acteur du secteur privé, St.-Louis

*Le problème réside dans le fait que les sociétés dans notre communauté ne recrutent pas dans notre communauté.*

—Participant au focus groupe, St.-Louis

A l'extérieur de Dakar, **beaucoup de jeunes ont exprimé leurs sentiments de marginalisation et d'exclusion**. Les jeunes de Kédougou ont reconnu que leur région est l'une des régions les plus pauvres du pays. Seulement quelques emplois sont disponibles dans le secteur formel, surtout parce qu'il n'y a pas beaucoup de sociétés qui y sont installées ou actives. Il est important de préciser que les jeunes de Saint Louis, de Tambacounda, Kédougou, Thiès et de Ziguinchor ont noté un sentiment de **'non appartenance' au Sénégal**. Dans toutes ces régions il ya un sentiment de marginalisation concernant les opportunités d'emploi du secteur formel. Ceci inclut le sentiment d'être considérés comme incompetents et n'ayant pas formation et d'expérience professionnelle. Quelques commentaires exprimant ce sentiment:

- *C'est comme si nous ne faisons pas partie du Sénégal alors qu'en réalité nous devrions être traités de la même manière. (Kédougou)*
- *Il y a discrimination même si nous sommes qualifiés. (Thiès)*
- *Le problème est que les gens font de la discrimination à l'égard des jeunes de Ziguinchor. Les gens ont un complexe envers ceux venus des autres régions et ils les préfèrent. (Ziguinchor)*

Les différences régionales liées aux opportunités d'emploi sont basées sur des différences historiques et contextuelles. Le conflit en Casamance, par exemple (section 6), a conduit à une crise économique. La situation de conflit a obligé beaucoup de personnes à fuir leurs villages pour se retrouver à Ziguinchor ou dans d'autres régions urbaines. Beaucoup de grosses usines, d'hôtels et sociétés ont fermé dû, en partie, à l'instabilité politique, à la mauvaise gestion et à la détérioration du secteur du tourisme. A la suite des disparités entre l'offre et la demande d'emplois formels, la compétition pour l'emploi s'est accrue de manière significative dans la région.

### *Pratiques de Recrutement dans le Secteur Privé*

Les Pratiques de recrutement varient parmi les acteurs du secteur privé interrogés. Des sociétés ont affirmé que le recrutement est fait soit depuis le siège et/ou selon les besoins. Dans plusieurs cas, les sièges des sociétés sont basés à Dakar et le recrutement se fait à travers les médias locaux. Les acteurs du secteur privé ont souligné qu'ils étaient guidés par des impératifs de « résultat ». Bien qu'ils préfèrent embaucher des jeunes au niveau local, beaucoup de sociétés disent que les jeunes dans les régions n'ont pas accès à la même qualité de formation pour les doter des compétences que les sociétés recherchent. Beaucoup se sentent obligées d'embaucher les personnes les plus qualifiées qu'ils identifient sans tenir compte de leur région d'origine, alors que la plupart de ceux qu'ils trouvent qualifiés viennent de la capitale.

*Selon un acteur: la main d'œuvre ne manque pas; cependant elle a certaines difficultés; le problème est que le secteur privé ne fait pas de gros bénéfices et ne peut pas se permettre d'embaucher beaucoup de personnes. C'est la raison pour laquelle les sociétés recrutent seulement pour des stages et de petits contrats. D'autres structures, comme les grosses sociétés minières, cherchent des personnes qualifiées, mais je ne crois pas qu'elles les trouvent sur place.*

Des sociétés ont aussi noté que le droit du travail est très rigide au Sénégal. Cette opinion a aussi été partagée par un employeur, interrogé lors de l'étude de YEN/IYF, qui a noté que le système juridique du Sénégal favorise beaucoup les travailleurs et prélève beaucoup de taxes sur les employeurs. Il a noté que les défis administratifs et financiers associés au recrutement de personnel à plein-temps sont des contraintes majeures au recrutement des jeunes.<sup>62</sup> Par conséquent, beaucoup de sociétés n'offrent pas de contrats de longue durée. Et d'autres commentaires venant des acteurs du secteur privé de renchérir :

- *Nous n'avons pas trouvé les profils que nous cherchons sur place, donc nous les avons tous formés avant de les embaucher.*
- *Les jeunes ne peuvent pas faire le travail. J'ai dû leur apprendre les outils.*
- *Ici les jeunes sont principalement utilisés pour les travaux [physiques]. Nous n'avons pas besoin de personnes qualifiées. Sur contrat, il y a ceux qui ne peuvent pas faire un inventaire, tenir une caisse, etc. nous venons tous des autres régions.*

Bien que les acteurs du secteur privé acceptent en effet des stagiaires, ils ont noté que les jeunes n'ont pas toujours les compétences requises. Cependant les acteurs n'accusent pas les jeunes- mais plutôt la qualité de

*Le niveau des recrues est de plus en plus bas à cause de la qualité décroissante de l'enseignement dans les institutions de formation. Donc les recrues n'ont pas de qualifications au début et les travailleurs doivent être formés sur le site, pourtant les sociétés n'ont ni le temps ni la possibilité d'offrir une formation professionnelle.*

l'enseignement qu'ils ont reçu, le manque de concordance entre la formation et les besoins du marché de l'emploi et le fait que l'accent soit mis sur la théorie plutôt que la pratique. « Le premier problème c'est d'avoir une bonne formation. Les jeunes ont reçu des formations dans des domaines variés mais le niveau de compétence actuel des jeunes est bas. Il leur manque beaucoup de connaissances pratiques. ». Le Rapport 2010 de l'USAID sur l'Education de Base a aussi tiré cette conclusion, en mettant en lumière une disparité entre ce que les étudiants apprennent à l'école et les qualifications requises pour soutenir le désir du pays d'avoir une marge compétitive dans les marchés émergents et d'être présent sur le marché de l'emploi du 21<sup>ème</sup> siècle.<sup>63</sup> Les acteurs du secteur

privé dans le secteur de l'hôtellerie ont noté que les postulants manquent de compétences sur le service client et qu'ils n'ont pas une bonne maîtrise de l'industrie. Les entreprises agricoles ont noté que les demandeurs d'emploi n'avaient pas de compétences sur les techniques avancées en agriculture. Les entreprises de construction ont noté que les jeunes manquent de compétences sur la manipulation des gros engins.



Les participants aux discussions de groupe ont noté que les stages sont disponibles dans le secteur formel, avec une variété de sociétés et organisation allant des ONG et Organisations publiques aux petites et grandes entreprises. Les annonces pour les stages sont faites à travers les journaux, les radios et le bouche à Oreille. Beaucoup de jeunes interrogés ont aussi noté que les stages s’obtiennent en fonction des connaissances ou des relations. Si vous connaissez une personne qui travaille dans une société ou une organisation, vos chances d’avoir un stage sont plus élevées que celui qui n’y connaît personne. Toutefois, les jeunes ont fait remarquer qu’il est rare pour que ces stages deviennent des emplois à plein-temps. Bien que les stages soient, en principe, faits pour permettre aux stagiaires d’avoir une expérience pratique, les jeunes ont souligné plusieurs problèmes: les programmes ne sont plus assez longs pour pouvoir acquérir des qualifications professionnelles concrètes pour avoir d’autres opportunités d’emploi, ces stages ne sont pas rémunérés ou sont peu rémunérés, et les stagiaires sont exploités. Les jeunes ont aussi noté que les employeurs exigent un minimum de 3 à 5 ans d’expérience pour de vrais emplois, ce qui est, selon eux, très difficile à avoir avec des stages qui ne durent pas plus de trois mois.

Dans l’ensemble, les sentiments généraux des informateurs du secteur informel sur les jeunes étaient positifs. Beaucoup parmi ceux qui ont été interviewés pensent que les jeunes sont des acteurs importants qui doivent jouer un rôle important dans le développement du pays. Ils estiment que ces jeunes s’intéressent au travail, qu’ils sont motivés et qu’ils sont innovants. Les employeurs ont noté que si les jeunes parviennent à être dans un environnement propice qui leur permet d’avoir des qualifications et de l’expérience, ils peuvent contribuer d’une manière fructueuse à l’essor des secteurs privé et public.

#### *Qualifications des jeunes et besoins du secteur privé*

Un représentant de l’ANEJ interrogé dans le cadre de l’évaluation a noté que les programmes de l’ANEJ ont accordé plus de priorité, jusque là, à la formation théorique que la formation pratique des jeunes. Le programme de l’organisation à Saint-Louis, par exemple, forme 300 jeunes en agriculture, en tourisme et en réhabilitation de secteurs de grande importance dans la région. Le représentant de l’ANEJ a noté que 70% du programme est basé sur la formation pratique et 30% sur la formation théorique. Bien que l’organisation travaille sur plusieurs autres projets pour préparer au marché de l’emploi, ceux qui ont été interviewés dans le cadre de l’évaluation ont généralement estimé que bien qu’ils aient connaissance de l’existence de l’ANEJ, ils n’ont pas encore eu l’occasion de bénéficier de ses services.

Les employeurs et les acteurs du secteur privé ont noté les larges disparités entre leurs besoins et les qualifications des jeunes. Ceux qui ont été interviewés hors de Dakar ont noté que les jeunes n’ont pas tous les savoir-faire techniques et fonctionnels nécessaires pour avoir des postes dans leurs sociétés. Les employeurs de Dakar ont parlé du manque de compétences techniques des jeunes, mais ont largement commenté le manque de compétences variées, le manque de compétences professionnelles et pratiques. Ils ont noté qu’il n’ya pas de diversification au niveau des profils des étudiants/postulants qu’ils reçoivent, principalement parce que les jeunes ont tous reçu une formation générale différente de la formation spécialisée dans des secteurs spécifiques. Selon un acteur du secteur privé, « les écoles doivent mettre en place un centre d’orientation pour les jeunes. Il ya un grand phénomène dans l’éducation qui consiste à former des généralistes; c’est la raison pour laquelle il y a peu d’emplois disponibles parce que tous les profils sont les mêmes. »

*[Les compétences non techniques] sont nécessaires, habituellement [les jeunes] bénéficient d’une partie de cette formation dans les écoles de business, — c’est clair qu’ils bénéficient de coaching. Pourtant ce sont nos ingénieurs et nos techniciens qui n’ont pas ce type de formation et ne prennent pas part aux séminaires afin d’apprendre comment combler ces lacunes.*

— Acteur du secteur privé, Dakar

Les employeurs ont reconnu avoir embauché plus de jeunes de Dakar et des villes comme Thiès, principalement parce qu’ils éprouvent des difficultés à trouver du personnel qualifié et ayant de l’expérience

au niveau local. Ils ont déclaré qu'ils auraient préféré embaucher des jeunes de la région car cela réduirait leurs coûts, mais leurs pratiques de recrutement sont basées sur des besoins opérationnels.

## 2. Opportunités d'Emploi du Secteur Informel

*Le véritable problème réside dans la formation des jeunes, car ils n'apprennent pas un métier qui permette leur insertion réussie dans la société. Il y a aussi un manque de moyen financier ; par exemple, il n'est pas rare de voir un jeune qui travaille dans une usine ou une boutique qui manque de moyens matériels. Aussi, certains jeunes sont dans le domaine agricole mais ils n'ont pas d'outils de travail.*

— Acteur du secteur privé, Ziguinchor

Dans l'ensemble, les opportunités d'emploi des jeunes sont beaucoup plus disponibles dans le secteur informel que le secteur formel. Comme l'indique le tableau 10, presque la moitié des jeunes qui travaillent et qui ont été interrogés évoluaient dans le secteur informel. Ils ont noté que les sous-secteurs principaux dans lesquels la plupart des jeunes de Sénégal travaillent sont: agriculture, menuiserie, jardinage, ménage, domestique, élevage et pêche, maçonnerie, mécanique et petit commerce. Les jeunes qui ont été interviewés ont affirmé que les jeunes femmes occupent des emplois d'aide ménagère (surtout dans les villes), de jardinage, de petit commerce et de l'agriculture, pendant que les jeunes garçons s'adonnent aux activités de menuiserie, maçonnerie, mécanique, de pêche, et souvent du jardinage. Parmi les 43% des participants qui travaillent, 9% des jeunes garçons et 6% des jeunes femmes travaillaient pour leur propre compte. Selon ceux interviewés, les emplois du secteur informel se contractent par le biais la famille,

des amis, des voisins et du bouche à oreille. Il est plus facile pour les jeunes d'intégrer le secteur informel parce qu'il est surtout ouvert à tous, sans exigence de qualifications d'entrée.

Une étude réalisée par l'AFD a noté que le secteur informel offre des opportunités significatives aux jeunes, en particulier autant pour ceux qui ont échoué dans les études que ceux qui veulent créer leurs propres affaires pour qui beaucoup de bureaucratie serait prohibitif.<sup>64</sup> Pourtant, à cause du manque de ressources et de matériels, il est difficile pour les jeunes de faire prospérer leurs affaires. Les jeunes qui créent leur propres entreprises ou projets reçoivent rarement de la formation, du financement ou du coaching et soutien pour réussir. Les participants aux DG ont souligné que **la première contrainte pour les jeunes entrepreneurs travaillant dans le secteur informel est l'accès au financement**. La plupart des jeunes (et leurs familles) n'ont pas de garantie requise pour les prêts bancaires.

Le Gouvernement du Sénégal a reconnu les contraintes que les jeunes entrepreneurs rencontrent. Pour répondre à ces besoins, le Gouvernement du Sénégal a créé le *Fonds National de Promotion de la Jeunesse*. Un entretien avec le FNPJ a mis en exergue le besoin de donner une formation, un financement, du matériel et un soutien approprié aux jeunes afin de leur permettre de réussir. Durant sa première année de fonctionnement, le FNPJ a octroyé des prêts aux personnes sur une base ad hoc. Cependant, après cinq ans de fonctionnement avec un financement réduit, il a modifié sa stratégie pour recentrer ses efforts en vue de s'aligner aux objectifs globaux du Gouvernement du Sénégal. Le FNPJ se concentre maintenant sur le secteur de l'agriculture en soutenant les fermes gérées par des jeunes et des coopératives de jeunes. L'organisation a accordé jusqu'à 500.000 FCFA de prêt aux jeunes qui se lancent dans les petits business, et jusqu'à 5 millions de FCFA à ceux qui avaient déjà créé leurs propres affaires.

*L'Etat n'a pas cultivé « l'esprit d'initiative » chez les jeunes, pourtant il lui incombe surtout de le faire. Depuis l'école primaire, il devrait y avoir des cours pour encourager l'entreprenariat.*

— Acteur du secteur privé, Dakar

Les acteurs et les jeunes interviewés ont amplement évoqué **l'importance du secteur de l'agriculture**. Les interviewés du secteur public ont reconnu que c'est un secteur clé pour le Gouvernement du Sénégal, qui a concentré un certain nombre de ses programmes dans le domaine. Les interviewés du secteur privé ont aussi noté l'importance de l'agriculture dans l'économie et ont déclaré que c'est un secteur qui a déjà besoin de



soutien, de développement et de financement pour grandir. Les participants aux DG, surtout hors de Dakar, ont déclaré qu'ils s'intéressaient à l'agriculture bien qu'ils n'aient pas de terres, de ressources, du financement ou de matériel pour s'y engager pleinement.

Malgré les initiatives qui ont été notées, les jeunes qui travaillent comme apprentis dans le secteur informel ont aussi besoin de soutien. Les apprentis sont à mesure d'acquérir des compétences en travaillant en étroite collaboration avec leurs superviseurs pour apprendre leur métier. Cependant, les jeunes interviewés ont estimé que ceux qui travaillent comme apprentis dans les ateliers de mécanique, par exemple, sont souvent exploités. Certains ont déclaré qu'ils y a des jeunes qui restent apprentis durant 3 à 5 voire jusqu'à 10 ans sans progresser. Les jeunes ont estimé que cela est dû au fait que les propriétaires des ateliers n'ont ni formation, ni expérience ou de ressources appropriées pour gérer leurs entreprises et sont par conséquent « obligés » de retenir leurs apprentis aussi longtemps que possible. La pauvreté aussi joue un rôle majeur dans le maintien des apprentis aussi longtemps. Bien que certains développent les compétences et la base de clientèle nécessaires, la majorité a déclaré qu'ils manquent de soutien, de ressources ou de compétences nécessaires pour entreprendre leurs propres affaires.

*Ceux qui apprennent le travail dans les garages et les ateliers sont à mesure de faire ce qu'on leur demande de faire mais ils sont limités dans la création de leurs propres entreprises en raison du manque de formation et de ressources et du fait qu'ils sont toujours des apprentis.*

— Participant au focus groupe,  
Tambacounda

### **3. Demande d'Emploi par les Jeunes**

Malgré les difficultés que les jeunes et les acteurs ont soulignées, les participants aux GD avaient pour la plupart toujours foi en l'avenir. Leurs aspirations et leurs attentes étaient variées, et ils étaient particulièrement ambitieux en espérant avoir des opportunités de formation, de coaching et d'appui. Beaucoup de participants ont noté que malgré le fait que la plupart des emplois soient mal rémunérés, il valait mieux les exercer que de ne rien avoir du tout. Ils ont aussi noté qu'ils ne préfèrent pas les stages à court terme car ils ne leur permettent pas souvent d'obtenir des emplois; cependant, les stages peuvent leur permettre d'avoir de l'expérience qui pourra les aider à avoir des opportunités futures. Dans chacune des régions visitées, le plus profond sentiment exprimé était le désir d'aider leurs parents/familles et d'améliorer leurs conditions de vie en ayant des emplois décents. Les avis des jeunes démontraient un fort lien et une ferme volonté d'assumer des responsabilités culturelles.

Les DG ont révélé qu'il y avait aussi des jeunes qui étaient cultivés et qui étaient préoccupés par les réalités et les problèmes de leurs régions. Par exemple, un groupe d'élèves des grandes écoles à Tambacounda a largement parlé des questions de santé dans la région, particulièrement dans les villages voisins. Sur la base des problèmes qui ont été identifiés et afin d'aider leur région, beaucoup des participants ont exprimé leur rêve de devenir des infirmiers, des docteurs et des agents de sapeur pompier. D'autres emplois cités parmi les aspirations générales étaient relatifs aux affaires/entrepreneuriat, la mécanique, la couture et l'enseignement. Quand on leur a demandé quels types de projets ils aimeraient créer pour aider d'autres jeunes, les participants aux GD ont noté qu'ils vont surtout créer des programmes dans le domaine de l'éducation, des emplois/activités génératrices de revenus, et financer des projets de jeunes.

*Nous avons besoin d'éduquer les jeunes, de les former pour qu'ils puissent présenter des projets viables et être aussi capables de gérer leurs prêts. Nous avons beaucoup de problèmes sociaux et sans formation en gestion, le risque de dépenser l'argent devient élevé. Les jeunes entrepreneurs ont besoin de commencer avec un minimum de formation en comptabilité. Dans les ateliers mécaniques et les boutiques de meubles, même les patrons n'ont pas de formation en gestion et ne peuvent en aucun cas enseigner ces qualifications.*

— Participant au focus groupe

### *Besoins de compétences par les jeunes*

Les participants aux GD ont accordé la priorité au besoin de formation technique et professionnelle, de coaching, de soutien financier et technique, et plus important au suivi et l'évaluation de leurs projets et/ou entreprises. Beaucoup des participants ont noté qu'il y a beaucoup de projets qui ciblent les jeunes afin de leur permettre de créer leurs propres affaires/projets et prendre part aux divers programmes de formation. Cependant, selon les jeunes interrogés, ces programmes n'ont pas d'impacts à long terme parce qu'il n'y a pas assez de programmes de S&E.

Les interviewés ont aussi noté que les formations typiques en entrepreneuriat/gestion des entreprises n'ont pas permis aux personnes — jeunes et adultes — d'avoir des ressources appropriées ou des compétences en marketing pour lancer leurs activités. En plus, ces programmes et projets n'ont pas réuni les bénéficiaires par la suite pour évaluer s'ils avaient bien réussi ou pas. Pour les jeunes interviewés, ceci est un problème majeur qu'il faut résoudre lorsqu'on veut aider les jeunes.

Les programmes, selon eux, doivent avoir une composante qui accompagne les jeunes jusqu'à ce qu'ils soient totalement capables de continuer de leur propre chef. Par exemple, les jeunes pensaient que lorsqu'une jeune personne reçoit un financement pour développer son business il devrait aussi avoir un coaching, une formation en gestion d'affaires, et un soutien S&E. Les jeunes ont noté que les qualités nécessaires pour la gestion d'une entreprise incluent les notions de base en comptabilité et en management.

En outre, ils estiment que la formation professionnelle qui leur vaudrait un diplôme certifié reconnu par l'Etat et les employeurs pourrait bien permettre à des non-entrepreneurs ayant suffisamment de compétences d'obtenir un emploi dans le secteur formel.

### **Principales conclusions**

**Les acteurs et les jeunes ont noté que l'emploi est une priorité absolue pour la jeunesse sénégalaise.** Surtout, ils ont relevé que:

- La principale préoccupation des Jeunes est d'obtenir un emploi décent et bon.
- Selon les acteurs et les jeunes interrogés, les deux principales contraintes des jeunes dans leur quête d'emploi décent, sont le manque d'emplois et le manque de compétences appropriées pour le secteur privé. Les jeunes sont très intéressés par une formation qui pourrait leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires, mais les emplois du secteur privé et les possibilités de formation appropriées sont assez limitées en dehors de Dakar.
- Les jeunes veulent exercer des emplois qui sont utiles à leur région, tels que l'agriculture. Cependant, ils veulent aussi être en mesure d'avoir des options d'emploi ou, dans de nombreux cas, ils aspirent à créer leur propre entreprise.
- Les jeunes vivant hors de Dakar se sentent marginalisés et pensent que les emplois, notamment dans leurs régions d'origine, sont réservés aux personnes venant de Dakar ou de l'extérieur du pays.
- Le plus souvent, les jeunes se tournent vers le secteur informel pour trouver des emplois. Le secteur offre une facilité d'accès, la flexibilité et ses exigences de compétences sont allégées pour les jeunes à la recherche de travail. En outre, le secteur formel ne génère actuellement qu'une fraction du nombre de possibilités d'emploi exigé chaque année, et il en résulte que pour de nombreux jeunes le secteur informel reste la seule issue.

- L'agriculture est le principal secteur d'activité et le plus souvent cité par les jeunes. De nombreux participants aux discussions de groupe ont exprimé leur intérêt pour l'agriculture, et nourrissent l'ambition de démarrer des entreprises dans le secteur, ou de travailler dans les exploitations familiales s'ils avaient les ressources, le financement, et les outils appropriés.

## SECTION 4: MODE DE VIE SAIN ET CONSTITUTION D'UNE FAMILLE

Cette section donne un aperçu des politiques du secteur de la santé, des services et des domaines d'intérêt pour les jeunes. Elle présente ensuite une évaluation de l'offre et de la demande des services de santé dans les régions d'intervention. Les questions abordées englobent la perception que les jeunes ont des services mis à leur disposition, l'accès aux services adaptés pour les jeunes, les comportements positifs et négatifs en matière de santé, et le mariage précoce. Pour de plus amples informations, les lecteurs sont exhortés à se référer à l'**annexe 7**, notamment en sa section D, qui contient une importante analyse sommaire et des données sur les indicateurs de la santé des jeunes au Sénégal. Selon le cahier des charges, ces questions ci-dessous sont abordées:

<u>QUESTIONS RELATIVES À L'OFFRE</u>	<u>QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE</u>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Fourniture de services de santé/santé sexuelle et génésique adaptés aux jeunes</li><li>• Sensibilisation sur les questions de santé, de santé sexuelle et génésique</li><li>• Accès et manque d'accès des jeunes aux services et aux informations en matière de santé</li><li>• Les besoins non satisfaits et les principales insuffisances</li><li>• Efficacité des politiques, stratégies, structures, programmes, pratiques existants.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Comportements positifs/négatifs des jeunes en matière de santé et de santé génésique des jeunes</li><li>• Demande/utilisation des services de santé et de santé génésique des jeunes</li><li>• Facteurs influençant la prise de décision et la définition des priorités</li><li>• Niveau de connaissances et de sensibilisation des jeunes en matière de la santé</li><li>• Influence du mariage et la maternité/paternité sur l'emploi et l'éducation</li></ul>

### A. Vue d'ensemble des politiques et services du Gouvernement du Sénégal en matière de santé des jeunes

Le secteur de la santé est un pilier essentiel du DSRP II 2006. Ses objectifs sont déclinés dans le Plan national de développement sanitaire du Sénégal 2009-2018 (PNDS), dont les priorités majeures comprennent la réduction de la mortalité maternelle et infantile, l'accès accru aux services, le renforcement du système sanitaire et les mécanismes de financement. Le Sénégal a réitéré son engagement envers la santé maternelle et infantile à travers le PNDS, ainsi qu'à travers le Plan national stratégique pour la survie de l'enfant (2007-15).<sup>65</sup> Une Stratégie nationale sur la santé des adolescents au Sénégal a été publiée en 2006. La stratégie est un cadre conceptuel et un guide pour les interventions des partenaires qui sont considérées comme les plus adaptées pour les adolescents. Les objectifs sont les suivants:

- Améliorer l'accès des jeunes aux services adaptés à leurs besoins;
- Aider les jeunes à adopter des comportements positifs et à prendre des décisions appropriées;
- Créer un environnement social, juridique et réglementaire visant à la promotion de la santé des jeunes, en particulier en matière de santé génésique<sup>66</sup>.

En plus du Ministère de la Santé et de la Prévention (MSP), d'autres ministères impliqués dans les questions de santé, comprennent notamment le Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (MJSL) et le Ministère de la Famille, qui a mis au point un plan d'action pour éradiquer les Mutilations Génitales Féminines (MGF) et pour réviser le programme d'éducation en santé dans les écoles secondaires afin d'accroître la sensibilisation et aboutir à un changement des croyances liées aux problèmes des MGF<sup>67</sup>. Le MJSL a intégré la santé de la reproduction des adolescents (SRA) dans les programmes de formation préalable dans les écoles. La SRA a été incluse au programme de formation des inspecteurs de l'enseignement primaire et secondaire et dans le programme de formation continue pour les infirmières scolaires<sup>68</sup>. Les ministères de l'Éducation et de la Justice ont également accru leur utilisation des programmes SRA. Dans un effort visant à améliorer le bien-être des jeunes et à susciter des comportements positifs, le

MJSL a créé le programme du Service Civique National en 1998. Parmi les cinq principaux volets du programme, une composante santé prépare les jeunes volontaires à être des relais de sensibilisation à même de disséminer des informations sur diverses questions de santé à d'autres jeunes à travers le pays<sup>69</sup>. Cette initiative est toujours en cours d'exécution.

Le Sénégal a fait des progrès significatifs dans le domaine du VIH/SIDA. Le FMI (2010) a observé que le nombre de malades du sida recevant un traitement a augmenté et que des efforts considérables ont été accomplis en matière de traitement des femmes enceintes séropositives. Dans le cadre du Programme national de lutte contre le SIDA (PNLS), le Sénégal vise à maintenir l'incidence du VIH en dessous de trois pour cent<sup>70</sup>. Le Projet de promotion des jeunes (PPJ) a créé plus d'une douzaine de centres d'écoute pour les adolescents et a sélectionné 249 000 jeunes (23 pour cent de toutes les projections à l'échelle nationale). Toutefois, compte tenu de l'inquiétude croissante que la constellation des pratiques et l'engagement du Gouvernement du Sénégal qui a mis fin à la propagation de l'infection faiblissent, l'USAID a souligné la nécessité de nouvelles mesures visant à travailler avec les populations ciblées — comme les jeunes — pour enrayer la propagation de nouvelles infections.<sup>71</sup>

Un autre domaine où des progrès ont été réalisés concerne la proportion de naissances qui ont lieu dans les établissements de santé, en raison d'une meilleure qualité des services et des efforts de sensibilisation réussis. Pourtant, malgré l'ensemble des résultats positifs dans le secteur en 2006-07, le FMI a constaté que certains indicateurs sont en deçà des objectifs fixés en 2008-09:

- Une répartition inégale du personnel médical, y compris les sages-femmes et infirmières (par exemple, Dakar avait 69 pour cent des généralistes et 79 pour cent des spécialistes entre 2003-08). Les zones rurales/pauvres sont les plus durement touchées, car elles sont souvent difficiles d'accès, et les conditions de travail y sont moins attrayantes pour le personnel, particulièrement les spécialistes. La plupart des personnels en dehors de Dakar ne sont pas qualifiés.
- Difficultés d'accès aux soins. Le temps de voyage vers les établissements de santé est plus long pour les pauvres, les populations au revenu moyen, et les groupes de populations indigentes que pour les nantis, exacerbés par le manque de routes et la dispersion de la population.
- Difficultés d'accès aux médicaments et pénurie de vaccins. Les groupes vulnérables et les pauvres et les personnes sans couverture médicale ont des difficultés à obtenir des médicaments.
- Répartition inégale des dépenses d'investissement: les dépenses de soins de santé ciblent plus les villes que les zones rurales. Les hôpitaux régionaux et nationaux et les centres spécialisés reçoivent plus de financement que les établissements locaux de santé qui sont pourtant les plus proches des populations<sup>72</sup> pauvres.

Pour atténuer les problèmes liés à l'accès aux services de santé, l'USAID a mis au point plusieurs programmes de santé, dont un à Kolda qui traite de la santé maternelle et infantile et le planning familial avec une composante de formation de formateurs pour renforcer les capacités des professionnels de la santé. Ce programme, mis en œuvre par IntraHealth, est également conçu pour accroître la capacité des «cases de santé» à fournir des services suffisants à la population locale. Certaines des innovations prometteuses mises en œuvre par IntraHealth et pertinentes pour cette évaluation des jeunes sont les suivants: (1) le mentorat, où des mentors formés travaillent aux côtés des prestataires pour leur assurer une formation en cours d'emploi et un appui dans le domaine; (2) le leadership, grâce à une approche basée sur la performance qui vise à faire un feedback afin de promouvoir la reddition de compte et la motivation dans le système de santé; (3) le genre, à travers une approche communautaire basée sur l'utilisation du dialogue pour mieux intégrer la dimension genre, et (4) un système de partage de données, à l'aide des téléphones portables pour travailler avec le MSP afin de faciliter la collecte des données au niveau clinique<sup>73</sup>.

## B. Résultats de l'évaluation sur les modes de vie sains et la constitution de familles

### 1. Service de Santé et de planification familiale

Le Gouvernement sénégalais et ses partenaires sont très conscients de l'insuffisance de l'offre des établissements de santé, en particulier dans les zones rurales, ainsi que du manque de services de qualité pour les jeunes et les populations, comme indiqué dans le rapport<sup>74</sup> 2010 du FMI. Plus important encore, le rapport a montré que les politiques existantes, les stratégies, les structures, programmes et pratiques sont faiblement efficaces<sup>75</sup>. Les entretiens avec les acteurs du secteur public et de la société civile ont confirmé ces conclusions, de même que les discussions de groupe. Les acteurs du secteur public ont constaté des insuffisances dans leurs services, principalement en raison d'un manque de ressources financières et humaines. Les jeunes interrogés ont confirmé ces résultats et ont souligné que les établissements de santé, hôpitaux et cliniques manquent de personnel qualifié. Les jeunes ont constaté que les zones urbaines, bien qu'elles manquent de ressources, sont plus équipées en infrastructures sanitaires en général par rapport aux zones rurales.

Compte tenu de ces contraintes, **l'accès des jeunes aux services de santé** est une priorité majeure pour le Gouvernement du Sénégal et ses partenaires. Dans le DSRP II, le Gouvernement du Sénégal a observé que des actions prioritaires visant à réduire la vulnérabilité des jeunes et des adolescents seront prises pour les protéger des maladies sexuellement transmissibles (MST), du sida et des problèmes relatifs à la santé sexuelle et reproductive (SSR) par le biais d'une augmentation du nombre de centres d'écoute pour adolescents<sup>76</sup>. Le Centre de Conseil Adolescents, le CCA ou « Centre Ado », a été créé sous la tutelle du MJSL afin de fournir aux jeunes des informations et des moyens pour se protéger contre les MST, le VIH / SIDA et les grossesses non désirées. *Le Centre Ado collabore étroitement avec le Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive (CDEPS)* — une agence nationale relevant aussi du MJSL — qui travaille à former les jeunes dans divers domaines, et à promouvoir le civisme ainsi que la promotion éducative et socio-économique pour les jeunes. Les deux organisations sont souvent logées dans le même bâtiment ou dans la même enceinte dans certaines régions — l'une sert de centre d'information tandis que l'autre offre de la formation pour les pairs éducateurs.

#### **Lors des discussions de groupe la plupart des jeunes n'ont pas tari d'éloges à l'endroit du Centre Ado et du CDEPS.**

Une appréciation récurrente à l'endroit du *Centre Ado* exprimée par les personnes interrogées concerne la disponibilité de l'information sur le genre et les MST et l'esprit d'ouverture du personnel en matière de partage d'informations avec les jeunes. Selon les jeunes interrogés, cela leur a permis d'acquérir une meilleure compréhension des questions de santé comme le VIH/SIDA, les conséquences des pratiques sexuelles, et comment utiliser les mesures de protection. Bien que ces centres ont été très utiles aux personnes interrogées, les jeunes et les acteurs interrogés estiment que ces centres, en particulier ceux à l'extérieur des zones urbaines, ont besoin davantage de ressources pour aider plus de jeunes. Les jeunes ont souligné qu'il serait opportun d'augmenter le nombre de ces centres dans les zones rurales, ils pensent aussi que le *Centre Ado* devrait offrir des soins. Bien que le CDEPS et le *Centre Ado* sont les organisations les plus reconnues en matière de prestation de services adaptés aux jeunes, les jeunes interrogés ont également reconnu plusieurs ONG qui fournissent des informations sur le VIH / SIDA et les IST (*par exemple, la Croix-Rouge, l'Action Educative en Milieu Ouvert, et l'Association Sénégalaise pour le Bien-être Familial, ASBEF*).

*Je connais le Centre ADO. C'est très confortable. Nous [les jeunes] avons l'impression d'être seuls quand nous sommes malades et que personne ne peut nous aider. Le Centre Ado vous guide. Il vous accorde plus de temps que les hôpitaux.*

— Participant au focus groupe, Tambacounda

Pour le Gouvernement du Sénégal, il est primordial que les jeunes aient davantage accès à l'information, en particulier la sensibilisation sur la SSR. Dans le cadre du programme pilote, le Gouvernement du Sénégal a intégré la SSR et les droits humains dans les stratégies de formation de cinq écoles secondaires dans trois



régions (Louga, Saint-Louis, Diourbel), notamment dans le programme de formation préalable dans les écoles, et dans son programme de maîtrise en formation sportive. Les participants aux discussions de groupe ont affirmé n'avoir pas reçu de formation en SSR à l'école. Par contre, les jeunes ont déclaré avoir reçu des informations très utiles auprès du CDEPS, du *Centre Ado*, des pairs éducateurs, lors des campagnes de sensibilisation par le biais d'ONG locales, et des publiereportages des radios locales.

*L'accès aux soins de santé reste difficile. Une mère peut perdre son enfant sur le chemin avant même d'atteindre le poste de santé de Richard-Toll.*

— Participant au focus groupe,  
Saint-Louis

Les jeunes ont souligné que l'accessibilité des centres de santé varie selon les régions. Les grandes villes (par exemple, Thiès, Dakar, Mbour, Ziguinchor) abritent plus d'infrastructures sanitaires que les petits villages, les villes moyennes et les zones rurales. A Thiès, par exemple, les participants aux discussions de groupes ont noté que bien qu'ils n'ont pas de difficultés à accéder aux services de santé, ils croient que les habitants dans les zones rurales doivent éprouver des difficultés à y accéder. Cet avis a également été exprimé lors des discussions de groupes à Tambacounda, où les participants ont affirmé que les services de santé offerts aux jeunes vivants hors de la ville n'étaient pas suffisants. Les participants ont souligné que le nombre de centres de santé doit être revu à la hausse dans les zones rurales, en particulier pour les femmes enceintes qui sont parfois obligées de marcher pendant des kilomètres pour se rendre à un établissement de santé. Les jeunes qui vivent hors des grandes et petites villes — en particulier les participants aux discussions de groupe de Richard-Toll et Kédougou — ont relevé que l'accès aux services de santé est très difficile. Les acteurs et les participants au groupe de discussion trouvent que les services de santé, en particulier les services spécialisés, sont concentrés dans la capitale.

Bien que les jeunes aient reconnu qu'ils ont accès à certains établissements de santé, ils estiment que **la qualité des services** disponibles reste le noyau du problème. Les jeunes interrogés ont observé que les services sont non seulement d'une qualité très limitée, mais aussi très coûteux, et ne répondent pas à leurs besoins ou du moins aux besoins de leurs régions. À leur avis, la qualité du personnel laisse à désirer<sup>77</sup>, et il n'y a pas assez de médecins, d'infirmières ou des techniciens qualifiés dans les hôpitaux et les centres de santé. Les jeunes ont également noté que par moment, le personnel des établissements de santé n'est pas payé régulièrement, soit ils y travaillent comme des bénévoles ou ils ne sont pas assez bien formés, et ne sont pas suffisamment encadrés par leurs supérieurs. Les établissements de santé souffrent également du manque des vaccins et des médicaments appropriés pour traiter les maladies courantes dans leur région et ne sont pas toujours ouverts pendant les heures ouvrables affichées. La qualité des équipements dans les centres de santé et les hôpitaux a été considérée comme n'étant pas à jour: les jeunes ont affirmé que l'équipement est soit détérioré, en panne, et/ou n'est pas correctement utilisé par le personnel soignant. En outre, les jeunes ont fait cas du manque criard de ressources de base dans les établissements de santé pour traiter les patients, notamment des moyens allant de l'alcool à d'autres fournitures médicales de base.

*Par exemple, à l'hôpital régional, le personnel a demandé à un jeune homme de payer 2000 F mais il ne disposait pas de cette somme et il a dû repartir sans traitement. Figurez-vous que ce garçon avait une fracture et ses parents n'étaient pas là et il a dû attendre sans soins jusqu'à 22h. Nous avons besoin de soins gratuits.*

En ce qui concerne les services spécifiquement destinés aux jeunes, les participants ont surtout fait mention du CDEPS et du *Centre Ado* et des services gratuits qu'ils offrent. En général les jeunes estimaient que le *Centre Ado* est accueillant et qu'il offre des services sans aucun préjugé. Ils ont également noté que les services adaptés aux jeunes offerts par le CDEPS comprenaient sa disponibilité à apporter des informations et des réponses à diverses questions de santé et la possibilité pour les jeunes de garder l'anonymat en formulant leurs requêtes d'informations. Les jeunes ont également accueilli favorablement les techniques et approches utilisées par CDEPS pour transmettre les informations aux jeunes, notamment les chansons, les pièces de théâtre, et les jeux. Bien que ces deux centres aient leurs propres missions, objectifs et services

distincts, ils collaborent très étroitement pour fournir des services aux jeunes. Les activités organisées par chaque entité se déroulent dans les centres situés dans chaque région.

*Les jeunes vivant avec un handicap estiment qu'il n'y a pas suffisamment de services pour répondre à leurs besoins. Il est très difficile pour les jeunes handicapés de trouver les services dont ils ont besoin.*

— Représentant d'ONG, Dakar

Bien que la discussion soit axée sur les services de santé générale, certaines discussions de groupe ont souligné les besoins de services de santé pour des cohortes spécifiques de jeunes. Les discussions tenues avec **les jeunes séropositifs et les jeunes vivant avec un handicap** ont montré que les services de santé ne répondent pas aux besoins de ces jeunes. Une des principales contraintes pour les jeunes handicapés est l'accès physique à tous les services. Les services de santé spécialisés pour les personnes handicapées sont concentrés à Dakar et sont limités dans les régions.

Les jeunes touchés par le VIH ont souligné que bien qu'ils arrivent à accéder aux services dans les grandes villes, l'accès au traitement du VIH demeure un problème grave pour eux. Les établissements dont ils dépendent pour le traitement n'ont parfois pas tous les médicaments en stock. Cela constitue une sérieuse entrave à une vie saine. Quelques personnes interrogées ont indiqué qu'elles vivaient dans de petits villages et ne pouvaient pas obtenir un traitement localement, en partie à cause de leur crainte de s'exposer et également en raison du fait que leurs services de santé locaux ne disposent pas de traitements du VIH, sauf des commandes faites pour des patients spécifiques. Les jeunes ont également indiqué qu'ils ne veulent pas que des voisins ou des personnes dans leurs villes et villages soient informées de leur maladie de peur d'être frappés d'ostracisme, de discrimination et de stigmatisation. Pour ces raisons, ils se rendent dans les villes les plus proches pour avoir des médicaments. Toutefois, les médicaments dont ils ont besoin ne sont pas toujours disponibles, même dans les villes.

Il est important de noter que les jeunes touchés par le VIH ont déclaré que bien qu'ils soient malades, ils ont foi en un avenir meilleur: tant qu'ils prendront leurs médicaments rigoureusement et qu'ils continueront à prendre soin de leurs problèmes de santé, ils sont convaincus qu'ils peuvent continuer à vivre une vie productive. Quelques uns ont exprimé leurs aspirations de se lancer en affaires, d'apprendre un nouveau métier, et d'améliorer leur situation économique.

Sur la base des entretiens réalisés auprès de divers acteurs, il ressort clairement que le Gouvernement du Sénégal s'est efforcé de fournir des services afin de réduire les comportements négatifs en offrant des services dans les centres décentralisés (*Centre Ado* et CDEPS) et en sensibilisant les jeunes sur les modes de vie sains. Pourtant, les jeunes et les acteurs interrogés pensent que ces services doivent être revus à la hausse, davantage décentralisés à l'extérieur de la capitale, et élargis afin de briser le cycle de la pauvreté, résorber le manque de ressources et de services, et combattre les comportements malsains.

*Un hôpital a été construit ici par le Président Diouf il y a quelques années, mais il n'a jamais été ouvert. Pourtant cet hôpital aurait pu être utile à de nombreuses personnes dans la localité, et même les habitants des villages voisins. Seulement voilà plus de dix ans que nous attendons l'ouverture de cet hôpital. On pourrait y affecter des médecins, des infirmières et même y former des professionnels de la santé.*

— Participant au focus groupe, Ziguinchor

Les acteurs du secteur public sont d'avis que l'accès aux services est très difficile. Ils ont également noté que, bien que leurs centres soient conçus pour faciliter l'accès des usagers aux services de santé, ils ne sont toujours pas en mesure de le faire en raison des restrictions budgétaires, du manque de personnel qualifié, et de l'insuffisance de personnel. Les entretiens avec le personnel CDEPS ont révélé que ceux-ci ne sont pas en mesure de mettre en œuvre tous leurs programmes en raison des contraintes citées. Par exemple, le CDEPS de Kédougou avait prévu d'utiliser une partie de son espace pour permettre aux jeunes de pratiquer leurs

activités sportives, mais ils n'ont ni l'espace, ni l'équipement de sport, ni un personnel suffisant pour superviser les jeunes.

## 2. Demande de Soins de Santé et de Services de Planification Familiale

Comme il fallait s'y attendre, les participants aux discussions de groupe dans toutes les régions ont noté que les jeunes ont des comportements à la fois positifs et négatifs en matière de planification familiale et de santé. **Le comportement dangereux** est principalement défini comme étant la consommation de cigarette, de marijuana et d'alcool, la prostitution et le crime (vol, agression), et les rapports sexuels non protégés. Les personnes interrogées ont établi une distinction entre les comportements à risque qui pourraient être évités

*Le tabagisme, l'alcoolisme, la drogue et les relations sexuelles non protégées sont des comportements nuisibles chez les jeunes.*

— Participant au focus groupe, Thiès

(par exemple le tabagisme, l'alcoolisme) et les conditions malsaines qui échappent à notre contrôle. La malnutrition et l'insalubrité dans le milieu d'habitation ont été considérées comme des conditions négatives qui conduisent à une vie non hygiénique.

**Les comportements positifs** cités sont notamment la participation aux activités sportives, le maintien d'un régime alimentaire sain, et les pratiques sexuelles sans risques.

Il est important de noter que les jeunes ont fortement perçu les comportements à risque comme étant les symptômes de la pauvreté. Selon les participants aux discussions de groupe, la pauvreté est un déterminant majeur dans la façon dont les jeunes se comportent. Par exemple, ils ont noté que les jeunes qui se prostituent le font parce qu'eux-mêmes et leurs familles sont très pauvres. De l'avis de bon nombre de personnes interrogées, il s'agit d'une façon facile et rapide de se faire de l'argent, mais ils préfèrent ne pas s'adonner à une telle activité. Les jeunes pensent que ceux qui fument, consomment la drogue, et/ou boivent l'alcool, le font pour fuir à leurs problèmes.

Pour les jeunes le rôle du Gouvernement dans la lutte contre les comportements négatifs consiste à agir comme un fournisseur de services sanitaires et d'informations et un pourvoyeur d'emplois aux jeunes. Les jeunes interrogés dans les cinq régions ont indiqué que la majorité de ceux qui se livrent à des comportements négatifs n'ont pas d'autre activité pour s'occuper. Encore une fois, la pauvreté est considérée comme la principale cause d'un tel comportement. Les acteurs de la société civile ont également cité les mêmes comportements négatifs que les participants aux discussions de groupe. Cependant à leur avis, les jeunes qui s'engagent dans des comportements négatifs ont besoin d'informations sur les modes de vie hygiéniques dès le bas âge. Ils estiment que le Gouvernement devrait mettre l'accent sur cet aspect dans le cadre de ses actions dans le secteur de la santé.

*C'est à cause du manque de ressources. En tant que jeune homme vous ne pouvez pas croiser les bras et regarder votre mère se démener pour vous nourrir. C'est la raison pour laquelle ces filles s'adonnent à la prostitution. Elles prennent la responsabilité de soutenir leur famille. Normalement les parents ne devraient pas accepter quelque chose de leurs enfants tant que cette chose est acquise par des voies peu recommandables, mais c'est à cause de la pauvreté que les filles tombent dans la prostitution.*

— Participant au focus groupe, Ziguinchor

En ce qui concerne **l'accès des jeunes aux services**, les participants ont fait remarquer qu'ils ont recours à ces services seulement lorsqu'ils en ont besoin. Généralement, c'est lorsqu'ils tombent malades ou lorsqu'ils ont un problème de santé que cela requiert une attention. Les jeunes ont observé qu'au Sénégal, la culture de l'examen médical de routine n'existe pas, sauf en cas de maladie. C'est parce que les ressources financières des familles ne permettent pas de faire des «bilans de santé», mais en général on ne consulte un médecin que lorsque la situation est désastreuse. Cependant, les jeunes interrogés dans tout le pays ont tenu à ce que des services adaptés à leurs besoins soient offerts aux jeunes. Cela inclut des informations sur le VIH / sida, la sensibilisation sur la SSR, la contraception, et comment éviter les problèmes de santé récurrents (par exemple, le paludisme et les maladies diarrhéiques). Selon les participants aux discussions de groupe, les cas

où les jeunes ne vont pas vers les services de santé sont en grande partie dus à la honte - en particulier lorsque les services sont relatifs à la contraception et à d'autres questions liées à la SSR. Les jeunes ont également noté que les filles qui tombent enceintes hors mariage éprouvent également de la gêne à aller vers ces services. Dans ces cas, elles pourraient se rabattre sur des services d'avortement dangereux partout où elles peuvent en trouver.

Le coût élevé reste l'un des principaux obstacles à l'accès des jeunes aux services disponibles. Les jeunes ont souligné que les médicaments et les services sont très tous coûteux, en particulier dans les régions éloignées de l'intérieur du pays telles que Kédougou et Tambacounda. Les jeunes interrogés ont fait remarquer qu'au regard du niveau élevé de pauvreté dans les régions, les parents éprouvent des difficultés pour payer des services de santé, surtout lorsqu'ils ne sont même pas en mesure de garantir trois repas par jour à leur famille. En raison du coût élevé des médicaments, il est d'autant plus difficile de traiter la maladie correctement et d'éviter les rechutes.

*Le mariage et l'école ne font pas bon ménage. Ça ne marche pas ici.*

— Participant au focus groupe,  
Tambacounda

Comme indiqué plus haut, les jeunes participants aux discussions de groupe ont affirmé que le **mariage précoce** est un problème grave. A Tambacounda et Kédougou, les jeunes ont affirmé que le mariage précoce est très répandu, en particulier dans les zones rurales et chez certaines ethnies comme les Peuls. À Saint-Louis et Thiès, le mariage et les **grossesses précoces** ont été cités comme des problèmes majeurs pour les jeunes femmes. Dans chacune des régions les jeunes ont à nouveau insisté sur la manière dont la pauvreté motive le mariage précoce dans de nombreux cas. Les normes culturelles et sociales ont également été citées comme principaux facteurs.

Selon les jeunes interrogés, de nombreuses familles ne peuvent pas se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école. Les garçons bénéficient le plus souvent d'un traitement de faveur, au détriment des filles, appelées à rester à la maison. Celles qui ne réussissent pas dans leurs études sont mariées très tôt. Selon les participants aux discussions de groupe, les jeunes filles victimes de mariage précoce ne peuvent pas retrouver le chemin de l'école en raison de nouvelles responsabilités domestiques, y compris la garde des enfants. Certaines participantes mariées précocement n'ont exprimé aucune frustration, tandis que d'autres pensent que le mariage précoce empêche les jeunes femmes de réaliser leurs ambitions et leurs rêves.

Une étude réalisée par le Centre international de recherche sur les femmes (ICRW) a souligné cette réalité pour les jeunes filles et a fait remarquer que les grossesses et les mariages précoces ont tendance à inhiber la formation continue et renforcent la pauvreté<sup>78</sup>. L'étude a révélé qu'une jeune fille issue des ménages les plus pauvres au Sénégal est plus de quatre fois plus susceptible de se marier avant l'âge de 18 ans qu'une jeune fille issue des ménages les plus riches. Par conséquent, davantage de jeunes femmes ont des enfants plus tôt, moins de filles sont scolarisées, et le progrès vers l'équité entre les sexes est lent.

## Principales Conclusions

- **L'accès aux services de santé est une préoccupation majeure pour les jeunes.** Le *Centre Ado* et le CDEPS ont été identifiés comme les fournisseurs de services les plus adaptés aux besoins des jeunes, bien qu'ils n'offrent pas de services de soins.
- L'anonymat est très important pour les jeunes, en particulier en ce qui concerne les informations sur les questions relatives à la SSR. Pour cette raison, le *Centre Ado* et le CDEPS se sont avérés être d'excellentes ressources pour les jeunes et sont fortement appréciés des jeunes.

- Les jeunes ont souligné que l'accès aux services de santé qui offrent des traitements est très limité dans les régions hors de Dakar. Richard-Toll, Kédougou, Tambacounda et les villages environnants et / les petites villes abritent très peu d'établissements et de services de santé.
- Pour les jeunes en situation à risque, l'accès physique aux services est une contrainte majeure, ainsi que l'accès au traitement des maladies (c.-à-d les ARV pour les jeunes touchés par le VIH), en particulier hors des grandes et petites villes.
- Les jeunes ont noté que la plupart des infrastructures de traitement sont concentrées à Dakar alors que les régions n'ont pas un personnel qualifié. Les jeunes ont également noté que les services fournis par les établissements locaux de santé ne sont pas en nombre suffisant pour répondre à leurs besoins en traitement, en médicaments, et en informations sur les questions de santé.

## SECTION 5: CITOYENNETE ET ENGAGEMENT

Après un aperçu des politiques de l'Etat visant à promouvoir la participation citoyenne des jeunes et de la paix dans le pays, la section 5 présente les opinions des jeunes dans les différentes régions sur le Gouvernement central et les collectivités locales, les processus politiques, la participation des jeunes dans la société civile, et comment ils se rapportent à leurs communautés et à leur pays dans son ensemble. La section B4 met en exergue le conflit en Casamance, les efforts du Gouvernement pour résoudre la crise, et comment les jeunes, le secteur privé, et d'autres acteurs envisagent l'avenir de la région. Selon le CC de YouthMap, cette section aborde les questions suivantes:

<u>QUESTIONS RELATIVES À L'OFFRE</u>	<u>QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE</u>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Existence d'institutions, structures du Gouvernement du Sénégal et non étatiques, de politiques de promotion de l'engagement et la participation des jeunes</li><li>• Existence d'interventions du Gouvernement du Sénégal et des OCB pour la promotion de la paix, la stabilité et de développement dans la région de Casamance</li><li>• Existence d'organisations civiques accessibles aux jeunes</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les préoccupations de la jeunesse liées à la gouvernance</li><li>• Le niveau d'engagement et d'intégration des jeunes dans la société</li><li>• Sources de la marginalisation et de la désaffection, les vecteurs de l'activité criminelle et de la violence, le potentiel de comportement destructif des jeunes</li><li>• Motivation et niveaux de participation civique des jeunes, l'instruction civique, le service communautaire</li><li>• Rôle de la jeunesse lors des prochaines élections</li><li>• Les préoccupations des jeunes liées au conflit en Casamance</li></ul>

### A. Citoyenneté et engagement au Sénégal: Aperçu des politiques et initiatives clés

#### 1. Vue d'ensemble des politiques de l'Etat

Le DSRP II 2006 comprend la promotion de la bonne gouvernance et de la primauté du droit dans le cadre des priorités du Sénégal pour la réduction de la pauvreté axées sur la croissance. Le DSRP fait référence à la stratégie du Gouvernement, énoncée dans le Programme National de Bonne Gouvernance (PNBG), qui vise à promouvoir la primauté du droit dans une société démocratique, ainsi que l'efficacité et la transparence dans la gestion économique et sociale. Le DSRP note que le Gouvernement du Sénégal a l'intention d'inculquer dans l'esprit de chaque citoyen les valeurs et les vertus d'une société démocratique, les vertus de la paix et la stabilité, et la valeur d'un environnement propice à la production et aux pratiques de gestion transparente dans les secteurs public et privé<sup>79</sup>.

Dans un effort pour promouvoir la bonne gouvernance, le Gouvernement du Sénégal a commencé à décentraliser les services de l'Etat en 1996, donnant aux administrations locales plus de pouvoir et d'autonomie dans la gestion du développement local. La réforme de 1996 accorde la priorité à la promotion de la bonne gouvernance, notamment la promotion de la démocratie locale, l'autonomie d'administration des collectivités locales, et la promotion du développement local. En théorie, les efforts de décentralisation sont destinés à accroître la participation de la population locale dans la prise de décision au niveau local. Cependant, ce n'est pas toujours le cas au Sénégal, au regard du rôle prépondérant que la politique nationale et les partis politiques jouent encore dans le développement<sup>80</sup> local. Cela a contribué à nuire à la participation<sup>81</sup> locale.

Le MJSL supervise plusieurs programmes destinés à la jeunesse axés sur l'accroissement de la participation citoyenne des jeunes. Un de ses principaux programmes est le programme National de Service Civique, créé en 1998, qui vise à former des citoyens « dédiés aux valeurs républicaines et ayant un niveau élevé de



civisme, le sens de la responsabilité, et qui sont engagés dans les travaux de construction du pays<sup>82</sup>. » Les participants doivent être de jeunes hommes et femmes prêts à travailler dans le programme durant deux ans, période pendant laquelle le Gouvernement leur fournit une allocation mensuelle et assure le remboursement<sup>83</sup> des frais médicaux. Les objectifs du programme national de service civique comprennent:

- La lutte contre le chômage des jeunes;
- Comblent l'écart dans les déficits en ressources humaines dans des secteurs ciblés;
- Améliorer les conditions de vie des jeunes;
- Permettre aux jeunes d'effectuer des travaux d'importance pour la collectivité;
- Promotion du sens du civisme chez les jeunes grâce à la formation civique et professionnelle.

Durant la première décennie du programme, le Gouvernement du Sénégal a affecté près de 4.000 jeunes volontaires à travers le pays pour travailler avec les ministères, les centres de santé, les écoles, et des ONG nationales dans le cadre d'une variété d'initiatives, notamment: l'appui à la gestion urbaine; l'appui aux travaux socio-éducatifs de la jeunesse; l'assainissement et la protection de l'environnement; l'appui à l'alphabetisation, à la santé communautaire à l'agriculture et le soutien de la protection civile<sup>84</sup>. Les plans futurs du Service Civique National comprennent la création d'un corps de volontaires pour les projets dans les domaines de la pêche et de l'environnement<sup>85</sup>.

Le Gouvernement sénégalais a également lancé le programme *Vacances Citoyennes* en 2000. Cette initiative a été créée par l'administration actuelle pour fournir une formation et une éducation civique aux jeunes. Les objectifs du camp de vacances sont les suivants:

- Promouvoir et renforcer le sens de la citoyenneté et de la responsabilité civique chez les jeunes par des actions concrètes et la formation;
- Accroître et soutenir l'engagement des jeunes pour la construction de la nation;
- Renforcer la solidarité nationale et le respect des valeurs fondatrices de la nation;
- Stimuler la communication entre les jeunes et d'autres composantes de la société sénégalaise;
- Promouvoir le bénévolat chez les jeunes;
- Créer des opportunités d'intégration économique et lutter contre la marginalisation des jeunes<sup>86</sup>.

Le Gouvernement du Sénégal est également engagé dans le processus de création d'un Parlement des Jeunes à l'Assemblée Nationale. En travaillant en étroite collaboration avec *l'Organisation Internationale de la Francophonie* et l'UNESCO, le Parlement des Jeunes est conçu pour permettre aux jeunes d'avoir leur mot à dire dans le processus décisionnel public. En Juillet 2010, le Président de l'Assemblée nationale sénégalaise a appelé à la mise en place d'un Parlement des Jeunes d'ici à la fin de l'année<sup>87</sup>. Au moment de cette étude, le Parlement des Jeunes n'avait pas encore été intégrée à l'Assemblée nationale.

## **2. Vue d'ensemble d'initiatives clés dans le secteur**

D'autres initiatives clés liées à la gouvernance et à la participation citoyenne incluent le programme décentralisation, gouvernance et transparence de l'USAID (2009-11) visant à promouvoir une meilleure gouvernance intégrée et plus efficace des affaires publiques et locales à travers un meilleur contrôle citoyen. Ses objectifs incluent: (i) développer l'intégrité des systèmes nationaux de sorte que le Gouvernement du Sénégal, la société civile et le secteur privé puissent travailler à l'éradication de la corruption; (ii) Collecter des informations pour faciliter les actions en faveur des populations sous-représentées, y compris les pauvres, femmes, les jeunes, et (iii) appuyer la décentralisation par la promotion de la bonne gouvernance locale pour assurer la transparence, la responsabilisation et l'intégrité au sein des communautés locales, dans le but de responsabiliser les élus locaux et les administrations locales et donner aux citoyens un droit de regard sur les questions de gouvernance locale.

La composante 2 du programme de l'USAID — *Organiser la contribution des acteurs non étatiques à la co-élaboration des politiques publiques* — appuie les études de base, les recensements et enquêtes, les

évaluations ciblées, et d'autres activités de collecte de données dans divers secteurs socio-économiques afin que les acteurs puissent prendre des mesures concertées. Les initiatives qui renforcent la position des populations pauvres, y compris les femmes et les jeunes, seront reconnues et prises en considération dans l'élaboration de stratégies de politique publique et les relations entre le Gouvernement du Sénégal et la société<sup>88</sup>.

## B. Résultats de l'évaluation en matière de Citoyenneté et d'engagement

### Profil des jeunes participants aux discussions de groupe

- **85% des jeunes de plus de 18 ans souhaitent s'inscrire pour voter**
- 64% des hommes jeunes à participer à des activités civiques
- 43% des jeunes femmes participent à des activités citoyennes
- 68% des personnes de 25 à 30 ans participent à des activités citoyennes

*Parmi ceux qui ne participent pas à des activités citoyennes:*

- 42% disent que c'est parce qu'ils n'ont pas « assez de temps »
- 22% disent qu'ils ne sont pas intéressés à participer
- 19% disent qu'ils n'ont « aucune opportunité » de participer

#### 1. Questions relatives à l'offre

Un grand nombre d'organisations de la société civile (OSC) sont actives dans toutes les régions du pays. Ces organisations comprennent des groupes religieux, des partis politiques, des associations communautaires ou de quartier, et des associations de jeunes. Bien entendu, le Gouvernement du Sénégal soutient et encourage ces activités. Parmi les groupes les plus répandus menant des activités en faveur des jeunes se trouvent des associations d'activités de vacances, qui ont passé de l'organisation d'activités sportives à court terme aux activités culturelles des groupes de jeunes durant toute l'année. Ces activités sont organisées et promues par le Gouvernement du Sénégal à travers le MJSL qui prévoit d'assurer le financement de ces activités. En dehors des mois de vacances, et d'autres groupes de jeunes et de la communauté organisent des activités comme le nettoyage de quartiers ou des campagnes de sensibilisation autour des questions de santé.

Les inspecteurs régionaux de jeunes et les CDEPS au niveau départemental ont exprimé un ferme engagement à travailler avec les jeunes et toute la population dans son ensemble. Parallèlement, les jeunes perçoivent l'appui que les autorités locales apportent à leurs associations. Toutefois, lors du passage en revue des programmes nationaux spécifiques tels que FNPJ ou d'autres services de santé et d'éducation, les jeunes ont souvent exprimé la perception qu'ils n'avaient pas pu expérimenter ces programmes de première main, ni eu l'occasion d'en tirer profit. Et un répondant de commenter: « *Le Gouvernement ? S'il offre des services aux jeunes d'ici, en tout cas nous n'avons rien vu.* »

Bien que les partis politiques reconnaissent l'importance de la jeunesse, très peu de programmes semblent être faits pour les jeunes en dehors des périodes électorales. Les jeunes ont rarement déclaré être impliqués ou intéressés par la politique en dehors des fois où ils sont recrutés pour travailler pour une campagne donnée. Même si les élections générales sont prévues l'année prochaine, les jeunes participant aux discussions de groupe ont affirmé que les politiciens n'avaient pas encore initié le dialogue avec les communautés ou les jeunes. Bien que le Gouvernement du Sénégal soit sur le point de mettre en place un Parlement des Jeunes pour encourager la participation des jeunes au processus politique, les jeunes participants aux discussions de groupe n'ont fait aucune mention de ce parlement par des jeunes.

Le secteur non étatique place les jeunes en tête de ses priorités. La plupart des ONG interrogées ont exprimé leur intérêt à travailler avec les jeunes et avaient généralement développé des programmes ciblant spécifiquement les jeunes. Comme il fallait s’y attendre, étant donné le grand nombre de jeunes dans le pays, aucun signe ne montre qu’ils sont conscients des défis auxquels les jeunes sénégalais font face. D’autres ONG ont fait de la participation accrue de la société civile leur objectif. Par exemple, une organisation à Kédougou s’est montrée active en octroyant plus de place aux communautés — pas les jeunes en particulier — à travers l’amélioration de leur accès à l’information.

## 2. Questions relatives à la demande

Dans l’ensemble, les jeunes interrogés ont montré un grand intérêt à participer à des groupes communautaires, et la plupart ont déclaré avoir été impliqués dans au moins un groupe. En participant à des groupes communautaires, les jeunes ont exprimé un sentiment d’appartenance à leur communauté et de partage d’expériences communes. Les jeunes ont expliqué que l’une des principales raisons qui les motive à se joindre à des groupes communautaires est d’avoir quelque chose d’autre à faire que d’être à la maison, à l’école, au travail ou à la recherche d’emploi. Les jeunes ont déclaré qu’ils s’engagent dans des activités où leurs amis sont également impliqués. La camaraderie est très importante pour les jeunes sénégalais, autant que les relations sociales, religieuses et les relations et la satisfaction personnelle. C’est la raison pour laquelle les confréries religieuses, ou *dahiras*<sup>89</sup>, ont gagné en popularité chez les jeunes au cours de la dernière décennie. Les confréries Mourides, Layenne, et Tidjanyya, entre autres, ont servi d’exutoire pour de nombreux jeunes et ont favorisé l’éveil et la satisfaction spirituels de la communauté. Le Gouvernement sénégalais a reconnu l’influence de ces groupes et s’est engagé auprès des confréries musulmanes à en étendre la portée. Les jeunes ont reconnu faire partie de différentes confréries ; ils estiment que leur participation à ces groupes est mue par des choix personnels plutôt que l’obligation de la communauté.

*Au Sénégal, c’est motivant et utile de faire partie d’une organisation.*

— Participant au focus groupe, Dakar

*C’est important de participer au développement de [notre] région — c’est ce qui compte.*

— Participant au focus groupe, Kédougou

Mis à part les groupes religieux et les confréries, les jeunes ont déclaré être engagés dans les associations estudiantines, sportives, culturelles, la Croix-Rouge, et une série d’ONG locales. Des groupes de jeunes se sont été engagés dans la lutte contre la pauvreté, dans le commerce, des activités sportives et culturelles, et dans la promotion de l’éducation civique. Les jeunes interrogés ont exprimé **un grand sentiment d’appartenance à leur communauté**. Dans les zones urbaines, les jeunes étaient souvent membres des associations de leurs quartiers ainsi que les associations d’« expatriés » de leurs régions d’origine.

En revanche, les jeunes des régions les plus reculées, notamment Kédougou, Tambacounda, Richard Toll et Ziguinchor, ont exprimé de différentes manières qu’ils ne faisaient pas partie du Sénégal. Encore une fois, il est important de noter la franche distinction faite par des jeunes entre *la communauté* et *le pays*. Bien que les jeunes hors de Dakar aient été clairs sur leur sentiment de ne pas faire partie du pays dans son ensemble, ils ont insisté sur leur désir d’améliorer leurs communautés et régions d’origine. Parmi ceux qui n’ont pas pris une part active figuraient des étudiants qui ont estimé ne pas avoir assez de temps; certains ont également cité le manque d’infrastructures et d’opportunités.

**La politique** reste la seule activité de la société civile que les jeunes ont généralement rejetée. Interrogés sur leur engagement politique, beaucoup ont laissé entendre que « la politique est sale » et qu’ils n’étaient pas intéressés, ou que s’impliquer dans la politique était un moyen d’améliorer leur sort, grâce à des retombées pécuniaires ou au réseautage. Dans l’ensemble, les jeunes semblent partager la conviction que seuls ceux d’entre eux politiquement engagés évoluent dans la société et / ou parviennent à trouver un emploi. L’écrasante majorité des jeunes pensent que les politiciens ont fait trop de promesses non tenues pour mériter leur confiance.

Les jeunes engagés dans la politique sont généralement actifs pendant les campagnes politiques. La majorité des répondants ont dit qu'ils éprouvent un intérêt personnel à participer dans les activités politiques. Une expression souvent entendue dans les discussions, en particulier dans le sud, a été: « **La politique, soit on s'implique, soit on la subit.** » Certains des avantages perçus étaient en nature, parce que les jeunes sont souvent payés pour participer aux campagnes. Les répondants ont expliqué que les politiciens paient les jeunes pour établir des listes de personnes vivant dans certains quartiers avec leurs numéros de carte d'identité. Un enseignant a expliqué qu'il était en mesure de faire des pressions pour faire embaucher certains de ses proches. Ces conclusions semblent être en phase avec quelques-unes des conclusions du rapport 2007 d'évaluation de la corruption au Sénégal appuyé par l'USAID, qui a révélé que beaucoup de personnes sont disposées à tolérer la grande corruption tant qu'elles sentent que les dirigeants politiques sont généreux dans le partage du gâteau<sup>90</sup>.

Une question communément exprimée par les participants aux discussions de groupe a été un sentiment de marginalisation dans le domaine politique:

- *Les politiciens ne tiennent pas compte de nos points de vue.* (Thiès)
- *Nous ne sommes pas impliqués. Nous nous sentons marginalisés, en particulier ceux d'entre nous qui ne sont pas des militants politiques.* (Saint-Louis)
- *Il faut avoir le bras long pour bénéficier d'une aide ou d'un service auprès des autorités municipales.* (Saint-Louis)
- *Les jeunes ayant des connaissances au pouvoir ... n'ont aucun problème pour réussir. Le chemin de la réussite leur est ouvert.* (Thiès)

Un groupe de discussion dédié aux jeunes hommes au chômage organisé à Kédougou a révélé qu'un certain nombre d'entre eux ont participé aux émeutes de Décembre 2008.<sup>91</sup> Les participants ont affirmé que les émeutes ont été principalement provoquées par le manque d'emplois et par un sentiment d'être des laissés pour compte par rapport à d'autres régions du pays. Ils ont noté que les émeutes ont en partie pour cause l'inertie du Gouvernement face aux précédentes requêtes et leurs exigences pour plus d'infrastructures de formation, et plus d'opportunités dans la région. Ces émeutes reflètent également la frustration des jeunes vis-à-vis du Gouvernement du Sénégal qui permet aux entreprises minières de recruter des employés d'autres régions et d'autres pays, et la frustration d'être dépouillés des emplois qui, selon eux, devaient revenir de droit aux jeunes de Kédougou plutôt qu'à d'autres.

**Malgré leur manque de confiance en les politiciens, la plupart des jeunes ont manifesté leur intention de voter.** Près de 80 pour cent des personnes interrogées (85 pour cent des jeunes âgés de plus de 18 ans) ont exprimé leur l'intention de s'inscrire pour voter lors des prochaines élections, même si ce n'était pas évident que la plupart d'entre eux aient compris le processus d'inscription. Beaucoup de jeunes ont exprimé leur intérêt pour le vote et comptent faire peser leur voix. Des commentaires récurrents comprennent: « *ne pas voter, c'est donner le pouvoir à une faible majorité, vous exclure de la vie publique, et accepter le régime actuel* », et « **Je vais voter pour faire peser ma voix.** » les participants ont été également bien conscients du pouvoir dont les jeunes sénégalais peuvent jouir lors des prochaines élections. Ils ont indiqué qu'il ne faut pas les négliger, parce qu'un grand nombre de jeunes sont en âge de voter et comptent bien exercer ce droit.

*La politique ne nous intéresse pas, même si nous exerçons notre droit de vote. Ils promettent beaucoup et font très peu de réalisation. Les politiciens et nous, c'est comme une voiture qui refuse de démarrer. Les politiciens étant le chauffeur, ils nous demandent de les pousser, et une fois que la voiture démarre, le chauffeur nous salue de loin et s'en va alors que nous le peuple nous restons ici.*

*J'ai perdu espoir; il y a trop de promesses non tenues.*

*Je ne voterai jamais parce qu'ils sont tous les mêmes. Ils nous font des promesses à longueur de journée, mais ils ne réalisent rien. Les politiciens au Sénégal, nous en avons marre.*

— Participants aux focus groupes,  
Saint-Louis

Un jeune employé dans le secteur formel a expliqué que bien qu'il n'est pas intéressé par la politique, il compte bien voter, car il paie maintenant des impôts. Un autre a parlé du vote comme un devoir civique, l'expression de son appartenance au pays. Dans d'autres cas, des jeunes voulaient s'impliquer dans la politique pour améliorer les conditions de leur quartier ou leur village, soulignant ainsi les avantages collectifs de l'engagement politique. Un jeune salarié a voulu sensibiliser la population sur les dangers de la déforestation en Casamance.

Il convient de noter que l'une des principales conclusions du récent audit du fichier électoral révèle un nombre de nouveaux électeurs potentiels estimé à 1.130.000 pour les prochaines élections qui ont moins de 18 ans aujourd'hui, mais **la plupart de ces nouveaux électeurs potentiels n'ont ni carte nationale d'identité et ni carte d'électeur**. Ce groupe clé représente près du quart du total des électeurs potentiels admissibles, qui pourraient, s'ils votent effectivement, avoir un impact significatif sur les résultats des élections.

### **3. Promotion de la paix en Casamance**

*« Ce que nous regrettons c'est le manque de volonté. L'écoute n'est pas considérée comme importante. Il n'y a personne capable de dialoguer avec les combattants du MFDC. Voilà 30 ans de situation de ni guerre, ni paix. Les négociations doivent avoir lieu non seulement au Sénégal, mais aussi en Gambie et en Guinée Bissau ».*

~Représentant d'une ONG à Ziguinchor

Le Gouvernement du Sénégal dirige le processus politique de paix dans la région de la Casamance. Les récents affrontements entre l'armée sénégalaise et les membres du Mouvement séparatiste des forces démocratiques de Casamance (MFDC) ont provoqué de nouveaux déplacements de populations depuis 2009 et empêché l'adoption de solutions à long terme pour des personnes déplacées internes (PDI). En 2010, le nombre total de déplacés en Casamance variait de quelque 10.000 à 40.000 personnes<sup>92</sup>. Les objectifs du DSRP-II incluent la promotion du rapatriement et la réinsertion des personnes déplacées. La mise en œuvre du programme de reconstruction de la Casamance est une priorité dans le DSRP à travers la création d'un Programme d'urgence (*Agence Nationale de Relance des Activités en Casamance, ANRAC*<sup>93</sup>).

Le Centre de suivi des déplacements internes souligne que le soutien du Gouvernement Sénégalais aux personnes déplacées a surtout été fait par le canal du Programme de Relance des activités économiques et sociales en Casamance (PRAESC), lancé en Juin 2001 avec le soutien des bailleurs et des agences humanitaires. Le PRAESC consiste en des opérations de déminage, de démobilisation des combattants, de reconstruction et de développement communautaire lié à la réinsertion, et à plus long terme des activités de développement durable. Il est destiné à soutenir le processus de paix et à promouvoir la cohésion sociale dans une stratégie plus large visant à atteindre les OMD.<sup>94</sup>



L'USAID/Sénégal a appuyé un certain nombre d'initiatives de promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance dans la région de la Casamance. Il s'agit notamment du Programme Paix et Gouvernance (PGP, 2010-14) visant à renforcer la démocratie, la bonne gouvernance et la réconciliation nationale, et du **Casamance Peace Education Project** (2006-11) visant à soutenir le processus de paix en encourageant les individus et les groupes à promouvoir la paix par le dialogue.<sup>95</sup> Les résultats attendus comprennent la promotion du processus de paix en Casamance, l'amélioration des conditions de vie des personnes touchées par le conflit, l'encouragement d'une participation plus efficace des principaux acteurs dans le processus de paix, et l'élaboration d'une stratégie pour une meilleure gestion de la paix à long terme mis en œuvre par le Gouvernement du Sénégal et le MFDC.<sup>96</sup>

Compte tenu de l'importance de l'autonomisation des citoyens actifs et engagés de façon positive, le PGP cherche à maximiser la participation des jeunes dans ses quatre composantes (voir l'encadré ci-contre) pour renforcer leur participation à la prise de décision en matière de gouvernance, de transparence et de responsabilisation, d'engagement citoyen, et de dialogue social pour la stabilité dans les régions touchées par les conflits. Le PGP encourage également les institutions publiques compétentes et les OSC à mettre l'accent sur l'implication des associations de jeunesse et des jeunes dans les activités telles que la formation afin de promouvoir et renforcer leur participation sociale, citoyenne et politique et leur leadership. Le PGP réussira cela à travers des activités mises en œuvre directement par le programme ainsi que par son programme de subventions et de soutien des organisations axées sur les jeunes. Le programme vise à accorder 20 pour cent des subventions à des activités axées sur les jeunes. Le PGP s'attend à un impact significatif sur la participation accrue des jeunes dans la gouvernance, l'engagement citoyen, et le dialogue social.

L'USAID a également dirigé le projet « Appui au processus de paix en Casamance » jusqu'en 2009. Les objectifs incluaient: le renforcement des capacités des principaux acteurs (la société civile, le Gouvernement du Sénégal et le MFDC) pour mener à bien un processus de paix, faciliter la participation effective de la société civile dans le processus de paix et aider le Gouvernement sénégalais et le MFDC à surmonter les obstacles aux négociations de paix. Le programme comprenait une variété d'outils destinés à faire avancer le processus de paix, notamment le dialogue, des ateliers de formation et d'assistance technique. Le projet a pris fin au moment de la reprise du conflit entre le MFDC et le Gouvernement du Sénégal. L'USAID a conclu que la prochaine étape devrait être de renouveler l'intérêt du Gouvernement du Sénégal en participant à la formation du projet, soulignant que la reprise du conflit peut avoir donné une nouvelle impulsion au changement de son approche, et à la volonté de bénéficier de l'expertise des spécialistes en analyse de conflits, en médiation, et négociations.<sup>97</sup>

#### **Intervention stratégique du PGP en faveur des jeunes:**

1. La composante **Transparence et Responsabilisation** garantit la participation des associations de jeunesse et des jeunes dans les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer axées sur la transparence, la responsabilisation et la lutte contre la corruption.
2. La composante **Décentralisation budgétaire et Gouvernance Locale** implique les organisations de jeunesse dans les évaluations de la gouvernance et dans les plans d'action au niveau local. Les associations de jeunesse et les jeunes élus participeront à l'évaluation, la formation et les activités de suivi.
3. La composante **Processus Electoral** propose une formation en leadership pour les jeunes dans les partis politiques, implique de jeunes animateurs et les organisations de jeunesse dans l'éducation civique, et soutient une campagne nationale pour encourager les jeunes à s'inscrire pour avoir leur cartes d'identité et d'électeurs.
4. La composante **Dialogue pour la Stabilité en Casamance** permettra d'identifier les organisations axées sur les jeunes et d'assurer leur participation au lancement du dialogue social pour réduire les conflits et promouvoir la stabilité, ainsi que dans la mise en œuvre du plan d'action régional pour le dialogue et la stabilité.



*S'ils voulaient vraiment la paix, ils l'auraient obtenue depuis longtemps. Mais je voudrais dire haut et fort que le Gouvernement ne veut pas la paix. Les autorités s'enrichissent de l'aide internationale, et à l'avènement de la paix, il n'y aura pas plus d'aide. Une question qu'il faut se poser c'est de se demander si les personnes chargées de travailler à la restauration de la paix sont réellement efficaces et si elles y travaillent réellement.*

*Nous avons besoin de la paix pour vaquer à nos affaires. Ici, l'agriculture est notre activité principale. Il y a certainement un besoin d'aide matérielle, mais nous avons besoin de la paix avant tout.*

— Participants aux focus groupes,  
Ziguinchor

D'autres interventions comprennent un programme de la GTZ<sup>98</sup> pour la promotion du développement économique et social et la paix en Casamance. En termes de résultats, la GTZ note que malgré quelques revers politiques, le nombre croissant d'initiatives de paix de la part de la population a permis une certaine stabilité, et les mécanismes mis en œuvre pour résoudre les conflits dans de nombreux cas ont empêché l'escalade de la violence. Le GTZ souligne également que sur plus de 50.000 réfugiés et personnes déplacées, plus de 60 pour cent sont depuis retournés chez eux.<sup>99</sup> Enfin, l'UNICEF a présenté l'Initiative *Jokko*<sup>100</sup> en collaboration avec Tostan (ONG d'Afrique de l'Ouest qui met en œuvre des programmes de promotion des droits humains basée sur la responsabilisation des communautés), qui vise à davantage faire entendre la voix et accroître l'influence des groupes des jeunes et des marginalisés dans le processus décisionnel<sup>101</sup> de la collectivité. L'UNICEF promeut également les opinions des jeunes en apportant son appui au développement du Parlement des jeunes et aux émissions des radios communautaires locales animées par les adolescents.<sup>102</sup>

**Le sentiment qui prévaut, en Casamance, à la fois chez les jeunes et les acteurs, c'est que les négociations de paix ne progressent pas.** Les répondants se demandent s'il existe la volonté politique nécessaire de restaurer la paix, se référant souvent aux bénéfices du trafic de drogue comme une preuve de connivence de haut niveau. Le secteur privé a particulièrement déploré la situation parce qu'elle crée des obstacles à l'investissement et augmente le coût de faire des affaires. Les jeunes ont noté que les usines et les hôtels ont fermé, entraînant moins d'opportunités d'emploi. Malgré les défis de l'éducation et de l'emploi dans la région, les jeunes placent souvent la paix en tête des priorités de la région, car surtout animés d'une ferme conviction que la paix conduira à une meilleure situation globale.

## Principales Conclusions

**Malgré la croyance populaire selon laquelle les jeunes ne s'intéressent pas à la société civile et au service communautaire, la citoyenneté est très importante pour les jeunes au Sénégal.** Toutefois, les jeunes ont indiqué que dans le cadre de leurs activités ordinaires, ils ne veulent pas collaborer avec des politiciens ou des membres de partis politiques, qui sont considérés comme étant peu fiables. Les jeunes ont indiqué qu'ils sont souvent manipulés ou utilisés par les partis politiques, en particulier pendant les campagnes électorales. D'autres conclusions clés sur la citoyenneté et l'engagement des jeunes étaient les suivantes:

- Malgré la méfiance des hommes politiques, la majorité des participants aux discussions de groupe ont bien l'intention de voter aux prochaines élections.
- Les jeunes ont souligné la nécessité de développer leurs villes et les régions comme étant plus importante pour eux que le développement au niveau national. Bien que de nombreux jeunes ont exprimé leur fierté d'être sénégalais, la plupart des jeunes considèrent que contribuer au développement de leurs communautés et régions est le plus important.
- La majorité des participants aux discussions de groupe sont impliqués dans une forme d'engagement citoyen allant des activités communautaires, sportives aux groupes sociaux, culturels et religieux, au bénévolat, aux associations scolaires.

- Les jeunes disent qu'ils rejoignent des groupes afin d'avoir quelque chose à faire, en plus d'être à la maison, à l'école, ou (dans certains cas) au travail. Ces activités offrent un cadre par lequel les jeunes peuvent communiquer avec leurs pairs.
- Selon les jeunes interrogés, les objectifs du DSRP de promouvoir les valeurs de la société démocratique auprès de tous les citoyens n'ont pas encore été réalisées. Un sujet récurrent a été que le Gouvernement ne fait pas d'efforts pour mobiliser les jeunes, mais plutôt, il dissuade les jeunes de participer au processus politique. Des événements qui ont eu lieu ces dernières années, tels que les émeutes de Kédougou, sont un témoignage du risque d'explosion de violence. Comme les discussions de groupe ont eu lieu pendant le déroulement des événements en Tunisie et en Egypte, il y avait des références occasionnelles à la possibilité de futurs soulèvements populaires au Sénégal.

## SECTION 6: JEUNES A RISQUE

Cette section donne un aperçu des politiques et des initiatives actuelles du Gouvernement axées sur les jeunes à risque au Sénégal, et présente des facteurs de risque et les caractéristiques des cohortes de jeunes à risque. Elle présente l'évaluation résultats des services offerts aux jeunes à risque et les points de vue des jeunes sur leurs besoins et leurs priorités. Selon le CC de *YouthMap*, les questions suivantes sont abordées:

<u>QUESTIONS RELATIVES A L'OFFRE</u>	<u>QUESTIONS RELATIVES A LA DEMANDE</u>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Les approches et des programmes efficaces pour répondre aux besoins des jeunes à risque</li><li>• Les structures actuelles du Gouvernement du Sénégal, des politiques et des programmes pour soutenir les jeunes et de leur efficacité et les leçons apprises</li><li>• Efficacité et leçons apprises des activités existantes des bailleurs de fonds / ONG / OSC destinées aux jeunes</li><li>• Les interventions ciblant les jeunes victimes du trafic d'êtres humains</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les priorités, les ambitions et les frustrations des jeunes</li><li>• Caractéristiques des différentes cohortes de jeunes à risque (y compris les jeunes non scolarisés, les jeunes engagés dans le trafic), les facteurs contributifs qui les exposent aux risques</li><li>• Les besoins des jeunes en zones post conflit / zones actuelles en conflit et ceux victimes de traumatisme</li></ul>

### A. Résumé des politiques, priorités, et activités du Gouvernement du Sénégal relatives aux jeunes à risque

Dans le contexte sénégalais, beaucoup de gens associent le terme «jeunes à risque» aux adolescents vivant dans les quartiers pauvres de la banlieue ou aux jeunes vivant dans les zones rurales, issus de familles extrêmement pauvres. Le représentant du Ministère de la Justice interrogé au sujet des jeunes à risque les a identifiés comme étant « Les jeunes en danger moral ou physique et les jeunes en conflit avec la loi. »<sup>103</sup> Plus précisément, le profil des jeunes à risque défini par le Gouvernement comprend les catégories suivantes de jeunes de moins de 18 ans:

- Les jeunes dans les familles à conflits;
- Les enfants mendians ou les victimes d'exploitation économique, tels que:
  - Les enfants dont les parents les envoient pour mendier et travailler dans le marché, ou dans les ménages des autres;
  - les enfants pêcheurs<sup>104</sup>;
  - Les enfants qui ont été poussés à quitter l'école pour travailler dans les champs;
- Les enfants de la rue;
- Les enfants ayant abandonné l'école;
- Les enfants et les jeunes en conflit avec la loi;
- Les jeunes filles victimes de viol.

En réponse, le Gouvernement du Sénégal a mis en place plusieurs mécanismes pour aider les jeunes à risque. Le Ministère de la Justice supervise et fournit des services publics par le biais du Département de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale (DESPS). Le DESPS est un service de protection juridique ayant des responsabilités éducatives et sociales « pour toutes les questions relatives à la protection, la réadaptation et la réinsertion des enfants et des jeunes (0 à 21 ans) » qui sont considérés comme des jeunes à risque. Sa mission comprend: la participation à des activités relatives à la protection de la jeunesse, l'organisation et la mise en œuvre des programmes liés à la prévention et la réinsertion sociale et familiale des enfants, des jeunes et des familles, et le suivi des travaux des associations privées qui offrent des services<sup>105</sup> similaires. En 2007, le

Gouvernement du Sénégal a créé un organe de coordination des ministères, de la société civile, des groupes religieux, et des bailleurs pour aider à résoudre le problème des enfants de la rue, y compris les *talibés* ; ce Partenariat pour le Retrait et la Réinsertion des Enfants de la Rue (PARRER) met l'accent sur la prévention et la mobilisation sociale pour aider les enfants de la rue et les jeunes défavorisés.<sup>106</sup>

Les jeunes en conflit avec la loi sont un autre groupe à risque ciblé par le Gouvernement du Sénégal. Le DSRP II note que les individus qui sont arrêtés sont pour la plupart jeunes, et des statistiques de la justice indiquent un taux de criminalité d'environ deux pour cent, une augmentation rapide des infractions, et une forte présence de jeunes parmi la population carcérale.<sup>107</sup> En ce qui concerne les conditions de vie dans les centres pénitentiaires et les prisons, en 2009 le Département d'Etat américain s'est rendu compte que les règlements portant sur la séparation des détenus n'étaient pas toujours appliqués, les prévenus étaient parfois détenus avec les condamnés, les mineurs parfois détenus avec des adultes, et les prisonniers étaient victimes d'agressions sexuelles.<sup>108</sup>

Le trafic des êtres humains — en particulier des enfants — est aussi devenu un problème<sup>109</sup> grave. Selon le Département d'Etat américain,

Le Sénégal est un pays d'émission, de transit, et de destination pour les enfants et les femmes victimes de la traite des personnes, en particulier le travail forcé, la mendicité forcée, et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Il n'y a pas de statistiques fiables qui présentent l'ampleur du trafic des êtres humains au Sénégal. L'UNICEF estime que 100.000 enfants, dont la plupart sont des *talibés*, sont forcés de mendier, et que, à Dakar seulement, il y a 8.000 de ces enfants qui mendient dans les rues. En outre, les garçons et filles sénégalais sont soumis à la servitude domestique involontaire, le travail forcé dans les mines d'or, et l'exploitation sexuelle commerciale. Le trafic est plus répandu à l'intérieur du pays qu'à l'échelle transnationale, bien que les enfants des pays voisins figurent parmi les enfants victimes de la mendicité forcée et autres formes de travail forcé au Sénégal .... Le Gouvernement du Sénégal ne respecte pas pleinement les normes minimales pour l'élimination de la traite des êtres humains, mais il fait des efforts importants pour y parvenir, malgré des ressources limitées. Le Gouvernement a poursuivi son engagement ferme à fournir des toits, des services de réhabilitation et de réinsertion aux petits *talibés*. En dépit de ces efforts globaux importants, le Gouvernement n'a cependant pas suffisamment pris en compte d'autres formes de traite des êtres humains à travers l'adoption des mesures de répression, l'apport de soins aux victimes, ou la sensibilisation du public.<sup>110</sup>

Le Département d'Etat a également observé que des jeunes filles ont été transportées des villages dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaolack, Thiès et Ziguinchor vers les centres urbains pour travailler comme employés domestiques mineurs. Les jeunes filles et jeunes garçons espèrent par la prostitution soutenir leurs familles pauvres pour la plupart.<sup>111</sup>

Pour apporter des réponses aux questions de la traite des êtres humains, le Gouvernement du Sénégal a créé un groupe interinstitutionnel sous la tutelle du Ministère de la Justice qui comprend des représentants de la Commission des droits de l'homme, du Ministère de la Famille, du Ministère de l'Intérieur, et un conseiller du Président sur l'enfance. Depuis 2003, le Ministère de la Famille a ouvert le Centre Ginddi à Dakar pour fournir une assistance nutritionnelle, médicale, et d'autres aux victimes de la traite des enfants. Le Centre accueille également des enfants originaires de la Gambie, du Mali, de la Guinée-Bissau et de la Guinée avant leur rapatriement.<sup>112</sup>

Bien que le Gouvernement du Sénégal ait mis en place un certain nombre de programmes, de politiques et initiatives visant à cibler les jeunes à risque, il y a encore des dysfonctionnements dans les services et la protection de ce groupe. Une étude de Human Rights Watch (HRW) révèle que le Gouvernement du Sénégal a failli à sa responsabilité de protéger les dizaines de milliers de *talibés*, par exemple, qui vivent souvent dans le dénuement total et qui sont victimes d'abus physiques et psychologiques de la part des marabouts

(personnes avec lesquelles les enfants et les jeunes vivent jusqu'à ce qu'ils terminent leurs études coraniques).<sup>113</sup> L'étude explique que les *talibés* dans les *daaras* urbains sont généralement originaires des régions rurales les plus pauvres du Sénégal et de la Guinée-Bissau et voyagent à la recherche de meilleures opportunités d'éducation.<sup>114</sup>

Les jeunes sénégalais sont aussi particulièrement vulnérables à l'alcool et aux drogues, en particulier le *guinze* (inhalation de diluant industriel pour se mettre dans un état d'euphorie).<sup>115</sup> HRW souligne que sur plus de 15 jeunes vivant dans la rue à un endroit proche du centre ville de Dakar, tous les jeunes, à l'exception d'un seul, sont visiblement sous l'emprise du *guinze*. Ceux qui consomment cette drogue deviennent souvent violents, se battent les uns contre les autres avec des tessons de bouteilles et provoquent souvent des graves blessures.<sup>116</sup> Dans le DSRP II, le Gouvernement du Sénégal entend lutter contre la consommation des drogues et de tabac par des programmes de prise en charge des jeunes toxicomanes et de formation professionnelle pour les jeunes<sup>117</sup>.

Alors que les politiques et les lois relatives aux jeunes à risque sont traités par le Ministère de la justice en raison de la sensibilité et de la complexité des questions légales concernant ce groupe, le Gouvernement du Sénégal a également pris des dispositions par le biais du MJSL, pour cibler les jeunes à risque. Chacun de ces programmes — y compris l'ANEJ, le FNPI, le CDEPS, et *le Centre Ado* — cible les jeunes à risque, et vise à élaborer des programmes, fournir des informations, des services, et des opportunités telles que les prêts et la formation.

## B. Résultats de l'évaluation des jeunes à risque

### 1. Profil des jeunes à risque au Sénégal

Les cohortes de jeunes à risque qui ont été interviewés dans le cadre de cette évaluation comprennent :

- Les jeunes non scolarisés et les enfants de la rue qui ont fui les *daaras* mal équipés pour poursuivre soit des études ou mener des activités génératrices de revenus, et se retrouvent dans les refuges et les écoles informelles qui leurs offrent des cours, le logement et la nourriture;
- Les déscolarisés qui sont passés entre les mailles du filet du système éducatif et qui se retrouvent avec peu d'options pour poursuivre leurs études (13-18 ans), y compris ceux qui n'ont jamais appris à lire et écrire;
- Les *talibés* (principalement les jeunes garçons qui passent la majorité de la journée à mendier pour leur propre survie et pour l'entretien de leurs maîtres coraniques);
- Les jeunes touchés par les conflits dans la région de la Casamance;
- Les jeunes en conflit avec la loi;
- Les jeunes handicapés;
- Les mères adolescentes et les jeunes engagés dans la prostitution;
- Les jeunes touchés par le VIH / SIDA.

**Les informateurs clés ont déclaré que la plupart des jeunes qui grandissent au Sénégal sont « des jeunes à risque » dans un certain sens.** De nombreux jeunes vivent dans des situations précaires et leur avenir est en péril. Les acteurs de la société civile ont relevé plusieurs facteurs qui expliquent que les jeunes Sénégalais subissent plus de stress que jamais: la détérioration des conditions de vie, l'insécurité dans certaines régions, une dégradation des valeurs et une remise en cause des rôles sociaux. Ces dernières années, cela s'est traduit par une augmentation de l'immigration clandestine mettant en scène des jeunes qui s'entassent sur de

*Je pense que là où il ya la guerre, les jeunes sont obligés de s'engager dans certaines pratiques. Parfois vous voyez des jeunes qui commettent des crimes et vous dites que ce sont des rebelles. Ils n'ont rien à faire, rien à manger, alors ils dépouillent les gens de leurs biens. Si vous trouvez un jeune qui vend de la drogue et que vous lui posez la question, il vous dira qu'il n'a pas de métier et qu'il a besoin d'argent.*

— Participant au focus groupe,  
Ziguinchor

petites embarcations de fortune pour rejoindre les îles Canaries et l'Europe. Les participants aux DG ont soutenu que ces pratiques constituent un acte de dernier recours pour ces jeunes désespérés qui quittent le pays en quête de travail et de moyens pour soutenir leurs familles.

Les personnes interrogées ont souligné que les jeunes se battent contre le stress de la vie, c'est à dire qu'ils s'occupent d'eux-mêmes et nourrissent l'espoir d'un avenir meilleur. Généralement issus de foyers monoparentaux ou de familles brisées, ils sont souvent livrés à eux-mêmes et sont plus susceptibles de rechercher un soulagement dans la drogue et l'alcool. Ils sont également plus susceptibles d'être impliqués dans la violence et/ou dans les activités criminelles ou dans la débauche sexuelle à un âge précoce. Les jeunes participants aux discussions de groupe ont déclaré que ces types de comportements leur permettent principalement d'échapper aux problèmes quotidiens. Les jeunes se sentent également pris au piège de la marginalisation, c'est-à-dire exclus de la communauté, privés de leurs droits d'accès aux soins de santé de base, à l'éducation, à la formation, et à l'emploi décent, et ils estiment qu'ils sont privés de leurs droits en tant que citoyens.

Sur la base des entretiens d'évaluation, deux grandes catégories de «jeunes à risque» ont été identifiées: les jeunes dans la rue et parmi les jeunes dans les maisons.

### *Les jeunes dans la rue*

*« Les jeunes dans la rue, ils sont abandonnés. »*

*~Représentant d'une ONG à Dakar*

Selon les personnes interrogées, les jeunes de la rue sont les plus vulnérables parce qu'ils n'ont pas accès à l'éducation ou la formation, ni aux services de santé de base, ou à un emploi décent. Ils sont victimes de l'exploitation économique, de la violence physique, d'abus sexuels, et exposés à la petite délinquance et à la criminalité, et exécutent les pires formes de travail. Ils vivent également en dehors de leurs communautés et ne sont pas considérés comme des citoyens. Les jeunes qui n'ont pas été scolarisés ou qui ont abandonné l'école essayent de gagner leur vie par:

- des activités précaires ou peu informelles: Ceci peut inclure l'apprentissage (mécaniciens, menuisiers, artisans, etc.), et le commerce ambulancier (les vendeurs à la sauvette, laveurs de voitures, cireurs de chaussures, parmi lesquels on retrouve beaucoup d'anciens *talibés*).
- La mendicité: Les handicapés, *les talibés*, et ceux issus de familles très pauvres (les orphelins, les enfants des mendiants, les enfants des villages de lépreux, des banlieues, ceux issus de familles éclatées, etc.) tombent souvent dans cette catégorie.
- des moyens illégaux: Cela comprend la prostitution (pour les jeunes de moins de 18), les trafiquants de drogue, les trafiquants d'êtres humains, les « Guinz-men » (toxicomanes) qui volent pour survivre, et les « Fakh-men » qui vivent dans la rue, consomment souvent la drogue, et qui sont exclus de la société. Ce sont souvent des adolescents qui ont fui leur maison familiale ou l'école coranique (par exemple, en raison de l'extrême pauvreté de leurs parents, de mauvais traitements physiques ou psychologiques par leur tuteur, de conflits armés).

*Il y a des enfants qui travaillent dans des ateliers (par exemple, mécanique, menuiserie), mais leur place devrait être à l'école, et pas dans un atelier. Ils font des travaux qui sont au delà de leur force physique et morale. Par exemple, un enfant ne devrait pas écouter les conversations entre des jeunes de 25 ans dans un atelier.*

*Aujourd'hui nous constatons un trop grand nombre de jeunes filles qui abandonnent l'école, et qui s'adonnent également à la prostitution illégale pour gagner leur vie.*

— Participants aux focus groupes



Les acteurs et les participants aux discussions de groupe ont tous identifié les *Talibés* comme étant une classe de jeunes grandement à risque. Malgré les efforts déployés par les ONG et les agences gouvernementales pour résoudre le problème des *talibés*, ce phénomène social se poursuit et pourrait même s'aggraver selon les prévisions de certaines organisations humanitaires telles que *Samu Social Sénégal*, basé à Dakar.

Les ONG interrogées (en particulier à Saint-Louis, Dakar et Mbour) ont noté que la quasi-totalité de ces jeunes sont très susceptibles de tomber dans la consommation abusive de drogues étant donné les problèmes quotidiens liés à la vie dans les rues. Ces jeunes font face à de nombreux types de stress, y compris la malnutrition, la violence de leurs pairs, le manque d'hygiène de vie, et l'incertitude liée à la précarité de leur statut social.

### *Les jeunes à risque dans les maisons*

Les jeunes à risque dans les maisons sont un groupe discret. Selon les acteurs interrogés, ces jeunes sont très souvent victimes de frustrations et se sentent « muselés », et par conséquent il est difficile de leur permettre de s'exprimer. Ils comprennent:

- Les « Mbin-daan »<sup>118</sup> ou les jeunes employés domestiques. Ce sont des jeunes issus des zones rurales très pauvres, forcés de travailler pour s'occuper d'eux-mêmes et pour soutenir leurs parents (qui restent dans le village sans revenu). Ils sont parfois exposés à la violence et peuvent travailler plus de 10 heures par jour sans interruption et sans assurance maladie. Ils effectuent souvent des tâches très difficiles et acceptent leur situation d'exclus de la communauté.
- Les déscolarisés. Sans perspectives de réussite dans la vie, sans qualification et sans ressources, ni de possibilités de faire des affaires ou d'émigrer, les jeunes déscolarisés sont « en attente d'un miracle », comme l'a dit l'un des jeunes chômeurs interrogés à Richard-Toll. L'inactivité expose ce groupe de jeunes à risque à diverses formes de comportements déviants, comme l'a indiqué un des informateurs clés. Ils représentent une grande proportion de jeunes au Sénégal.
- Les personnes déplacées et les victimes de la crise casamançaise. Ces jeunes se trouvent principalement dans les zones urbaines, après avoir fui leurs villages en proie au conflit. Depuis des décennies, les jeunes ont connu une instabilité dans leurs villages et dans leur cursus scolaire, et vivent dans la crainte constante d'être des victimes de la violence et des mines anti-personnelles. Un certain nombre de jeunes déplacés internes trouvent refuge chez de proches parents dans d'autres villages et villes. Les jeunes touchés par le conflit en Casamance ont affirmé que ceux qui n'ont pas de famille dans d'autres villes et villages cherchent refuge auprès de la famille des employeurs et/ou partagent un appartement avec d'autres jeunes du même village ou de villages voisins. Ces jeunes souffrent de traumatismes en raison de leur séparation de leur famille et pour avoir été témoins de violence, ce qui les rend encore plus vulnérables.

*Les jeunes qui sont dans la brousse (dans la rébellion) sont les plus vulnérables. Ils doivent être réintégrés. Il n'y a aucune autre organisation travaillant sur ce sujet. Puis il y a ceux qui ont quitté l'école et qui sont encore à la recherche d'emplois ou d'une deuxième chance.*

— Un acteur de la société civile,  
Ziguinchor

Parmi les groupes ci-dessus décrits, les *talibés*, les jeunes des zones de conflit, les filles et les jeunes handicapés étaient considérés comme des victimes passives qui n'ont aucun contrôle sur leurs sorts et qui ne sont pas ou ne peuvent pas être maître de leurs situations.

## 2. Questions relatives à l'offre

*« En allant vers les familles vulnérables, nous tendons la main aux enfants vulnérables. Les activités génératrices de revenus sont créées pour les familles afin qu'elles gardent leurs enfants à la maison et leur évitent de commencer les travaux domestiques ou de mendier. En contrepartie de l'aide financière nous leur fournissons, les familles doivent s'occuper d'un «talibé» et garder leurs enfants à l'école.*

*Malheureusement, aujourd'hui des milliers de jeunes au Sénégal sont des jeunes à risque. Ils peuvent se retrouver dans des gangs armés, consommer la drogue, fuguer des familles, abandonner les études, être des toxicomanes et des alcooliques, ou avoir des ennuis avec la police. »*

~ Acteur du secteur public, Saint-Louis

Ci-dessous des entités étatiques gérées par Ministère de la Justice qui fournissent des services aux jeunes à risque :

- AEMO (Action Educative en Milieu Ouvert). Les Services de l'AEMO sont basés dans chaque tribunal de grande instance et des tribunaux départementaux. Les Services de l'AEMO assurent l'accueil, l'observation, de rééducation, et la médiation des mineurs (moins de 18 ans) et des jeunes (18-21ans).
- Les CAS Les Centres d'Adaptation Sociale. Les CAS sont des écoles de réforme qui accueillent les mineurs placés par le tribunal après un séjour carcéral, ou dans une famille d'accueil dans *un centre de Sauvegarde, un centre polyvalent* ou dans un service d'AEMO. Les CAS assurent la rééducation des mineurs à l'aide d'un ensemble de techniques psycho-éducatifs.
- Les Centres de Sauvegarde (protection). Ces centres s'occupent des mineurs dans le cadre des mesures de prévention à plus grande échelle ou en réponse à une décision de justice concernant les mineurs en conflit avec la loi ou en danger moral. Les enfants placés dans ces organisations y séjournent comme « demi-pensionnaires. »
- Les centres polyvalents. Ces centres multidisciplinaires sont une combinaison de CAS, de Centres de Sauvegarde, et de services d'AEMO. Ils accueillent les mineurs soit dans le cadre des mesures de prévention plus large ou suite à un jugement du tribunal au sujet d'un jeune qui a commis une infraction ou qui est identifié comme étant en danger moral.

*Aujourd'hui beaucoup de jeunes sont en déperdition à cause de la pauvreté et le manque de structures pour les aider. Le gouvernement doit chercher à connaître davantage les problèmes des jeunes pour mieux les aider. J'en connais qui ont étudié, mais cela ne les empêche pas d'être sans emploi aujourd'hui. Nous avons besoin de mieux communiquer avec les jeunes pour leur prêter une oreille attentive. Nous devons aussi les encadrer et les sensibiliser, surtout sur le tabagisme et la sexualité.*

— Participant au focus groupe,  
Tambacounda

L'évaluation a révélé que les services offerts aux jeunes à risque ont été principalement fournis par des organisations non-gouvernementales. Les informateurs clés ont fourni des détails sur les services offerts aux jeunes à risque ainsi que leurs approches pour prendre en charge ces cohortes. L'évaluation a révélé un certain nombre d'organisations qui tentent d'aider les jeunes à risque, offrant essentiellement des services par le biais de divers programmes de « seconde chance ».

Les ONG telles que ACAPES, ENDA, *Fondation Barcelona*, *le Centre des Handicapés (Mbour)*, DAARA (Malika), Handicap International, et d'autres offrent de nombreuses opportunités aux jeunes à risque de

retourner à l'école, bénéficier d'une formation, ou d'apprendre un métier. Beaucoup de ces organisations, interviewées dans le cadre de cette évaluation, soutiennent le plaidoyer pour la protection des jeunes à risque et offrent des services pour les aider à améliorer leurs conditions de vie. Des ONG telles que *Avenir de l'Enfant*, *Village Pilote*, *Samu Social Sénégal*, et *La Lumière* travaillent en étroite collaboration avec les *talibés*, par exemple, afin de les sortir de la rue et leur fournir un toit, l'éducation et une formation pour leur permettre d'entrer dans le marché du travail.

Il existe également des organisations du secteur privé, tels que *Sope Serigne Fallou* (Thiès) et *Mina Production* (Saint - Louis), qui offrent une seconde chance aux jeunes. Ces organisations peuvent accueillir des jeunes qui ont abandonné ou n'ont jamais été à l'école et leur fournir du travail pour leur permettre d'acquérir de l'expérience et de gagner décemment leur vie.

Malgré ces initiatives du Gouvernement Sénégalais et ses partenaires, l'offre est bien inférieure à la demande en termes de prévention et d'appui à la réinsertion des jeunes à risque — surtout compte tenu du grand nombre d'enfants de la rue au Sénégal.<sup>119</sup> Les acteurs et les participants aux discussions de groupe ont tous déclaré que l'intensification des mesures de protection des jeunes à risque devrait constituer une urgence pour le Gouvernement du Sénégal.

Les participants aux discussions de groupe croient qu'ils sont laissés pour compte, que leur avenir et leurs besoins ne font pas partie des priorités du Gouvernement, et que les fonds et les aides des bailleurs de ne leur parviennent pas comme il se doit. **Ils ont également noté que les jeunes à risque n'ont pas accès à l'information et n'ont aucune connaissance des mesures en place pour les aider.** En tant que tel, les jeunes à risque ne peuvent pas évaluer objectivement la qualité des services mis à leur disposition car ils les connaissent mal. Bien qu'il existe un certain nombre d'initiatives en place pour les jeunes, les personnes interrogées n'étaient pas au fait de ces initiatives et n'en ont pas fait cas. Cette méconnaissance indique que, malgré les initiatives publiques et non gouvernementales développées, leur impact reste limité malgré leur grande nécessité.

### 3. Questions relatives à la demande

Les jeunes à risque interrogés ont affirmé qu'ils nourrissaient **une seule ambition: avoir un emploi intéressant qui leur permettrait de gagner assez d'argent pour vivre décemment comme les autres jeunes de leur âge.** Ils sont convaincus que seules les qualifications ou les études avancées donnent droit à un emploi décent, alors ils ont exprimé tout leur intérêt pour des programmes de formation qui leur fourniraient les compétences nécessaires pour obtenir un emploi ou pour démarrer leur propre entreprise. Les jeunes interrogés se plaignent de leurs grandes difficultés à accéder au travail. À leur avis, cela est dû à une image négative que les employeurs ont au sujet des jeunes à risque. En raison du taux élevé d'abandon scolaire, les jeunes à risque ne sont pas très bien qualifiés, ce qui limite les opportunités qui leur sont offertes. Leur faible niveau d'éducation sous-entend qu'ils sont souvent gênés de ne pas être en mesure de lire et d'écrire – et ne même pas être en mesure d'utiliser le SMS ou l'internet que la plupart des jeunes de leurs communautés peuvent utiliser aisément.

*Je me sens heureux au 'Centre La Lumière'. Certains parents ne savent pas éduquer leurs enfants. Donc il faut des centres d'appui pour sauver les enfants qui fuient de la maison. Une fois dans la rue, les enfants deviennent vulnérables aux pratiques illégales. Quand nous vivons dans le centre, nous ne sortons pas et nous recevons une éducation, mais nous avons des problèmes quand nous sommes à la maison. Ceux qui n'ont pas la chance de fréquenter le centre d'appui deviennent des noctambules et des voleurs. Les centres d'appui comme 'La Lumière' jouent un rôle très important dans notre milieu où sévit la pauvreté et où le risque de déperdition est fort élevé. En séjournant dans ces centres on ne peut que devenir un enfant décent car l'éducation y est stricte.*

— Participant au focus groupe,  
Tambacounda

Conscient de ce dont ils ont besoin pour réussir dans la vie, les jeunes ont identifié un certain nombre de priorités, de préoccupations et de frustrations qui empêchent leur développement personnel. **Les participants aux discussions de groupe ont identifié les priorités** ci-dessous afin d'aider les jeunes à risque:

- **Programmes de formation et emplois** pour donner aux jeunes à risque une seconde chance d'avoir une vie meilleure:
  - Réintégration dans le système scolaire;
  - Des subventions scolaires pour aider les filles et les jeunes issus de familles très pauvres;
  - L'apprentissage de métiers pour les handicapés, *les talibés* et les jeunes ayant des démêlés avec la justice;
  - Des programmes d'alphabétisation pour aider les jeunes à apprendre à lire et à écrire;
  - Des programmes pour aider à développer des compétences en affaires pour les nombreux jeunes qui tentent de mettre en place une petite entreprise dans le secteur informel et pour les travailleurs domestiques;
  - Formation dans les métiers artisanaux: coiffure, couture, menuiserie, mécanique, etc. et des mécanismes pour fournir des capitaux de démarrage y compris le matériel de base ou le petit matériel.
- **Appui psychosocial** pour les jeunes ayant des démêlés avec la justice ou qui vivent dans les zones de conflit (Casamance) pour leur permettre de regagner la confiance de retourner dans leurs communautés.
- **Des programmes de sensibilisation pour les parents** sur les facteurs qui mettent leurs enfants en danger.

*J'ai remarqué que les enfants scolarisés se promènent ensemble, et refusent de se mélanger à nous, alors nous nous sentons marginalisés.*

*J'ai un Bac +4 en Commerce International et une maîtrise en logistique, mais il est difficile de trouver un emploi parce que les chefs d'entreprise me rejettent quand ils voient que je suis handicapé. Les entreprises préfèrent employer une personne âgée, plutôt qu'une personne handicapée. Je garde espoir, quand même.*

— Participants aux focus groupes,  
Tambacounda

Généralement, les jeunes s'accordent à dire que les conflits armés et la violence, l'industrialisation, l'urbanisation croissante, et l'éclatement de la cellule familiale font que de plus en plus de jeunes se retrouvent sans aucune aide sociale ou même dans de nombreux cas sans le soutien des parents plutôt préoccupés par la lutte pour la survie. Les jeunes sont influencés par leur environnement immédiat et, par conséquent ils en subissent les effets. Par exemple, les jeunes dans les zones périurbaines autour des grandes zones urbanisées et industrialisées sont coincés entre la tentation des modes de vies des citadins et la pauvreté de leurs parents qui sont souvent des travailleurs domestiques (femmes de ménage, gardes, jardiniers, etc.) Les jeunes interrogés étaient très intéressés à participer à tous programmes de formation et/ou des programmes de travail qui pourraient s'offrir à eux.

Bien que les participants aux discussions de groupe aient exprimé des idées générales qui pourraient aider les jeunes à risque, des besoins spécifiques ont été identifiés par les jeunes dans les diverses

catégories de jeunes à risque, tel que décrit ci-dessous.

### *Les jeunes handicapés*

Les participants ont noté que les plans de développement d'infrastructure doivent prendre les personnes handicapées en compte. Leurs besoins incluent également l'accès aux services publics, leur reconnaissance en tant que citoyens, et l'accès à l'éducation (comme par exemple un réseau de centres verbo-tonal pour les personnes ayant une déficience visuelle). Ils pensent qu'il est important qu'ils bénéficient des mêmes chances que les autres

*Certains services doivent être exclusivement réservés aux personnes handicapées comme la vente de billets dans les bus, la vente de cartes téléphoniques, et des emplois qui ne nécessitent pas de marcher ou beaucoup de mouvement.*

— Participant au focus groupe,  
Dakar

jeunes. En outre, ils estiment que le Gouvernement devrait exiger que certains emplois soient réservés aux personnes handicapées. Les jeunes handicapés interrogés ont fait remarquer que, même si une loi a été votée concernant la gratuité des transports et de l'accès aux soins pour les personnes handicapées y compris d'autres services, cette loi attend d'être adoptée. Selon ces jeunes, il est donc facile de comprendre pourquoi de nombreuses personnes handicapées sont des mendiants: « *Ils ne devraient pas être condamnés pour avoir mendié.* »

### *Les jeunes déplacés*

Pour les jeunes déplacés, la paix et la sécurité pour pouvoir retourner dans leurs foyers et reconstruire leurs vies et leurs communautés constituent leurs priorités. Mais surtout, ils espéraient que les autorités gouvernementales et leurs partenaires leur fournissent les ressources et l'appui nécessaires pour reconstruire leur vie et rattraper les années perdues au cours desquelles leurs villages ne se sont pas développés. Il est important de noter que les personnes interrogées en Casamance ont précisé que les jeunes qui sont impliqués dans les actes d'agression sont plus susceptibles d'être associés avec les rebelles. Dans de nombreux cas, selon les personnes interrogées, ces jeunes tombent en proie à des rebelles qui lancent des raids sur leurs villages et les forcent à rejoindre leurs rangs.

### *Les Jeunes en conflit avec la loi*

Les participants aux discussions de groupe ont noté que ces jeunes ont besoin d'aide pour compenser la négligence affective. Les jeunes estiment qu'ils doivent être retirés de leur environnement, qui constitue un facteur de risque important. Au nombre de ces priorités, ce groupe a souligné l'importance d'une assistance ou de conseils pour les personnes en situation de détresse.

### *Les Talibés*

Les acteurs de la société civile qui travaillent directement avec les talibés ont réfléchi sur la nécessité de protéger les *talibés* contre les traitements injustes et dégradants et de la nécessité d'accès à la scolarisation ou l'apprentissage d'un métier pour ces enfants. Les talibés actuels et les anciens qui ont été interrogés ont mentionné la pauvreté comme la principale cause de leurs problèmes et la principale raison qui les a poussés à devenir *talibé*. Selon ces jeunes, ils sont mis dans une situation dans laquelle ils doivent subvenir aux besoins de leurs familles — en particulier si leurs parents ne sont pas en mesure de le faire. Ils ont également déclaré que les problèmes ne sont pas seulement liés à leurs propres besoins, mais aussi aux besoins de leurs parents et leur incapacité à fournir de la nourriture, le logement ou la sécurité à leurs familles. Ce dernier point a été souligné comme étant la raison fondamentale pour laquelle ces jeunes sortent dans les rues pour mendier.

### *Les jeunes femmes*

**Bon nombre d'acteurs ont noté que les filles constituent l'un des groupes les plus à risque.** Les jeunes femmes qui ont été interrogées ont souligné l'importance d'éradiquer toutes les formes de discrimination, qui les privent du droit à l'éducation et au travail — en les exposant à la violence conjugale, au mariage forcé, et aux grossesses précoces. Les Groupes de discussions composés de jeunes femmes ont révélé que celles-ci veulent suivre des formation/s'instruire et avoir des opportunités d'emplois décentes afin de pouvoir mieux venir en aide à leurs familles.

*Beaucoup de mes amis ont abandonné leur apprentissage de métier pour cause de mariage. Pour beaucoup de filles, se marier traduit souvent un secret espoir de sortir de la pauvreté. Mais beaucoup d'entre elles regrettent après quelques années quand elles voient celles qui ont persévéré ont réussi à mettre en place de leurs propres entreprises et à gagner leur vie avec dignité. Il n'y a rien de mieux que d'avoir un emploi. C'est dommage de constater que les filles ne suivent pas les programmes jusqu'au bout, car pour réussir dans la vie il est faut avoir un emploi. Vous devez avoir un métier parce que tout le monde ne peut réussir dans l'éducation formelle et aller à l'université.*

— Participant au focus groupe, Thiès



## Principales Conclusions

**Les jeunes à risque** qui ont participé aux discussions de groupe ont mis l'accent sur leur besoin d'avoir accès aux services, à l'emploi, à l'éducation, et aux opportunités, au même titre que les autres jeunes du pays. En outre:

- L'évaluation a révélé deux grands types de jeunes à risque: **les jeunes de la rue et les jeunes à risque dans les maisons**. Les jeunes de la rue comprennent les *talibés* et les jeunes de la rue qui vivent de la mendicité, des emplois précaires y compris la prostitution, de la vente à la sauvette, ou des jeunes en conflit avec la loi. Beaucoup de jeunes de la rue sont très difficiles à atteindre car ils sont déconnectés de leurs communautés, ne restent pas dans un endroit fixe, et ne sont souvent affiliés à aucun des programmes sociaux. Les jeunes à risque « à la maison » comprennent les jeunes employés domestiques (surtout les jeunes femmes), les déscolarisés, et les jeunes déplacés affectés par le conflit en Casamance.
- *Les talibés* ont été identifiés comme le groupe le plus à risque. Ces jeunes sont soumis à la mendicité à un âge très précoce, afin d'aider à nourrir leurs familles ou de financer les *marabouts* à qui ils ont été confiés par leurs familles dans de nombreux cas.
- Il existe un certain nombre d'organisations du secteur public et privé qui travaillent avec les jeunes à risque. Malgré ces initiatives, **l'offre relative à la prévention et au soutien à la réinsertion est bien inférieure à la demande** au niveau des jeunes à risque.
- Les jeunes à risque interrogés pensent qu'ils sont des «laissés pour compte», que leur avenir et leurs besoins ne font pas partie des priorités du Gouvernement, et que les fonds des bailleurs de fonds destinés à les soutenir ne leur parviennent pas comme il se doit. Ces jeunes ont également noté que **les jeunes à risque n'ont pas accès à l'information** et ne sont pas au fait des mesures en place pour les aider.
- La plus grande frustration des jeunes à risque est **leur incapacité à accéder à des emplois** auxquels les autres jeunes ont accès. Ces jeunes ont souligné la nécessité d'accéder à l'éducation et d'un environnement stable.
- Dans l'ensemble, les jeunes à risque interrogés ont indiqué que leurs principales priorités et espoirs sont ceux de trouver un emploi décent, d'accéder aux infrastructures et aux services (en particulier pour les jeunes handicapés), de trouver la sécurité et de retourner dans leurs villages (les jeunes déplacés), et d'accéder à l'appui qui leur permettra de sortir de la pauvreté.

Enfin, bien que la plupart des discussions de groupe avec des jeunes dans chacune des régions aient souligné les problèmes rencontrés par les jeunes à risque au Sénégal, les jeunes sont restés très optimistes. Ils croient que la situation globale des jeunes peut s'améliorer nettement, si les jeunes sont impliqués dans les processus de prise de décisions et s'ils sont consultés au sujet de leurs besoins dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes.



## SECTION 7: RECOMMANDATIONS

Sur la base des conclusions de l'évaluation *YouthMap*, telle que décrites dans les sections précédentes, l'équipe d'évaluation a formulé les recommandations suivantes à l'intention de la Mission de l'USAID/Sénégal:

### A. Recommandations Intersectorielles

- Les programmes existants et nouveaux qui comprennent un volet sur la jeunesse ou qui sont axés sur les jeunes, devraient **inclure des approches intersectorielles, holistiques et globales autant que possible**. S'appuyant sur les bonnes pratiques décrites dans *USAID Youth & Conflict Toolkit for Intervention* [Jeunesse et conflits, dispositif pour les actions d'intervention de l'USAID], « Les programmes qui offrent des possibilités de croissance dans plus d'un secteur tendent à être plus utiles pour les jeunes. Les programmes devraient envisager de combiner la formation à l'emploi et la création d'emplois, la participation politique, les sports et loisirs, le leadership et la formation en santé. Dans les régions à haut risque, la résolution des conflits doit être intégrée dans l'ensemble de ces activités. »<sup>120</sup> Par exemple, les programmes qui sont principalement axés sur la planification de la santé ou de la famille pourraient intégrer des compétences supplémentaires relatives à l'employabilité des jeunes, ou à des activités d'orientation professionnelle; et des programmes principalement axés sur le développement des compétences/formation à l'employabilité des jeunes pourraient intégrer la SSR avec des composantes civiques.
- Évaluer la faisabilité de **l'implication de partenaires de l'USAID dans l'élaboration de directives explicites pour l'intégration des jeunes** dans la mise en œuvre du projet.
- **Inclure des dispositions concernant les jeunes dans les appels à proposition/appels d'offres** afin que les postulants prennent en compte les possibilités d'inclure les jeunes dans leurs offres de services.
- Collaborer avec les partenaires d'exécution en vue de **réviser et d'améliorer l'attention accordées aux jeunes dans les plans de travail annuels**, s'il ya lieu.
- Évaluer les possibilités de **réunir les principaux acteurs** (Gouvernement du Sénégal, les bailleurs, le secteur privé, la société civile et les organisations de jeunes) pour passer en revue les programmes axés sur les jeunes au Sénégal et explorer les possibilités de synergie et de coordination de ces activités afin de maximiser les investissements et maximiser l'impact sur des jeunes.
- Adopter des indicateurs standards de mesure des résultats et impacts du programme sur la jeunesse qui peuvent être utilisés dans les programmes sectoriels. **Recueillir des données désagrégées** sur les jeunes afin de permettre le suivi de la prestation de services à la jeunesse et la participation des jeunes dans les programmes de l'USAID, tels que:
  - l'âge des bénéficiaires (par exemple 15-17 ans, 18-21 ans, 22-24 ans, 25-30 ans)
  - le type de programme
  - les avantages pour les jeunes
  - le nombre de jeunes occupants des rôles officiels
  - les résultats d'apprentissage
  - le suivi de la génération de revenus
  - le taux de placement et les statistiques nationales sur l'emploi des jeunes
  - le niveau d'intérêt des partenaires locaux et internationaux pour les jeunes
  - le nombre d'entreprises dirigées par des jeunes qui sont des vendeurs / fournisseurs
  - le nombre des jeunes consultés

- Le DSRP-II fournit des informations de base sur l'incidence de la pauvreté sur les ménages et les individus, et par région. Lorsque l'enquête nationale sur les ménages et les données nouvelles de l'enquête démographique et de santé seront disponibles en 2011, il faudra **procéder à des analyses de statistiques pertinentes des jeunes** vis-à-vis de la stratégie de l'USAID visant à mieux renseigner le ciblage, les zones d'intervention, et la sélection des bénéficiaires du programme.

## B. Recommandations Sectorielles

### 1. Education et Apprentissage

- L'équipe *YouthMap* appuie fortement la recommandation suivante émanant de la récente Evaluation du Milieu Urbain effectuée par l'USAID:

« **Mettre à nouveau l'accent sur la formation professionnelle axée sur le milieu urbain et sur les opportunités économiques** — Renforcer les projets de formation en cours de l'USAID pour intégrer la formation professionnelle (à la fois des compétences techniques telles que la mécanique ... et les compétences générales en matière de gestion des entreprises telles que la comptabilité de base) dans les programmes scolaires de niveau secondaire. Ces programmes de développement des compétences devraient être accessibles pour les jeunes sénégalais sans emplois dans une ou plusieurs zones urbaines ciblées afin de leur donner les aptitudes qui leur permettront d'accéder à des emplois intéressants. Les programmes doivent intégrer les volets d'apprentissage et prévoir un petit fonds à la fin de la formation pour permettre aux diplômés de financer les coûts de démarrage de leur entreprise. Comme indiqué plus haut, la plupart des programmes offerts aux jeunes par les ONG, les centres de formation, et les organisations ont tendance à donner aux jeunes les compétences dont ils ont besoin pour commencer à travailler, mais ces programmes n'offrent aucune possibilité de financement pour réaliser des projets. Ces financements contribueront à encourager les jeunes diplômés ou non scolarisés à démarrer des activités génératrices ou à créer des emplois dans les zones urbaines. »<sup>121</sup>

- **Mettre l'accent sur l'intégration des compétences pratiques dans le secteur de l'éducation formelle à différents niveaux.** Dans les écoles primaires, par exemple, encourager la création de jardins scolaires pour produire des cultures, sensibiliser les jeunes à une bonne nutrition, enseigner des techniques agricoles, pour leur inculquer le goût des travaux agricoles. Dans les collèges et lycées<sup>122</sup>, intégrer des matières de développement des compétences pratiques pouvant accroître les chances des élèves de saisir les opportunités d'emploi existant aux niveaux local et régional. Par exemple, se servir des activités dans la région minière comme un cas pratique pour démarrer les leçons de mathématiques et les sciences naturelles (les enseignants pourraient développer le contenu des leçons portant sur les expériences scientifiques avec différents éléments géologiques pour procéder à l'étude de leurs propriétés, déceler les problèmes mathématiques faisant appel aux matériels de poids ou de mesure, etc.). Dans les zones touristiques, enseigner aux élèves le vocabulaire de base dans d'autres langues, faire des jeux de rôle impliquant des guides touristiques, et expérimenter la fabrication de produits locaux destinés à la vente. Dans les régions où il existe des projets de construction, faire des exercices pratiques en procédant à la construction d'un hangar ou à la réhabilitation d'une salle de classe. Encourager les jeunes à réfléchir sur les compétences pratiques qu'ils ont le plus envie d'apprendre et comment y parvenir, et amener les entreprises locales et régionales à fournir aux établissements d'enseignement les informations sur les compétences recherchées sur le marché de l'emploi et les secteurs pourvoyeurs potentiels d'emploi et/ou des d'opportunités d'auto-emploi.
- De nombreux employeurs du secteur formel et du secteur privé ont noté que les jeunes travailleurs manquent souvent d'importantes compétences non techniques (par exemple, la communication, la capacité d'écoute). **Il faut donc poursuivre et développer le travail de l'USAID/Sénégal dans les**

**programmes EDB et EPQ pour intégrer des programmes d'éducation de base et d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle au niveau de l'école secondaire formelle, ainsi que dans les programmes de formation professionnelle et les programmes de formation non-formels.** Inclure des modules qui traitent des compétences nécessaires les plus critiques pour rendre opérationnels les jeunes dans le monde du travail (par exemple, le travail d'équipe, la prise de décision, de résolution de problèmes, la communication, etc.). Il faudra également rajouter d'autres modules à mesure que la phase pilote fasse preuve de réussite au niveau secondaire.. Veiller à ce que les opinions et commentaires des acteurs du secteur privé soient pris en considération lors de l'élaboration/l'adaptation des programmes afin que les compétences fonctionnelles soient un facteur direct de réussite sur le marché de l'emploi.

- Développer **un meilleur système d'orientation des carrières** en collaboration avec le Ministère de l'éducation afin de prodiguer des conseils aux jeunes qui s'intéressent à des compétences pratiques pour qu'ils s'orientent vers des établissements d'enseignement professionnel et technique. Aujourd'hui, les élèves du secondaire reçoivent trop peu d'informations sur les options d'études et de carrière, et les meilleurs étudiants sont systématiquement orientés vers le système de l'enseignement supérieur général.
- **Améliorer les programmes de formation professionnelle** en offrant une formation de haute qualité qui soit beaucoup plus en adéquation avec la demande du marché du travail actuel et futur. Conduire des études régionales sur le marché du travail afin d'identifier les insuffisances pour l'élaboration d'un programme plus pertinents pouvant satisfaire aux besoins de certains secteurs/industries et opportunités. Etablir un lien entre les programmes de formation et les partenaires du secteur privé pour développer des compétences pratiques adaptées au contexte. Intégrer ces approches dans le programme d'éducation et de recherche de l'USAID en matière d'Agriculture, en collaboration avec quatre universités au Sénégal sur les volets agriculture / formation professionnelle (y compris la pêche, la sylviculture et la gestion des ressources naturelles); renforcer les capacités des universités du Sénégal dans la conduite d'études du marché du travail et procéder à la mise à jour des programmes d'études et de formation en fonction des opportunités du marché et des secteurs de croissance.
- Encourager les partenariats public-privé afin de favoriser **l'intégration des stages** dans le système éducatif. Pour des niveaux académiques plus bas, les stages doivent se limiter à de brefs programmes de découverte d'entreprises visant à exposer les étudiants aux différents types d'entreprises. Pour des niveaux académiques plus élevés, les étudiants doivent tirer parti de ces possibilités pour expérimenter différents milieux de travail afin consolider leurs connaissances théorique et éclairer leurs choix de carrière.

En prévision d'une situation post-conflit où il sera nécessaire de résoudre des conflits fonciers et promouvoir la réconciliation, **il est important d'intégrer l'éducation pour la paix** au sein et en dehors des écoles. Le programme devrait mettre l'accent sur les compétences de communication et sur les méthodes non violentes de règlement des différends. Ceci pourrait s'appuyer sur les travaux du projet EDB sur un programme de bonne gouvernance au niveau du collège. Les programmes récents mis en œuvre dans les collèges en Casamance doivent servir de point de départ pour améliorer et élargir la programmation.

- L'équipe *YouthMap* approuve également la recommandation de l'Evaluation du Milieu Urbain de l'USAID de « **poursuivre activement la décentralisation de la formation au niveau secondaire**: Une partie du programme EPQ est centrée sur la formation des enseignants, en mettant l'accent sur les centres régionaux de formation qui ont eu la responsabilité de la formation des enseignants du primaire et des professeurs de collège selon les lois de la décentralisation. Ces centres sont situés dans les capitales régionales et, s'ils sont correctement mis en place, ils pourraient être considérés comme une source de moyens de subsistance pour les jeunes qui, autrement, se déplaceraient vers les grandes villes comme Dakar. Si les centres régionaux de formation sont finalement autorisés à certifier les enseignants comme

l'espère l'EPQ, les centres pourraient fonctionner comme des entreprises qui offrent aux jeunes de tout le Sénégal des enseignements de qualité qui stimuleront la création d'emplois et d'opportunités d'emploi hors de Dakar<sup>123</sup>. »

- **Évaluer les possibilités de tirer parti du programme « Access » du Bureau des affaires publiques de l'ambassade américaine** qui cible les jeunes de 14-16 ans dans un programme post scolaire, car c'est un programme qui vise à développer un programme de mentorat pour les jeunes.

## 2. Travail et Emploi

- **Analyser « les chaînes de valeur de l'emploi »** dans certains secteurs et régions à travers une coordination des approches multi-acteurs pour satisfaire les besoins économiques du pays. Par exemple, le secteur minier — auquel s'ajoutent d'autres fournisseurs locaux de services et d'équipements — représente une source potentielle de croissance de la demande d'emploi à Kédougou. Les opérations minières et les industries connexes à petite échelle peuvent constituer une source importante d'emplois qualifiés et non qualifiés pour les jeunes dans des domaines tels que: la construction, la mécanique, l'assemblage, la fabrication et la production, le camionnage et le transport, les opérations de forage, les services d'électricien, le contrôle des matériaux, la gestion des déchets, l'entretien, la sécurité, la saisie des données, secrétariat et dans les TI; le traitement comptable, la préparation/service d'alimentations, etc. Comme mentionné dans la stratégie de l'initiative FTF, le secteur de la pêche représente aussi une fenêtre d'opportunité car c'est un des principaux secteurs d'exportations, qui emploie directement/indirectement 600.000 personnes, soit 11 pour cent de la population totale active.
- En ce qui concerne les « moteurs de croissance » économique et les projets d'infrastructure majeurs identifiés par l'Ambassade américaine au Sénégal (voir Section 3), **les opportunités liées à ces projets devraient être soigneusement analysées en termes d'opportunités d'emploi des jeunes**, et des modifications pourraient être apportées en matière de formation professionnelle afin de tirer parti des investissements prévus, des synergies potentielles avec les acteurs du secteur privé (par exemple, en tant que pourvoyeurs de stages et recruteurs de main-d'œuvre), et des opportunités que la chaîne d'approvisionnement offre aux jeunes.
- Dans l'évaluation, les jeunes, le Gouvernement du Sénégal et les acteurs du secteur privé ont tous souligné l'importance du secteur agricole. Dans le cadre de l'initiative Feed the Future et de l'initiative Global Hunger and Food Security Initiative (GHFSI) [Initiative Mondiale Contre la Faim et pour la sécurité alimentaire], des zones d'intervention seront choisies en partie sur la base des zones / ménages qui sont les plus vulnérables ou ayant des caractéristiques socio-économiques qui peuvent les rendre plus vulnérables, car il est impératif que les plus démunis participent efficacement à la croissance économique en milieu rural. Une des façons de cibler les groupes de population aux revenus les plus faibles sera de sélectionner les chaînes de valeur qui sont généralement favorables à des populations vulnérables comme les jeunes chômeurs. Les stratégies comprennent le renforcement des capacités de l'agro-industrie pour promouvoir le commerce et l'emploi. *L'initiative GHFSI entend accroître l'accessibilité aux intrants et outils agricoles et au microcrédit pour les population-cibles pauvres ainsi que la formation et de mentorat en matière d'intrants, d'outils et de pratiques agricoles*<sup>124</sup>. **Il est essentiel que les jeunes vulnérables — en particulier les jeunes femmes, les jeunes chômeurs et les handicapés, et d'autres jeunes à risque identifiés dans la section 6 — soient prioritaires pour bénéficier de ces services, ces compétences, du financement, du soutien, et des matériels.**
- Comme l'a recommandé l'évaluation en Milieu Urbain, « **la création d'emplois urbains le long des chaînes d'approvisionnement ciblées** met l'accent sur le développement de micro, petites et moyennes entreprises dans les secteurs déjà ciblés tels que l'élevage à petite échelle, l'artisanat et les textiles qui constituent des secteurs clés dans des villes comme Thiès. La focalisation sur ces secteurs dans les villes permettra de générer des emplois et d'accroître les revenus. D'autres secteurs à base urbaine qui pourraient s'ajouter aux secteurs existants incluent le développement d'entreprise à petite échelle dans le

secteur de l'eau et de l'assainissement/gestion des eaux usées par l'intermédiaire du PEPAM et, éventuellement, les entreprises du tourisme urbain qui ont fait de la promotion de l'éco-tourisme et la préservation de l'environnement leur mission<sup>125</sup>. »

- Sur la base de l'expérience réussie avec le *Crédit Mutuel du Sénégal* et les groupements de producteurs de charbon de bois dans le cadre du **Development Credit Authority (DCA) [l'Autorité de Crédit au Développement (ACD)] de l'USAID**, il faut explorer les opportunités avec d'autres entreprises et groupes de producteurs qui représentent d'importantes populations de jeunes ayant des difficultés à obtenir du financement. Comme indiqué dans l'évaluation en Milieu Urbain, « Le financement demeure un obstacle majeur à la croissance économique, notamment dans les secteurs agricole et des ressources naturelles, qui sont censés être le moteur de réduction de la pauvreté. D'autres utilisations potentielles de l'ACD pourraient consister à favoriser les prêts aux **entreprises nouvellement créées et axées sur les jeunes**. D'autres partenariats public-privé utilisant le modèle de l'ADM (Alliance de Développement Mondial) pourraient offrir une formation en cours d'emploi aux jeunes non scolarisés ou élargir la portée des petits prestataires de services municipaux<sup>126</sup>. »
- **Poursuivre et renforcer l'intégration de la formation des jeunes en entrepreneuriat** en intégrant des modules tels que ceux offerts dans le programme EPQ. Ceci inclut le développement des compétences en affaires et la promotion de la culture financière, tant dans les collèges et qu'au niveau des lycées. De telles programmes encourageraient plutôt les jeunes à créer leur propre entreprise au lieu qu'ils s'attendent à être embauchés dans la fonction publique ou dans les entreprises privées.
- **Appuyer le CDEPS et les ONG locales qui ont des programmes de formation axés sur les activités génératrices de revenus et d'employabilité pour les jeunes**. L'appui devrait inclure une composante de Suivi & Evaluation et de mentorat post-formation et des services d'appui aux participants de 6 à 12 mois après la formation. Tirer parti de la portée, du réseau, et de la bonne image dont jouissent le CDEPS et le *Centre Ado* chez les jeunes pour renforcer les capacités de ces centres en tant que centres communautaires pour la conduite d'autres activités et services, y compris l'orientation professionnelle.
- Encourager les partenaires d'exécution et les partenariats public-privé soutenus par l'USAID à **intégrer des programmes de stages**. Explorer les partenariats avec le Gouvernement du Sénégal et le secteur privé afin de développer « une base de données des besoins » en compétences pour chaque secteur économique clé. Dans le cadre des programmes et de services actuels d'emploi des jeunes, tels que ceux offerts par l'ANEJ, il convient soutenir la création d'un centre de ressources qui permettrait aux diplômés de déposer leur CV et de communiquer avec le marché du travail et des recruteurs.
- Travailler avec les acteurs et les partenaires locaux pour **explorer les possibilités de programmes régionaux visant à encourager les employeurs locaux à recruter des jeunes au niveau d'entrée dans les régions où les projets sont mis en œuvre**. Envisager des mesures incitatives pour les employeurs.
- Dans le cadre des projets de croissance économique, il faudra **explorer les possibilités de liaison avec le FNPJ** et les institutions financières partenaires pour identifier les jeunes bénéficiaires d'un prêt FNPJ pour leur assurer un mentorat ou formation complémentaire dont la gestion de l'entreprise et autres domaines de compétence pour leur apporter le soutien nécessaires pour la réussite de leurs entreprises. Les programmes devraient mettre l'accent sur les régions « marginalisées » et des villes comme Tambacounda, Richard-Toll, Kédougou et Ziguinchor.
- **Envisager le dialogue politique** avec le Gouvernement du Sénégal afin de développer une politique d'investissement ciblant les nouveaux diplômés pour leur offrir des emplois et des stages dans le secteur privé. En contrepartie, les entreprises participantes à une telle politique pourront bénéficier d'allègements fiscaux comme c'est le cas en Afrique du Sud.

**Les indicateurs à considérer:**

- Dans le cadre de l'initiative Feed the Future:
  - *L'USAID va accroître l'accès aux capitaux et aux investissements des organisations de producteurs agricoles et des PME, et travailler avec les banques locales pour accroître la disponibilité des services bancaires aux populations rurales. Les cibles incluent 4.500 personnes pour l'épargne et des programmes de prêts interne de microcrédit et jusqu'à 10 millions de dollars en garanties de prêts dans le cadre de l'ACD.*
    - Nombre de jeunes bénéficiant de prêts/crédits et des services de développement des entreprises
  - *L'USAID soutient les programmes de recherche appliquée et aide à la diffusion des nouvelles technologies. Des liens directs avec les instituts d'enseignement supérieur, l'ISRA, les écoles de formation des agriculteurs, et les centres de formation régionaux appuieront l'éducation des agriculteurs.*
    - Nombre de jeunes bénéficiant de nouvelles technologies et des outils et intrants agricoles
    - Nombre de jeunes bénéficiant de la formation des agriculteurs/ pourcentage de ceux qui appliquent de nouvelles pratiques agricoles
  - *Les zones d'intervention ne seront pas géographiquement limitées. Un des critères de sélection sera les zones ou les ménages qui sont les plus vulnérables ou présentant des caractéristiques qui peuvent les rendre plus vulnérables. Il s'agira notamment de cibler les chaînes de valeur qui sont généralement favorables à des populations vulnérables comme les femmes, les jeunes chômeurs et les personnes âgées ou handicapées.*
    - Nombre de jeunes à risque et jeunes vulnérables qui sont choisis comme bénéficiaires du programme
- Nombre de jeunes employés par les projets financés par l'USAID et ses partenaires
- Nombre de jeunes participant aux programmes « vivres contre du travail » de l'USAID
- Pourcentage des jeunes employés dans les zones ciblées
- Pourcentage de changement dans les revenus de l'emploi productif
- Pourcentage des jeunes ayant une vision plus optimiste de l'avenir (économique, l'image de soi, l'efficacité)
- Pourcentage des entreprises créées par des jeunes encore en activité un an après démarrage

### **3. Santé et Planification Familiale**

- Élaborer des **normes pour les services adaptés aux jeunes** qui peuvent être conjointement adaptées et/ou partagées avec les partenaires de l'USAID, les prestataires de services du Gouvernement du Sénégal, et les projets d'autres bailleurs.
- Travailler avec le **Centre Ado et le CDEPS pour la diffusion d'informations sanitaires adaptées aux jeunes**. Utiliser les SMS, les brochures et les dépliants pour disséminer l'information sur les questions de santé, y compris la prévention du paludisme, les comportements favorisant la santé, l'utilisation et la disponibilité de contraceptifs, le dépistage et le traitement du VIH/MST, entre autres. Évaluer les possibilités de dispenser des modules en santé reproductive et sexuelle dans les locaux du *Centre Ado*/du CDEPS. (Voir les recommandations sur l'emploi concernant les possibilités de tirer parti de l'image positive et la portée du Centre Ado et du CDEPS chez les jeunes pour



renforcer les capacités de ces centres en tant que les centres communautaires pour la conduite d'autres activités et services, y compris l'orientation professionnelle.)

- Évaluer les opportunités et les partenariats permettant au *Centre Ado*, au CDEPS, et/ou aux partenaires d'exécution de l'USAID de mettre en œuvre **une communication bidirectionnelle avec les jeunes via SMS**, offrant ainsi l'opportunité aux jeunes de poser des questions et de recevoir des réponses en temps réel.
- Poursuivre les activités de communication et de sensibilisation envers les jeunes **grâce au divertissement et l'engagement d'icônes culturelles** (chansons, concerts, médias), afin de profiter de la grande portée de la radio pour et de l'engagement actif des jeunes dans les médias / le divertissement.
- Développer des services des *Centre Ado* pour intégrer une « Unité de traitement » pro-jeunes qui **fournirait des services de base** visant à traiter les problèmes de santé courants, comme les tests et les traitements contre le paludisme, des tests de grossesse, etc.
- Évaluer les besoins en renforcement des capacités du *Centre Ado* et du CDEPS en matière de prestation de services adaptés aux jeunes en menant des **évaluations sur les besoins institutionnels** dans les régions cibles. Cette démarche permettra une définition des domaines prioritaires en matière de renforcement des capacités et de prestation de services. Au regard de la portée de ces deux centres, une attention particulière devrait être mise sur le CDEPS et le Centre Ado en Casamance par exemple, et les régions abritant des niveaux élevés de jeunes à risque.
- Travailler avec les ministères de l'éducation dans le renforcement du programme de connaissances fonctionnelles (en s'appuyant sur le programme en sciences de la vie du ministère), l'intégration et l'adaptation de **modules améliorés sur la santé sexuelle et génésique et les droits de base** au niveau des écoles primaires, les collèges, et lycées. Etablir un lien entre les efforts consentis dans le cadre du programme de développement des compétences fonctionnelles et d'autres activités de développement de compétences fonctionnelles de l'USAID dans le secteur de l'éducation, et mettre l'accent sur la formation des enseignants et des animateurs à travers des méthodes pédagogiques efficaces afin de fournir des compétences fonctionnelles et en SSR. S'appuyer sur les travaux de l'USAID avec ses partenaires d'exécution dans la région de la Casamance pour mettre à jour les programmes sur la grossesse chez les adolescentes et la violence contre les filles en milieu scolaire.
- Évaluer les possibilités de **tirer parti du programme de santé communautaire de l'USAID** (y compris à Kolda, Ziguinchor, Sédhiou et dans les régions de St.-Louis) pour **atteindre les jeunes et renforcer les services pro-jeunes** des sites fournissant des services de SSR aux jeunes.
- En s'appuyant sur l'expérience actuelle de l'USAID en matière de programme de santé à base communautaire, l'équipe YouthMap fait sienne la recommandation de l'Évaluation en Milieu Urbain de l'USAID de « cibler et d'adapter les interventions particulièrement pour les pauvres en milieu urbain<sup>127</sup> », et l'équipe recommande que les pauvres, les jeunes en milieux urbains soient ciblés en particulier dans le cadre de ces efforts.

**Les indicateurs à considérer:**

- Amélioration des connaissances des jeunes en matière de ressources communautaires disponibles, de services étatiques, d'activités de projet, de santé/planification familiale (PF)
- Accroissement de l'utilisation des établissements de santé/services de PF par les jeunes (la demande)
- Amélioration de l'accès des jeunes aux services de santé /services de PF (l'offre)
- Augmentation du nombre des prestataires de services offrant des services des services jugés pro-jeunes (qualité / pertinence)
- Augmentation du nombre des jeunes qui reçoivent des renseignements sur la santé de la reproduction (la connaissance)
- Augmentation du nombre des jeunes utilisant des méthodes contraceptives / engagés dans des pratiques moins risquées (comportement)
- Augmentation de l'âge de mariage des jeunes femmes / de la première grossesse (Autonomisation)
- Augmentation du nombre des jeunes faisant preuve de connaissances et habitudes nutritionnelles améliorées
- Nombre de nouveaux jardins scolaires mis en place (nutrition)

#### **4. Citoyenneté et Engagement**

- **S'appuyer sur les enseignements tirés de l'expérience de l'USAID en matière d'élaboration de programmes pro-jeunes dans les situations de conflits, renforcer et améliorer la définition de programmes holistiques pour les jeunes à risque en Casamance.** Comme l'a souligné l'*USAID Youth & Conflict Toolkit for Intervention* [Jeunesse et conflits, boîte à outils pour les actions d'intervention de l'USAID], il est essentiel de traiter cette question dans une perspective intersectorielle:

*« Les jeunes ont un large éventail de besoins pendant qu'il se préparent à passer à la vie d'adultes. Ils ont besoin de développer des compétences pour assurer leur autonomie économique. Ils ont besoin d'aptitudes civiques, comme le travail d'équipe, le leadership, la discipline, la communication, et la responsabilité sociale. Ils ont besoin d'espaces dans lesquels ils peuvent identifier et tester leurs talents et développer des relations saines. Ainsi, les programmes qui offrent des opportunités de développement dans plus d'un domaine tendent à être plus utiles. Les programmes devraient envisager une combinaison de formation à l'emploi et de création d'emplois, la participation politique et aux activités sportives et récréatives, de leadership et de formation en santé. Dans les régions à haut risque, la résolution des conflits doit être transversale à l'ensemble de ces activités<sup>128</sup>. »*

- Sur la base des réalisations actuelles et passées de l'USAID en Casamance (y compris le programme EPQ), la programmation doit combiner les domaines suivants dans une approche intégrée:
  - Les compétences fonctionnelles (confiance en soi, la définition d'objectifs, le leadership, l'écoute, la communication, la gestion des comportements à risque, la SSR, le travail en équipe, la gestion de projets, la gestion du temps et des ressources);
  - Aptitudes civiques pratiques (la résolution de conflits, les moyens de coopération pacifique, la prise de parole en public, la négociation, le plaidoyer, la budgétisation, les compétences d'auto-gouvernance, le suivi de la responsabilité du Gouvernement);

- Les services communautaires ou services d'apprentissage pour renforcer l'identité et l'autonomisation du groupe et la mise en pratique de leurs compétences fonctionnelles et civiques. Cela pourrait inclure la participation à des campagnes à titre bénévole (recyclage d'ordures, travaux de nettoyage de la communauté), la création d'espaces sûrs (la réhabilitation des jardins publics), de l'éducation par les pairs (tutorat, bonne hygiène de vie, sensibilisation sur le processus de paix), l'enrichissement communautaire (discuter avec les anciens au sujet de leur histoire) ;
  - Opportunités d'engagement social et communautaire (sports, arts, théâtre, musique, activités culturelles);
  - Soutien à l'employabilité: « au regard de la grande importance des contacts personnels, l'éducation et les programmes de travail devraient mettre les jeunes en contact avec la communauté dans son ensemble, en particulier avec les adultes qui pourraient avoir besoin de les employer. Les mécanismes qui favorisent de tels liens comprennent le mentorat, l'apprentissage, les stages et les visites d'entreprises, d'usines, ou d'autres chantiers. Les partenariats entre les programmes pour les jeunes et les associations professionnelles peuvent aider à ouvrir des voies à l'emploi et sont bénéfiques autant pour les employeurs que pour les jeunes<sup>129</sup>. »
- En prévision d'une situation post-conflit où des conflits fonciers, **il est important d'intégrer des programmes sensibilisation pour la paix** au sein et en dehors des écoles. Les programmes devraient mettre l'accent sur les compétences de communication et les méthodes non violentes de règlement des différends. Les activités dans ce domaine pourraient s'appuyer sur les travaux du projet EDB pour mettre en place un programme de bonne gouvernance au niveau de l'éducation secondaire. Des programmes récents mis en œuvre en Casamance dans les collèges devraient servir de point de départ pour améliorer et étendre le programme.
  - Dans le cadre de la préparation des élections de 2012, continuer à **soutenir la diffusion généralisée de l'information sur le processus électoral à venir et les mesures que les jeunes doivent prendre à l'avance pour faciliter leur inscription sur les listes électorales**. Collaborer avec le Public Affairs Office (PAO) [bureau des affaires publiques] de l'ambassade américaine pour profiter de leurs réseaux existants (par exemple, les bibliothèques y compris les bibliothèques satellites à Thiès, Louga et Ziguinchor, logés dans les centres culturels) afin de fournir des informations sur les élections et l'inscription des électeurs. Les programmes du PAO ciblant les jeunes mettent énormément l'accent sur la diffusion d'informations sur l'inscription des électeurs, la formation en TIC, et la collaboration avec les jeunes à risque. L'USAID peut travailler en étroite collaboration avec le PAO pour toucher les jeunes dans les régions ciblées afin de les sensibiliser sur le processus d'inscription sur les listes électorales.
  - L'équipe d'évaluation appuie les recommandations de l'Evaluation en Milieu Urbain selon lesquelles le soutien aux «**associations de la société civile en milieu urbain devrait également mettre un accent particulier sur l'appui aux groupes de jeunes** et au développement des PPP. L'équipe a relevé plusieurs efforts innovateurs en cours visant à relever les défis du développement urbain mis en branle par des groupes de jeunes et de divers acteurs du secteur privé. Ceux-ci devraient être fortement encouragés. L'appui à ce type d'engagement civique contribue non seulement au développement des principes démocratiques, mais aussi à apporter des réponses à d'importants besoins locaux avec des ressources locales, une approche durable pour le moins prometteuse<sup>130</sup>. »
  - En sus, en s'appuyant sur les recommandations de l'Evaluation en Milieu Urbain, la programmation pourrait permettre d'évaluer les possibilités **d'engager les jeunes dans l'amélioration du service public** dans les domaines prioritaires en impliquant les associations de jeunes dans le suivi et la

notation des municipalités dans les services tels que la propreté des rues et la collecte des déchets solides.

- L'équipe d'évaluation approuve la recommandation d'évaluation du genre au Sénégal pour développer/soutenir un programme de mentorat mettant en relation les femmes qui évoluent à des postes de responsabilité dans les collectivités locales avec les femmes qui gèrent des postes au sein de l'administration régionale ou du Gouvernement central<sup>131</sup>. Il convient d'explorer les possibilités d'inclure les jeunes femmes dans le programme.

**Les indicateurs à considérer:**<sup>132</sup>

- Nombre de jeunes qui reçoivent des informations sur le processus d'inscription des électeurs
- Nombre de jeunes exprimant leur intention de s'inscrire pour voter/pourcentage de ceux qui réussissent à le faire
- Nombre des jeunes votant effectivement aux élections (classés par niveau local/municipal/ national)
- Nombre de jeunes participant à des associations de gouvernance à base communautaire (associations d'agriculteurs/producteurs, groupement de gestion des ressources naturelles, etc.) / pourcentage de ceux qui participent activement à des postes de direction/aux prises de décision
- Nombre de jeunes travaillant dans des organismes recevant des subventions de l'USAID
- Sensibilisation accrue des jeunes par des organisations locales, régionales et nationales
- Capacité accrue des organisations de jeunes au niveau local, régional et national
- Nombre et qualité des consultations auprès des jeunes dans les processus de paix
- Augmentation du nombre d'espaces sociaux et d'espaces protégés pour jeunes (par exemple, les scouts, les parcs, centres communautaires, des clubs sportifs et autres)

### 5. Les Jeunes à Risque

- Évaluer les possibilités **d'inclure des composantes ciblées pour les jeunes à risque dans les programmes sectorielles de l'USAID en tant que question transversale.**
- Donner au personnel travaillant dans les différents domaines d'activités une meilleure compréhension de la problématique des jeunes à risque (et pas uniquement les enfants vulnérables) et les facteurs de risque, pour **permettre aux programmes de prendre ces jeunes en compte parmi les bénéficiaires importants lorsque la situation et le moment seront appropriés.**
- Évaluer les possibilités **de travailler avec le Bureau des affaires publiques de l'ambassade américaine dans ses efforts pour toucher les talibés, les daaras, et d'intégrer des programmes de mentorat.** Grâce au travail de PAO dans les bibliothèques satellites à travers le pays, le bureau travaille à prendre attache avec les daaras pour atteindre talibés, sur la base de la réussite de cette approche à Kaolack. Le PAO envisage d'étendre cette approche, qui consiste à fournir du matériel scolaire aux *talibés*, à d'autres régions, et serait intéressé par un partenariat avec l'USAID dans ces activités.
- Soutenir le Gouvernement du Sénégal pour **renforcer les capacités** du Département de l'apprentissage et du Département de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale.

***Recommandations Générales en direction du Gouvernement du Sénégal dans le cadre de la recherche de solutions aux besoins des jeunes à risque***

- Renforcer les systèmes de service public créés pour protéger les jeunes comme le département de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale, les services de l'AEMO (Action Educative en Milieu Ouvert) et les centres (rehausser les niveaux de l'enseignement et de la supervision, accroître le suivi).
- Travailler avec PARRER pour évaluer et surveiller les facteurs qui mettent les jeunes en danger.
- Mettre l'accent sur le soutien psychosocial dans les programmes de travail avec les jeunes en conflit avec la loi / vivant dans les zones de conflit (Casamance) pour leur permettre de regagner la confiance afin de retourner dans leurs communautés.
- Inclure des composants du programme de soutien pour sensibiliser les parents sur les facteurs qui mettent leurs enfants en danger. Prévoir la dissémination de l'information pour encourager les parents et les familles à envoyer leurs enfants à l'école.
- Poursuivre et renforcer le programme EDB, en particulier dans les zones de conflit:
  - Centre d'accueil pour les *talibés* et les enfants de la rue en détresse.
- Améliorer le suivi des *daaras* afin d'en détecter les dysfonctionnements, et exiger de meilleures conditions de vie et l'équipement des écoles non formelles en matériels.
- Mettre l'accent sur les programmes de « seconde chance » afin d'aider les jeunes à risque, en se concentrant sur:
  - La possibilité de réinsertion dans le système scolaire formel;
  - L'octroi de bourses d'études et d'aide similaire pour permettre aux filles et aux jeunes issus de familles pauvres d'aller à l'école;
  - Le plaidoyer auprès des associations d'employeurs et organismes au service des jeunes à risque pour l'obtention stage d'apprentissages pour les jeunes handicapés, les *talibés* et les jeunes contrevenants;
  - Les programmes d'alphabétisation et de développement des compétences en affaires pour soutenir les jeunes qui travaillent à créer leurs entreprises dans le secteur informel et les travailleurs domestiques;
  - Les programmes qui insistent sur la formation dans les métiers artisanaux ainsi que la fourniture de trousse de démarrage (par exemple, les équipements et outils de base).

## NOTES DE FIN D'OUVRAGE

<sup>1</sup> Section Population du Département des Affaires Economiques et Sociales du Secrétariat des Nations Unies <http://esa.un.org/unpd/wpp/Excel-Data/population.htm>; Population Council <http://www.popcouncil.org/countries/senegal.asp>.

<sup>2</sup> Youth: Work est un programme de cinq ans sur l'employabilité des jeunes mis en œuvre par IYF et financé par USAID/Washington à travers son Bureau des Programmes Urbains (EGAT/UP). YouthMap est un Associé honoraire dans le cadre de l'accord de coopération « Leader with Associates ».

<sup>3</sup> Les références subséquentes à USAID dans ce rapport désignent USAID/Sénégal.

<sup>4</sup> USAID/Sénégal, « The Quality of Basic Education in Senegal: A Review, » (2009), p.1. L'école élémentaire est reparti parmi les niveaux suivants: *CI — cours initial; CP — cours primaire; CE1, CE2 — cours élémentaire; et CMI, CM2 — cours moyen.*

<sup>5</sup> USAID/Sénégal, « The Quality of Basic Education in Senegal: A Review, » (2009), pp. v, 6

<sup>6</sup> Ibid. p. iv.

<sup>7</sup> Banque mondiale, « Senegal: Looking for Work — the Road to Prosperity: Volume 1, » (2007), p. 93.

<sup>8</sup> Voir par exemple, « USAID/BE Annual Workplan-Year 3 Report, October 1, 2010-September 30, 2011 », August 2010, p. 27.

<sup>9</sup> Youth Employment Network (YEN) / International Youth Foundation (IYF), « Private Sector Demand for Youth Labour in Ghana and Senegal, » conducted by FocusAfrica (2009), p. 45 [http://www.ilo.org/public/english/employment/yen/downloads/psi/psi\\_study.pdf](http://www.ilo.org/public/english/employment/yen/downloads/psi/psi_study.pdf).

<sup>10</sup> Etat du Sénégal, « *Lettre de Politique Générale pour le Secteur de l'Education et de la Formation,* » (Novembre 2004), p. 6.

<sup>11</sup> IMF, « Senegal: Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) Annual Progress Report, » December 2010.

<sup>12</sup> FMI (2010), et Fiche Pays commandée pour le Rapport de Suivi Mondial de l'EPT (2007), p. 35.

<sup>13</sup> FMI (2010), p. 34.

<sup>14</sup> Banque mondiale (2007), pp. 50-52.

<sup>15</sup> FMI (2010), p. 34.

<sup>16</sup> Voir [http://www.investinsenegal.com/US/living\\_education.html](http://www.investinsenegal.com/US/living_education.html).

<sup>17</sup> YEN/IYF (2009), pp. 45-46.

<sup>18</sup> Ibid. p. 49.

<sup>19</sup> Ministère de l'Education, « *Actions pilotes d'éducation qualifiante des jeunes et des adultes (EQJA),* » Document de Projet (2005).

<sup>20</sup> Etat du Sénégal, Ministère de l'Education, « National Statistics School Census, » (2008).

<sup>21</sup> Données de 2010 du Ministère de l'Education, Unité Planification et Reforme. A noter que le taux d'achèvement signifie la fréquentation de la dernière année de l'école primaire, et non succès à la fin de l'examen du primaire.

<sup>22</sup> Ibid.

<sup>23</sup> Ouvrir une école ne signifie pas forcément construire une nouvelle école. Certaines des écoles sont situées dans ou près d'écoles primaires, et vont progressivement construire leurs propres locaux.

<sup>24</sup> Ministère de l'Education (2008).

<sup>25</sup> Voir UNESCO, « Education for All (EFA) Global Monitoring Report 2011, » p. 325 [www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/gmr2011-statistical-tables.pdf](http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/gmr2011-statistical-tables.pdf)

<sup>26</sup> Données de 2010 du Ministère de l'Education, Unité Planification et Reforme.

<sup>27</sup> Ministère de l'Education (2008).

<sup>28</sup> UNESCO, « Education for All (EFA) Global Monitoring Report 2011, » p. 325

<sup>29</sup> Ministère de l'Education (2008).

<sup>30</sup> Banque mondiale, « Senegal: Tertiary Education Governance and Financing for Results Project, » April 2011 <http://go.worldbank.org/A2OQ8LD6P0>.

<sup>31</sup> UNESCO, « EFA Global Monitoring Report 2011, » p. 281.



- 
- <sup>32</sup> Centre Régional d'Enseignement Technique Féminin (Regional Center for Female Technical Training).
- <sup>33</sup> Oxford Business Group, « The Report: Senegal 2011, » p. 145  
[www.oxfordbusinessgroup.com/country/senegal](http://www.oxfordbusinessgroup.com/country/senegal).
- <sup>34</sup> AED, *Education de Base* [www.educationdebase.sn/index.php/fr/curriculum-et-enseignements.html](http://www.educationdebase.sn/index.php/fr/curriculum-et-enseignements.html).
- <sup>35</sup> Government of Senegal, « Poverty Reduction Strategy Paper, » September 2006, p. 33.
- <sup>36</sup> Ibid. le AGS est basé sur « l'approche group », défini dans le PRSP comme groupe d'activités, services et compétences autour de produits qui sont désignés pour pénétrer les marchés nationaux et étrangers bien ciblés (WAENMU), basés sur la collaboration du secteur publique/privé en cours avec le département du travail établi dans le cadre stratégique de développement.
- <sup>37</sup> YEN/IYF (2009).
- <sup>38</sup> Ibid, pp. 43, 54.
- <sup>39</sup> World Bank (2007).
- <sup>40</sup> Oxford Business Group (2011).
- <sup>41</sup> « Doing Business in Senegal and West and Central Africa », Présentation de Steve Morrison, Ancien Principal Chargé des Affaires commerciales, Ambassade des Etats Unis à Dakar, disponible à :  
[www.africatradeoffice-usa.com/documents/2011DoingBusinessinWestandCentralAfrica2.pdf](http://www.africatradeoffice-usa.com/documents/2011DoingBusinessinWestandCentralAfrica2.pdf).
- <sup>42</sup> « Pendant que les liens qui existent avec les USA et l'Europe sont hautement appréciés, le Gouvernement [du Sénégal] poursuit aussi des accords commerciaux avec La Chine qui est un grand marché potentiel. 'Nos relations avec la Chine sont très importantes. Le Sénégal exporte déjà beaucoup de ses produits vers Chine et les sociétés chinoises ont accompli d'importants projets d'infrastructures dans le pays. Il y a beaucoup d'opportunités pour nous d'avoir un partenariat sur d'important projets sénégalais comme le port, l'aéroport et le secteur des services.' Diouf told OBG. » Oxford Business Group (2011), p. 108.
- <sup>43</sup> Plan de mise en oeuvre du projet Feed the Future FY2010  
[www.feedthefuture.gov/documents/FTF\\_2010\\_Implementation\\_Plan\\_Senegal.pdf](http://www.feedthefuture.gov/documents/FTF_2010_Implementation_Plan_Senegal.pdf).
- <sup>44</sup> YEN/IYF (2009), p. 34.
- <sup>45</sup> IMF (2010), p. 27.
- <sup>46</sup> Ibid., p. 27.
- <sup>47</sup> AGETIP fut créé en 1989 avec le soutien de la Banque Mondiale <http://agetip.sn/about/>.
- <sup>48</sup> Marito Garcia and Jean Fares, ed., *Youth in Africa's Labor Market* (Washington: The World Bank, 2008), p. 72.
- <sup>49</sup> Ibid.
- <sup>50</sup> IMF (2010), p. 27.
- <sup>51</sup> YEN/IYF (2009), p. 34.
- <sup>52</sup> L. Guarcello, « Understanding Youth Employment Outcomes in Senegal, » Understanding Children's Work Project, Working Paper Series, May 2007, p. 3.
- <sup>53</sup> Friedrich Ebert Foundation *Senegal* (<http://senegal.fes-international.de/f-jeunesse.html>, July 2009); YEN/IYF (2009), p. 34.
- <sup>54</sup> IMF (2010), p. 26. Ce chiffre n'inclut pas les données du secteur public pour les contrats d'embauche.
- <sup>55</sup> YEN/IYF (2009), p. 39.
- <sup>56</sup> Ibid., p. 29.
- <sup>57</sup> IMF (2010), p. 26.
- <sup>58</sup> YEN/IYF Report (2009), p. 34.
- <sup>59</sup> Ibid.
- <sup>60</sup> World Bank (2007), p. 23.
- <sup>61</sup> Inclut à la fois les enfants qui font des boulots de vacances pour se faire de l'argent pour payer leur scolarité, et les enfants non scolarisés qui travaillent dans les plantations familiales ou comme des apprentis.
- <sup>62</sup> YEN/IYF Report (2009)
- <sup>63</sup> « USAID/BE Annual Workplan » (2010), p. 27.

- 
- <sup>64</sup> Agence Française de Développement, « Vocational Training in the Informal Sector: Report on the Senegal Field Survey, » July 2006, p. 12.
- <sup>65</sup> USAID, « Integrated Community Case Management for Childhood Illnesses » [www.unicef.org/wcaro/wcaro\\_ENG\\_USAID\\_UNICEF\\_FEB2011.pdf](http://www.unicef.org/wcaro/wcaro_ENG_USAID_UNICEF_FEB2011.pdf).
- <sup>66</sup> Gouvernement du Sénégal, « Stratégie Nationale sur la Santé des Adolescents », p.3.
- <sup>67</sup> USAID/Sénégal, « Etude du Genre, » juin 2010, pp. 24-25.
- <sup>68</sup> Pour de plus amples informations sur ces programmes, voir FRONTIERS, « Interventions multisectorielles dans la SR des Jeunes: Processus d'amélioration au Sénégal et au Kenya, » Octobre 2008, pp.11-12.
- <sup>69</sup> Innovations dans la participation citoyenne, « la participation citoyenne des jeunes en Action: La satisfaction des besoins communautaires et des jeunes dans le monde, » Octobre 2010, p. 32.
- <sup>70</sup> IMF (2010), p. 37.
- <sup>71</sup> USAID/Senegal, « Gender Assessment: USAID/Senegal, » prepared by Deborah Rubin, (2010), pp. 16-17.
- <sup>72</sup> IMF (2010), pp. 38-39.
- <sup>73</sup> IntraHealth travaille dans cinq régions du Sénégal pour améliorer la qualité et l'accessibilité des services de soins de santé, augmenter l'utilisation des services de PF, et habiliter les femmes à prendre des décisions relatives à la santé. S'appuyant sur les travaux antérieurs d'IntraHealth pour améliorer les services de santé reproductive et infantile, IntraHealth et ses partenaires se concentrent sur plusieurs objectifs: réduire la mortalité des moins de cinq ans et les taux de mortalité maternelle, accroître la disponibilité, la variété, l'utilisation et l'acceptation sociale de la planification familiale, impliquer les hommes dans la planification familiale, la maternité sans risque et la paternité responsable, améliorer la formation la responsabilisation des prestataires de soins de santé, et décentraliser l'accès aux soins de santé tout en préservant la qualité. IntraHealth a également reçu une subvention de l'USAID / Sénégal pour sensibiliser sur les conséquences négatives de la pratique de l'excision et réduire ses impacts. [www.intrahealth.org/page/senegal](http://www.intrahealth.org/page/senegal).
- <sup>74</sup> Pour une discussion plus détaillée sur les besoins non satisfaits et les lacunes dans le secteur de la santé, voir FMI (2010), p. 38-39.
- <sup>75</sup> Ibid.
- <sup>76</sup> Gouvernement du Sénégal, « Document stratégique pour la Réduction de la Pauvreté II (DRSP II) », Septembre 2006, p. 56.
- <sup>77</sup> Comme noté par les participants aux discussions de groupe, le personnel non qualifié renvoie à ceux qui n'ont pas les compétences, les techniques ou les diplômes professionnels, ou le savoir-faire technique requis pour le personnel médical. Certains travailleurs ont été jugés non qualifiés en raison de leur incapacité et de leur manque de connaissances dans la conduite de divers diagnostics, traitements et/ou examens médicaux de base.
- <sup>78</sup> International Center for Research on Women, « New Insights on Preventing Child Marriage » (2007), p. 8.
- <sup>79</sup> Government of Senegal, « PRSP II » pp. 22-25, 56.
- <sup>80</sup> World Bank, « Decentralization Policies and Practices: Case Study Senegal, » June 2003, p. 4.
- <sup>81</sup> Ibid, p. 9.
- <sup>82</sup> International Association for National Youth Service, « National Youth Service Country Profile » (2009), p. 1.
- <sup>83</sup> Innovations en matière de Participation citoyenne (2010), p. 32.
- <sup>84</sup> Ibid.
- <sup>85</sup> International Association for National Youth Service (2009), pp. 3, 7.
- <sup>86</sup> Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs, *Vacances Citoyennes* Document de Programme.
- <sup>87</sup> *Les Afriques*, « Sénégal: Un parlement des jeunes avant la fin de l'année, » 17 juillet, 2010 <http://www.lesafriques.com/senegal/senegal-un-parlement-des-jeunes-avant-la-fin-de-lannee.html?Itemid=77>.

---

<sup>88</sup> USAID/Sénégal, « USAID/Décentralisation, Gouvernance et Transparence, » <http://senegal.usaid.gov/en/node/478>.

<sup>89</sup> Différents des *daaras* (Ecoles coraniques), les *dahiras* sont des confréries/associations religieuses.

<sup>90</sup> USAID, « évaluation de la corruption: Cas du Sénégal, » 31 août 2007. L'évaluation de la corruption en 2007 a révélé que pour le public, la situation de la corruption s'est légèrement améliorée au cours de ces dernières années, mais beaucoup tolèrent encore certaines formes de corruption comme moyen de régler leurs affaires courantes. Les répondants ont dit qu'ils ont affaire à la corruption administrative de façons quotidiennes, dans leurs rapports avec les l'administration publique (par exemple, la police), ainsi qu'avec les services publics tels que les Ministères de la Santé et l'Education. La principale forme de corruption électorale est l'utilisation de l'argent, de la nourriture et d'autres ressources pour s'acheter les voix des électeurs.

<sup>91</sup> En Décembre 2008, plusieurs centaines de jeunes ont participé à des manifestations violentes à Kédougou pour décrier le manque d'opportunités d'emploi, qui ont fait plusieurs blessés et des destructions de biens. Plusieurs participants de la région et dans d'autres parties du pays ont évoqué ces événements au cours des entretiens et des discussions de groupe.

<sup>92</sup> Centre de suivi des déplacés internes, « Sénégal: les nouvelles vagues de déplacés et les obstacles à l'atteinte de solutions durables en Casamance, » Juin 2010, p. 1.

<sup>93</sup> Gouvernement du Sénégal, « DRSP II, » p. 78.

<sup>94</sup> Rapport du Centre de suivi des déplacés internes (2010), p. 7.

<sup>95</sup> USAID, « Projet Paix et Education en Casamance » <http://senegal.usaid.gov/node/204>.

<sup>96</sup> Ibid.

<sup>97</sup> USAID/Sénégal, « Appui au processus de paix en Casamance, » Décembre 2009, pp. 6-7 et 34.

<sup>98</sup> GTZ est maintenant devenu GIZ - *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*.

<sup>99</sup> GIZ, « Programme de promotion du Développement Economic et Social et la paix en Casamance » <http://www.gtz.de/en/aktuell/14616.htm>.

<sup>100</sup> *Jokko*, signifie « communication » en Wolof, entend être un système pratique et peu couteux visant à encourager la prise de décision concertée dans les villages Sénégalais.

<sup>101</sup> La phase pilote, couvrant 15 villages, a été achevée en décembre 2010.

<sup>102</sup> See [www.rapidsms.org/case-studies/senegal-the-jokko-initiative/](http://www.rapidsms.org/case-studies/senegal-the-jokko-initiative/).

<sup>103</sup> Définition fournie par une fonctionnaire du Ministère de la Justice, Aissata Sow, *Responsable du Bureau de la Liberté Surveillée et de la Protection Sociale, Action Éducative en Milieu Ouvert*, pendant les entretiens.

<sup>104</sup> La loi interdit aux jeunes de moins de 25ans de travailler en mer.

<sup>105</sup> GoS Ministère de la Justice

[http://www.justice.gouv.sn/index.php?option=com\\_content&view=article&id=61](http://www.justice.gouv.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=61).

<sup>106</sup> Human Rights Watch, « Off the Backs of the Children: Forced Begging and Other Abuses against Talibés in Senegal, » April 2010, pp. 2, 73.

<sup>107</sup> Government du Senegal, « DRSP II » (2006), p. 13.

<sup>108</sup> U.S. Department of State, « Human Rights Report: Senegal, » March 2010, p. 4.

<sup>109</sup> Consortium for Street Children, « Street Children-Senegal, » p, 2

[www.streetchildren.org.uk/\\_uploads/downloads/Senegal\\_briefing\\_to\\_IPU\\_Aug\\_09.pdf](http://www.streetchildren.org.uk/_uploads/downloads/Senegal_briefing_to_IPU_Aug_09.pdf).

<sup>110</sup> U.S. State Department, « Trafficking in Persons Report, » (2010) [www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2010/142761.htm](http://www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2010/142761.htm).

<sup>111</sup> U.S. State Department (2009), p. 16.

<sup>112</sup> U.S. State Department, « Human Rights Report: Senegal, » p. 16.

<sup>113</sup> Human Rights Watch (2010), pp. 2, 73.

<sup>114</sup> Ibid., p. 85.

<sup>115</sup> *Guinze*, un terme Wolof, décrit un diluant industriel que beaucoup d'enfants de la rue inhalent ou utilisent pour imbiber leurs vêtements.

<sup>116</sup> Human Rights Watch (2010), p. 62.

---

<sup>117</sup> Government of Senegal, « PRSP II » (2006), p. 56.

<sup>118</sup> Les jeunes servantes à Dakar (mbindaan en wolof) sont pour la plupart originaires des régions rurales du Sénégal et commencent à exécuter des travaux domestiques à un âge très précoce. Leur entrée dans le travail domestique s'explique par l'absence de scolarisation et des opportunités auxquelles l'instruction donne droit: selon une enquête réalisée par l'ONG Enda Tiers Monde et publié en 1996, sur un échantillon de 540 femmes de ménage âgés de 9-18, 56% ont choisi ce travail pour subvenir à leurs besoins et aider leur famille, mais 43% ont été obligés de travailler. Seule une petite minorité (8%) ont apprécié leur travail. (« Comprendre le Travail des Enfants et l'Emploi des Jeunes au Sénégal: Rapport de Pays, » Février 2010.)

<sup>119</sup> Il y a environ 7800 enfants mendiants ou de la rue à Dakar et 150 à 200.000 dans les régions selon les chiffres annoncés par les autorités Sénégalaises en charge des partenariats pour Réhabilitation et la Réinsertion des Enfants de la Rue (PARRER).

<sup>120</sup> USAID Office of Conflict Management and Mitigation Bureau for Democracy, Conflict and Humanitarian Assistance, « Youth & Conflict Toolkit for Intervention, » authored by Jack Goldstone, April 2005, p. 14 [www.usaid.gov/our\\_work/cross-cutting\\_programs/conflict/publications/docs/CMM\\_Youth\\_and\\_Conflict\\_Toolkit\\_April\\_2005.pdf](http://www.usaid.gov/our_work/cross-cutting_programs/conflict/publications/docs/CMM_Youth_and_Conflict_Toolkit_April_2005.pdf).

<sup>121</sup> Keshishian, Michael, Anthony Kolb, and Nancy Leahy, « USAID Urban Assessment-Senegal: Final Report, » USAID/EGAT Bureau, November 2010.

<sup>122</sup> Cela confirme également les conclusions du Secrétariat de l'EDB, dont les recommandations sur les programmes scolaires de niveau secondaire incluait notamment **la nécessité davantage de pertinence et d'une plus grande interdisciplinarité dans les matières enseignées, d'une pédagogie permettant aux étudiants de développer l'esprit critique et la bonne gouvernance, et une orientation vers le monde du travail.** (Projet éducation de base de USAID, rapport trimestriel, Octobre-Décembre 2009, page 2.)

<sup>123</sup> « USAID Urban Assessment-Senegal: Final Report, » November 2010.

<sup>124</sup> FY2010 Feed the Future Implementation Plan.

<sup>125</sup> « USAID Urban Assessment-Senegal: Final Report, » November 2010.

<sup>126</sup> Ibid.

<sup>127</sup> Ibid.

<sup>128</sup> USAID, « Youth & Conflict Toolkit for Intervention », p. 14.

<sup>129</sup> Ibid.

<sup>130</sup> « USAID Urban Assessment-Senegal: Final Report, », November 2010.

<sup>131</sup> USAID/Senegal, « Gender Assessment, » June 2010.

<sup>132</sup> Certaines parties de ces informations sont tirées de USAID/CMM « Youth & Conflict Toolkit for Intervention, » [www.usaid.gov/our\\_work/cross-cutting\\_programs/conflict/publications/docs/CMM\\_Youth\\_and\\_Conflict\\_Toolkit\\_April\\_2005.pdf](http://www.usaid.gov/our_work/cross-cutting_programs/conflict/publications/docs/CMM_Youth_and_Conflict_Toolkit_April_2005.pdf).





L'International Youth Foundation® (IYF) mise sur le potentiel extraordinaire des jeunes. Fondée en 1990, IYF a établi et cultive sans cesse un réseau mondial d'entreprises, de gouvernements et d'organisations de la société civile pour permettre à davantage de jeunes de devenir des citoyens sains, productifs et engagés. Les programmes d'IYF sont les catalyseurs d'un changement permettant aux jeunes d'obtenir une éducation de qualité, d'acquérir des compétences pour l'emploi, de faire des choix sains, et de contribuer à l'amélioration de leurs communautés.

Pour en savoir plus, visitez [www.iyfnet.org](http://www.iyfnet.org)